

## Un avertissement au roi Hussein et à M. Arafat

Les assassins de Fakh Kawasme, membre du comité exécutif de l'OPLP, n'ont pas frappé au hasard. Un mois après la réunion du Conseil national palestinien à Amman et l'appel lancé à cette occasion par le roi Hussein en faveur de négociations de paix sur la base de la résolution 242 des Nations unies, le meurtre du dirigeant palestinien constitue sans aucun doute un avertissement adressé à M. Yasser Arafat et au souverain jordanien.

En le nommant le mois dernier membre du comité exécutif de l'OPLP, la plus haute instance palestinienne, le dirigeant de la Cisjordanie et de Gaza, M. Arafat avait prédestiné Fakh Kawasme en quelque sorte à une fonction d'intermédiaire privilégiée entre son organisation et les « Palestiniens de l'intérieur ». Avec lui, c'est donc un peu la voix des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza et l'esprit de modération qui ont été assassinés.

Proche de M. Yasser Arafat, Fakh Kawasme était en effet l'un des plus ardents défenseurs d'une solution négociée du problème palestinien et d'une coopération étroite entre les Palestiniens de l'intérieur et l'OPLP dans la recherche de cette solution. Il était sans aucun doute l'une des personnalités les mieux placées pour représenter la centrale palestinienne et les habitants des territoires occupés dans des pourparlers éventuels avec les Israéliens. Il avait en outre approuvé la visite de M. Arafat au Caire en décembre 1983.

L'assassinat d'Amman semble donc signé, et M. Arafat, revenu précipitamment en Jordanie dimanche à l'aube, n'a pas hésité à mettre en cause, bien qu'avec des précautions de langage, les dirigeants de Damas, en affirmant que les meurtriers du maire destitué d'Hébron étaient « ceux qui avaient tenté d'empêcher au mois de novembre la tenue du Conseil national palestinien à Amman ». Tout semble indiquer que l'organisation Septembre noir — du nom de celle qui avait été créée en 1970 à la suite des affrontements jordanopalestiniens — est cette fois manipulée par Damas. Elle avait déjà revendiqué au début de décembre l'assassinat à Bucarest du conseiller de l'ambassade de Jordanie, et rien ne semble devoir empêcher qu'elle poursuive son œuvre. Le problème est de savoir jusqu'où iront les adversaires de la politique du roi Hussein et de M. Yasser Arafat.

La disparition tragique de Fakh Kawasme montre d'autre part l'étroitesse de vues de la politique pratiquée par Jérusalem à l'égard des dirigeants palestiniens des territoires occupés. Pendant des années, le Likoud a maintenu la mesure d'expulsion contre Fakh Kawasme dans le cadre d'une stratégie visant à empêcher l'émergence de véritables dirigeants modérés en Cisjordanie afin de perpétuer le « statu quo ». Si Fakh Kawasme avait été autorisé à rentrer, reconnaissant bien tardivement le « Jérusalem Post », il ne serait pas devenu un fonctionnaire de l'OPLP et aurait pu servir de médiateur.

M. Périès saura-t-il tirer la leçon de l'assassinat d'Amman, en abandonnant la thèse simpliste selon laquelle tous les membres de l'OPLP sont des « assassins en puissance » avec lesquels aucun dialogue n'est possible ? Tout récemment encore, le chef du gouvernement israélien a fait un geste en renouant à Jérusalem le dialogue avec M. Pierre Debraupes, l'ancien PDG d'Antenne 2, un quatrième canal allemand.

Enfin, le gouvernement adoptait le 3 novembre 1982 un plan de ciblage du pays, capable de répondre dans l'avenir à l'appât d'images et de sons : construits en fibres optiques, les futurs réseaux pourraient accueillir les chaînes étrangères ou françaises diffusées par satellites ou par relais hertziens, des chaînes

## « Guerre des étoiles » : fermeté à Washington

Les Etats-Unis n'accepteraient pas de limiter les recherches sur la défense antimissile

De notre correspondant

Washington. — L'ensemble des dirigeants américains se seraient mis d'accord, à en croire des informations publiées dimanche 30 décembre par le New York Times, pour refuser d'envisager une limitation des recherches sur les armes spatiales antimissiles au cours des négociations sur le contrôle des armements que MM. Shultz et Gromyko doivent tenir de relance, les 7 et 8 janvier prochains, à Genève.

Bien qu'elles n'aient pas été officiellement confirmées et que M. Reagan ne doive définitivement décider que ce lundi des instructions qui seront données à M. Shultz, ces informations ont toutes les chances de se révéler exactes, puisque, le 22 décembre déjà, M. Thatcher avait indiqué à Washington que le président américain et elle-même jugeaient nécessaire la poursuite de ces recherches par les Etats-Unis.

Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, paraît ainsi avoir marqué, à la veille de la rencontre de Genève, un point important contre celles des personnalités de

l'administration qui auraient été favorables, comme M. McFarlane, le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, à une inclusion du programme de recherche sur la « guerre des étoiles » dans les futures négociations avec l'URSS.

L'avantage pris par le Pentagone ne préjuge pourtant pas la position de fond que les Etats-Unis adopteront sur l'avenir de leur initiative de défense stratégique (IDS) — le nom officiellement donné à la « guerre des étoiles ». La Maison Blanche a en effet encore à trancher entre deux possibilités consistant, l'une, à essayer d'en préserver à tout prix la réalisation et, l'autre, à en faire une monnaie d'échange permettant d'obtenir de l'URSS un accord satisfaisant sur la limitation du nombre des armes offensives que le développement du programme IDS devrait en principe rendre obsolète.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

## Dissension au sein de l'OPEP

Le Nigéria et l'Algérie refusent de ratifier, à Genève, l'accord sur les prix du pétrole

De notre envoyée spéciale

Genève. — C'est sur un résultat bien ambigu que s'est achevée, le samedi 29 décembre, la 72<sup>e</sup> conférence ordinaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, commencée le 19. Ambigu, car il consacre à la fois l'échec de la stratégie à court terme de l'Organisation, amorçant une nouvelle baisse des prix officiels du brut, et jette les bases d'une nouvelle politique à long terme qui pourrait déboucher sur une évolution décisive, voire historique transformant l'OPEP en véritable cartel.

A court terme l'échec est en effet patent : l'objectif principal de l'OPEP depuis l'automne est de défendre le niveau de ses prix, menacés par les baisses successives depuis la mi-octobre, de la Nigéria, de la Grande-Bretagne, du Nigéria, et des bruts américains, ainsi que par la faiblesse persistante du marché libre, où les opérateurs, anticipant une baisse générale, ont fait chuter les cours de 1 dollar à 3,5 dollars de dessous des tarifs officiels de l'OPEP.

Or les décisions prises par l'Organisation à Genève non seulement ne lui permettent pas de régler dans l'immédiat les problèmes de fond, mais les conditions dans lesquelles elles ont été prises risquent de précipiter une nouvelle crise de confiance.

Le principal problème posé à l'Organisation, à savoir la révision de sa grille des prix, totalement décalée du marché, n'a pas été suffisamment résolu. Les distorsions de cette grille, qui favorisent les producteurs de brut lourd et pénalisent les fournisseurs de pétrole léger, obligent ces derniers à multiplier les ententes de tout ordre, étalées à l'origine de la crise, déclenchée à la mi-octobre.

L'accord, qui modifie provisoirement et légèrement la grille des prix mais sans toucher au prix de référence, calé à l'achat samedi soir, non seulement n'a satisfait vraiment personne, mais de plus a aggravé les divisions de l'OPEP. VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 19.)

## Réforme hospitalière : la dernière étape

Chances et risques de la cogestion

Le Journal officiel du 29 décembre 1984 publie le « décret relatif aux déplacements hospitaliers », qui, sous un titre anodin mais en un texte de quarante-six articles comportant de nombreux alinéas, bouleverse deux siècles de traditions et de hiérarchie hospitalière.

Le troisième volet de l'ambitieuse réforme hospitalière mise en œuvre au début du septennat est ainsi — en fin de compte — après d'innombrables débats sur des « avant-projets » qui virent le jour dès 1981.

Déjà doté d'un « budget global » qui modifie profondément son mode de fonctionnement, l'hôpital voit à présent et la refonte complète des statuts de ses médecins — qui doit entrer en vigueur ce mois-ci — et, surtout, la dissolution des royaumes qui formaient ses « services », dont les chefs se déterminaient entre eux et disposaient, à vie, d'un pouvoir absolu.

L'évolution technique, la nécessité impérieuse de faire profiter plusieurs services d'installations lourdes et coûteuses, la complémentarité de certaines spécialités actuellement trop cloisonnées et l'aspect aberrant du pouvoir absolu conféré à vie aux chefs de service, sans qu'aucune remise en cause se révèle possible, ont inspiré cette réforme, qui n'a d'original, par rapport aux systèmes anglo-saxons, que le système électoral compliqué qui la sous-tend.

C'est cette notion même d'élection qui contestait violemment les médecins hospitaliers, et la réforme fut à son comble lorsque M. Ralite, alors ministre de la santé, envisagea que l'ensemble du personnel hospitalier et des représentants des syndicats figurent dans les collèges électoraux. Tel n'est plus le cas, et le chef du département est élu pour quatre ans, renouvelables une fois, par le collège des praticiens hospitaliers à temps plein, à temps partiel, des médecins attachés, et, lorsqu'il s'agit d'obstétrique, des sages-femmes.

Ce chef de département exerce son autorité sur un ensemble d'« unités fonctionnelles » (les anciens services hospitaliers) dont les chefs sont nommés par lui sur proposition des médecins élus au conseil de département.

Le chef de département exerce en effet son autorité à l'aide d'un conseil composé de membres élus appartenant, cette fois, à toutes les catégories de personnel.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 8.)

## Le pouvoir et l'audiovisuel

### I. — Vertige libertaire

par YVES AGNÈS

locales, des stations FM, des programmes interactifs tels que télévidéothèque, services télématiques, etc.

An total, une vaste ambition et un triple pari. Paris technologique et industriel : maîtrise des techniques de pointe (satellites lourds, fibre optique) et créer de l'activité dans ces secteurs ; pari de programmes : développer en quelques années une industrie de production audiovisuelle et cinématographique de taille mondiale, capable d'éviter le déferlement d'images venues d'outre-atlantique ; pari publicitaire : en ouvrant progressivement le

marché, éviter de déstabiliser brutalement les médias existants (presse écrite, radios périphériques...).

La cohérence de cette politique était renforcée par l'observation qu'on ne pouvait pas faire appel trop vite, et de plusieurs côtés, aux ressources des médias et par l'idée économique majeure du président de la République et des socialistes : assurer ce développement maîtrisé par une association entre l'Etat, les collectivités locales et le secteur privé. C'est l'économie mixte, retenue notamment pour Canal Plus ou les futures sociétés d'exploitation des réseaux câblés.

### « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

#### Les marchés financiers en 1984 : consolidation

Lire, pages 9 à 12, le dossier établi par ANDRÉ DESSOT, SERGE MARTI et FRANÇOIS RENARD

### LE « TIMES » A DEUX CENTS ANS

## Exigence et tradition

De notre correspondant

Londres. — Samedi 1<sup>er</sup> janvier 1795. On joua ce soir le *Marriage de Figaro* ou la *Folle Journée* de Covent Garden ; au Drury Lane, théâtre concurrent, on proposa une autre comédie : le *Fils naturel*, suivi du *Rocher de Gibraltar*, représentation scénique d'une récente bataille contre les Espagnols. On annonce par ailleurs l'ouverture d'une nouvelle école pour l'éducation des jeunes tudes ; on vendra les mémoires d'une méthode sans pareille pour l'apprentissage de la sténographie. Afin de compléter leur cargaison, des commandants de navire indiquent leur prochain appareillage pour Liban, pour Gênes ou pour Constantinople. Lecteurs et libraires font connaître la liste de leurs dernières livraisons, et parmi elles un nouveau roman de Daniel De Foe, l'auteur déjà célèbre de *Robinson Crusoé*.

Voilà pile-mille et la « une » du premier numéro du *Daily Universal* 1795. On joua ce soir le *Marriage de Figaro* ou la *Folle Journée* de Covent Garden ; au Drury Lane, théâtre concurrent, on proposa une autre comédie : le *Fils naturel*, suivi du *Rocher de Gibraltar*, représentation scénique d'une récente bataille contre les Espagnols. On annonce par ailleurs l'ouverture d'une nouvelle école pour l'éducation des jeunes tudes ; on vendra les mémoires d'une méthode sans pareille pour l'apprentissage de la sténographie. Afin de compléter leur cargaison, des commandants de navire indiquent leur prochain appareillage pour Liban, pour Gênes ou pour Constantinople. Lecteurs et libraires font connaître la liste de leurs dernières livraisons, et parmi elles un nouveau roman de Daniel De Foe, l'auteur déjà célèbre de *Robinson Crusoé*.

Registar, tiré à près de mille exemplaires et vendu 2,5 pence, sensiblement moins cher que les autres gazettes du moment, il est précisé, dans la manchette, que cette feuille est imprimée selon le procédé d'agrophotographie.

Dans une longue adresse « au public », John Walter, le fondateur du nouveau quotidien, explique que c'est cette technique qui lui permet entre autres avantages de cesser les prix. Fini l'interminable assemblage des textes caractéristique par exemple, il est désormais possible de composer directement en plomb des lignes entières. La presse entre soudain dans l'ère moderne. Et John Walter a bien d'autres idées. Ses concurrents sont, selon lui, trop spécialisés. Il souligne, par exemple, qu'il est futile de publier en extenso le compte rendu des débats du Parlement.

Pourquoi n'en pas retenir l'essentiel ? Il veut un journal complet où à la fois la vie politique et celle des affaires puissent trouver leur place.

Il résume son ambition : être témoin de son temps, produire au jour le jour « le recueil de l'époque » — « the register of the times ». Le titre définitif est ainsi trouvé, même s'il ne s'écrit en tête que trois ans plus tard. La formule du *Times* est créée. Elle ne va pas tarder à s'imposer dans le monde entier.

Deux siècles plus tard, le 2 janvier 1985 (les journaux ne paraissent pas en Angleterre le jour de l'An), les lecteurs du *Times* se verront offrir une reproduction de la première édition de l'ancêtre. Cet événement fort attendu par les collectionneurs — marquera le début d'une série de festivités.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 17.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Pari

C'est une étrange coutume que celle des vœux. Elle est aussi incertaine dans ses résultats que douteuse, parfois, dans sa sincérité. Mais que risque-t-on à s'y conformer chaque année ?

Si vous souhaitez du bonheur à un ami et qu'un malheur survient, vous pouvez toujours penser que son sort aurait été pire sans vos vœux. Si, à l'inverse, un ami a négligé à votre égard l'annuelle politesse, vous pourrez mettre au débit de son amitié oubliée les ennuis qui vous assailliront pendant un an.

Il en va bien des vœux comme du pari pascalien : rien à perdre et tout à gagner, peut-être. Bonne année, donc !

BRUNO FRAPPAT.

مكتبة من الأصل

# La crise de l'UNESCO

La publication de notre série d'articles sur « L'UNESCO à la dérive » (le Monde du 30 novembre et du 1<sup>er</sup> décembre) puis des précisions matérielles que nous avons apportées en réponse à la protestation du directeur général, M. M'bow, ont de son côté, nous l'espérons, été trop volumineuses pour que nous puissions en rendre compte dans cette page, où l'on trouvera toutefois une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation, Mme Jean Gerard, une nouvelle protestation de M. Lopes et les réponses qu'elle appelle. Nous publierons ultérieurement la lettre que l'association du personnel favorable

à M. M'bow nous a adressée, elle aussi accompagnée de nos propres informations. Le courrier reçu à propos de la crise de l'UNESCO contient, comme on peut s'en douter, des jugements très divers sur la nature de cette crise, ses causes apparentes ou réelles, le problème particulier posé par les méthodes du directeur général de l'Organisation, et aussi l'opportunité qu'il y avait, de la part du Monde, de publier de telles informations. C'est sur ce dernier point que les appréciations de nos lecteurs sont les plus tranchées. Si beaucoup se félicitent de voir leur

journal contribuer ainsi à éclairer l'opinion, d'autres estiment que de telles révélations font le jeu des adversaires de l'UNESCO, voire de la coopération internationale dans son ensemble, au-delà de la personne de M. M'bow, et que toute vérité n'est, décidément, pas bonne à dire. Certains nous signalent une erreur que nous avons commise et que, non sans mansuétude, ni le directeur général ni son proche collaborateur n'ont relevée : contrairement à ce que nous avons écrit, M. M'bow n'est nullement agrégé de l'université. Ce qui, au demeurant, n'ôte rien à ses mérites littéraires, comme nos lecteurs ont pu s'en

rendre compte dans nos éditions datées du 15 décembre. Plusieurs de nos correspondants, enfin, en particulier d'anciens hauts fonctionnaires de l'UNESCO et des diplomates étrangers, nous apportent d'abondantes précisions sur la crise de l'Organisation et les responsabilités personnelles qu'ils attribuent en la circonstance au directeur général, parfois documents à l'appui. Qu'ils en soient remerciés, comme tous les autres auteurs de lettres, y compris les plus hostiles au fond et à la forme de notre enquête ; ils admettront que leurs propres révélations doivent être vérifiées par nos soins avant publication éventuelle. — B. B.

## Mme Jean Gerard (Etats-Unis) : pour rester fidèles aux idéaux originels

Mme Jean Gerard, déléguée permanente des Etats-Unis auprès de l'UNESCO, vice-présidente du conseil exécutif, nous a adressé une lettre résumant la position de son pays, et dans laquelle on lit notamment : « Rappelons que si le président des Etats-Unis a estimé nécessaire de cesser notre participation à l'UNESCO, c'est pour deux ordres de raisons : une carence extrême de la gestion, confirmée récemment par les conclusions publiques de la Cour des comptes américaine, et surtout le constat de l'hostilité incessante déployée au sein de l'UNESCO à l'encontre des valeurs du monde libre, du droit des personnes et des idéaux que nous partageons avec les autres démocraties. C'est parce que nous sommes soucieux, en effet, de voir respecter les grands principes de l'UNESCO que nous avons décidé de nous retirer d'une organisation qui, par son discours et son fonctionnement, les bafoue quotidiennement. Les Etats-Unis d'Amérique et les grandes démocraties du monde libre se trouveront, paradoxalement, plus fidèles aux idéaux originels de l'UNESCO, si, au lieu de demeurer membres de cette organisation, ils mettent en œuvre des programmes internationaux régionaux et bilatéraux voués à la culture et à la liberté des échanges entre les peuples, loin des hypothèses graves pesant sur la neutralité de cette organisation et sur l'humanisme qu'elle était censée promouvoir. » L'UNESCO, en raison de distorsions idéologiques accentuées, a dérivé dangereusement par rapport à sa lettre de mission et à sa charte initiale. L'article premier des statuts précise en effet que « l'Organisation » se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant par l'éducation, la science et la culture la collaboration entre nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples. Or, depuis quelques années, une tendance s'est fait jour, aggravée récemment,

à contredire de la façon la plus dirimante les idéaux exprimés en cet article premier. Des exemples concrets et particuliers foisonnent de ce détournement de l'UNESCO des activités constructives que son statut initial lui commandait de favoriser : faire du sionisme l'équivalent d'un racisme, assurer au sein de programmes culturels un soutien logistique et matériel à des initiatives de l'organisation terroriste de libération de la Palestine (PLO) passerait difficilement pour des actions conformes à un souci de « collaboration entre nations » ou de « respect de la justice et de la loi ». Mais, surtout, ces activités, hautement politisées, n'ont rien à voir avec la mission éducative de l'UNESCO. Au-delà de ces exemples ponctuels, déjà en eux-mêmes scandaleux, c'est dans les structures profondes de l'UNESCO que s'est constitué un front idéologique de lutte systématique contre les idéaux et les valeurs, voire la survie, du monde libre. Ce front se caractérise par trois aspects, dont la finalité, avouée ou tacite, consiste à saper les fondements de la civilisation et du droit : l'encouragement opiniâtre à une politique mondiale de désarmement unilatéral du monde libre ; la création d'un « nouvel ordre mondial » de l'information et de la communication ; la prédominance progressive dans les résolutions de type « juridique » de la notion de « droit des peuples », déterminée de façon collectiviste, sur celle de « droit de la personne humaine ». L'encouragement aux menées des pacifistes et des tenants du désarmement unilatéral du monde libre s'est traduit en 1984-1985 par l'allocation d'un budget de 1 million de dollars à des activités de « paix et désarmement », et pour 1986-1987 des dispositions exceptionnelles devaient être prises au sein du budget pour lancer une « année internationale de la paix » dont la campagne est entre les mains des Soviétiques. Il est permis de se demander quel rapport ces questions de désarmement entretiennent avec les finalités éducatives et culturelles de l'Organisation. Il n'est en effet écrit nulle part dans l'acte constitutif de l'UNESCO que cette organisation doive se muer en centre de réflexion sur les armements stratégiques. Cette désorientation

de l'UNESCO est un premier exemple de perte de cap par rapport aux objectifs originels. Mais il y a plus. La croisade anti-occidentale de l'UNESCO a récemment atteint un paroxysme par les efforts déployés pour faire adopter un « nouvel ordre mondial » de l'information et de la communication, la NOMIC. Ce nouvel ordre consiste à définir le rôle du journaliste dans la société en fonction de critères de responsabilité laissés à la discrétion des Etats, même les plus totalitaires, et en fonction d'objectifs uniquement sociaux et politiques. Ces objectifs sont laissés aux mains des gouvernements, démocratiques ou non : le journaliste du NOMIC, apparatus de la « nouvelle » orwellienne, serait ainsi livré aux mains des agences d'Etat suscitées par des gouvernements qui ne sont en rien responsables de leurs agissements. Il serait particulièrement inhibé dans la diffusion de nouvelles déplaçantes pour les autorités (...). Mais les structures profondes de l'UNESCO « nouvelle manière » se sont aussi révélées à des détournements sémantiques très graves par les implications juridiques qui comportent à l'égard des libertés fondamentales et des droits de la personne humaine : opposer les « droits des peuples » aux droits de l'homme, c'est en effet ouvrir la porte à un abus de pouvoir commis par des Etats qui ne sont plus l'expression de la volonté de leurs peuples. « Droit à la solidarité », « droit de résister à la colonisation de l'information », tous ces droits rétoriques dont l'UNESCO s'est faite le champion consistent en fait en un transfert au profit des Etats d'un pouvoir discrétionnaire de « dire le droit », contre lequel les personnes individuelles lésées n'auraient plus de recours, faute de pouvoir faire appel à une quelconque charte des droits de l'homme. Bien que nous respectons tous le droit à l'autodétermination et la souveraineté nationale, il est évident que la distorsion sémantique apportée par la nouvelle notion de « droits des peuples » n'a pas plus de valeur juridique qu'il n'en a l'arbitraire fondé sur un absolutisme sans appel (...). Face à ce péril idéologique, il est indispensable que l'UNESCO engage des réformes de fond, qui modifient ses structures profondes et la rendent digne de sa charte. Mais il est aussi urgent que l'UNESCO, devenu consciente de ses carences de gestion, s'engage dans la voie d'une réforme fondamentale de ses us et coutumes et de ses critères de management : un processus de décision beaucoup trop centralisé, une absence de contrôle a posteriori sur la gestion des fonds, une insuffisance d'information quant à l'allocation de fonds à des programmes qui, par ailleurs, se redoublent, une absence de contrôle des performances du personnel en fonction des budgets qui lui sont alloués, l'impossibilité d'une évaluation comparative des dépenses d'un exercice budgétaire à l'autre, etc. Tous ces dysfonctionnements administratifs apparaissent à l'évidence dans le rapport du General Accounting Office rendu récemment public aux Etats-Unis. Ils sont le fait de l'actuelle direction générale (...). Les Etats-Unis tiennent à rappeler leur attachement aux idéaux de liberté et d'échange culturel entre les peuples qui ont inspiré la fondation de l'UNESCO. C'est dans un souci de la voir respecter et non défigurer et bafouer qu'ils ont pris une décision de retrait profondément motivée par le respect qu'ils portent à leurs alliés du monde libre et à tous ces peuples du tiers-monde pour lesquels la liberté, l'éducation et le respect fondamental de la personne individuelle représentent encore une valeur incontournable et la lumière d'une espérance. Il s'agit de demeurer dignes de leur confiance. »

## Une nouvelle lettre de M. Henri Lopes ...et les nouvelles précisions du « Monde »

M. Henri Lopes, sous-directeur général (secteur pour le soutien du programme) nous a adressé une longue lettre dont nous publions ci-dessous des extraits substantiels, accompagnés de nos précisions ou caractères gras. Après avoir déploré notre « ementement » à propos des emoulements de M. M'bow, de la surface de son appartement et du nombre de ses jours d'absence du secrétariat général, M. Lopes écrit : « Voulez-vous me confondre. M. Brigueux affirme que le document STAJC.84/15 du 5 décembre 1984 prouve que M. M'bow a bien demandé l'agrandissement de son appartement. Ce texte n'est en fait que le procès verbal d'une réunion d'une des deux associations du personnel et ne fait à aucun moment état d'une requête quelconque de la part du directeur général. » (Il y a encore plus « entité » qu'un journaliste : ce sont les faits. Les dimensions de l'appartement que M. M'bow s'est fait installer aux sixième et septième étages du siège de l'UNESCO sont aisément vérifiables par tout fonctionnaire du secrétariat général puisqu'il s'agit d'une construction modulaire. Une telle vérification, qui n'a évidemment pas manqué d'être faite, confirme que les dimensions des chiffres que nous avançons, au demeurant sans grand mérite puisqu'ils sont, place Fontenay, de notoriété publique. Quant aux voyages de M. M'bow, nous en sommes bien volontiers la liste et la durée détaillée à la disposition de nos collaborateurs, pour le cas, au demeurant improbable, où ce document ne lui aurait pas été communiqué. Par ailleurs, la note qu'évoque un imprudent M. Lopes indique que bien, comme nous le disions dans le Monde du 15 décembre, que M. M'bow a demandé l'agrandissement de son gigantesque duplex. Dans sa lecture, le sous-directeur général aurait dû aller jusqu'à la page 3, paragraphe « E » des questions diverses. Il aurait vu que la salle du septième étage consacrée aux activités culturelles ou sportives devait bien « être affectée à d'autres usages », sur lesquels la disposition des lieux ne laisse aucun doute. Là aussi, il s'agit d'ailleurs d'un secret de polichinelle place Fontenay. Il est vrai qu'il est peu probable que l'agrandissement projeté ait lieu, malheureusement. » M. Lopes poursuit : « Le 30 novembre, M. Brigueux attribua la redistribution des quotas au sein du secrétariat à une « manœuvre » de M. M'bow. Le 15 décembre il reconnaît, du bout des lèvres, qu'il s'agit bien d'une décision de la conférence générale. Mais il se ressaisit aussitôt pour affirmer que nos chiffres seraient « gonflés ». Or les siens ne se rapportent pas à l'Afrique mais à l'ensemble des Etats du groupe V, qui comprend l'Afrique et les Etats arabes. Ensemble ils pourraient atteindre au plafond maximum des 496 postes, mais les 44 Etats d'Afrique (qui ne forment qu'une sous-région du groupe V) n'ont droit, comme je l'avais indiqué, qu'à un quota de 352 postes au maximum, et 88 au minimum. Les données citées laissent par ailleurs croire que ces quotas ont été modifiés sur une assiette de 900 postes. C'est faux : la base de calcul est de 1 000 postes. »

Contraintement à ce qu'assure notre correspondant, les modifications demandées ont bien été sur la base de 900 postes réels à cette date. L'adjonction de 200 autres postes a été demandée dans la foulée ; elle a consisté, notamment, à transformer en postes soumis à répartition géographique certains de ceux qui ne l'étaient pas jusqu'alors, en particulier des postes « linguistiques ». Cette opération, qui fournissait ainsi de nouvelles fonctions à distribuer aux Etats « méritants », a provoqué une démission restée célèbre dans les annales du secrétariat général, en raison des risques de « copinage » et de sous-qualification professionnelle qu'elle présentait. Que la redistribution des quotas ait effectivement été une décision de la conférence générale n'est en rien contradictoire avec l'idée — que nous n'aurions osé formuler dans ces termes-là, mais puisque c'est M. Lopes lui-même qui le dit... — qu'il s'agissait d'une manœuvre de M. M'bow. Revenons sur ce point notre correspondant au rapport de cette conférence générale, pages 290 à 295, et en particulier au point 47.1, qui montre combien ce débat fut houleux et fébrile. Suspensions de séances, et pour la première fois, y fut employée l'expression de « dictature de la majorité ». Une majorité évidemment acquise au directeur général. L'affaire des cinq Soviétiques. A propos de l'affaire des cinq Soviétiques, M. Lopes estime que nous avons recouru « à un procédé d'une élégance douteuse » en révélant que leurs démissions avaient été acceptées hors du siège, contrairement à tous les usages diplomatiques. « Domage qu'il nous soit interdit d'y avoir au public les dossiers des membres ou anciens membres du personnel ! », ajoute-t-il. Domage, vraiment ? M. Lopes poursuit : « Je me contenterai de relever que M. Matkhanov et Makovetski ont quitté l'organisation, le premier en 1955, le second en 1974. Avant le mandat de l'actuel directeur général. » [Non — et c'est même le moins que l'on puisse dire. M. Makovetski a été engagé au grade P 2 en novembre 1975, et promu au grade P 3 en septembre 1977. M. Matkhanov a été recruté, en novembre 1975, au grade P 5. L'un et l'autre, comme chacun peut le vérifier, ont figuré sur toutes les listes officielles des membres du secrétariat, dont ils ont systématiquement disparu en juin 1979. Le second avait eu, il est vrai, un très haut dirigeant soviétique...]

Les précisions données dans la mise au point de l'organisation concernaient aussi bien l'ensemble des effectifs de l'UNESCO que les cadres moyens et supérieurs (personnel du cadre organique). Il n'y a rien de « gonflé » dans les statistiques relatives aux fonctionnaires de cette dernière catégorie qui n'incluent pas les agents du cadre des services généraux recrutés sur place ; elles montrent bien que 40% des fonctionnaires professionnels sont originaires du groupe dit « européen ». Quant aux contrats de durée indéterminée, ils ont été suspendus entre 1979 et 1982 le temps d'une étude en vue d'une réforme sur les conditions d'attribution de ces contrats. Depuis lors, 164 fonctionnaires de plus en ont bénéficié. Nous ne pouvons pas, pour le moment, entrer en compétition avec certaines agences que cite M. Brigueux, tant il est vrai que les Etats membres ont demandé au directeur général, par la résolution 27.1,

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23  
Edité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982)  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 500.000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », M. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Directeur de la rédaction : Thomas Fereczi.  
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
341 F 665 F 859 F 1 089 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 245 F 1 619 F 2 360 F  
ÉTRANGER (par mandats)  
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 665 F 979 F 1 248 F  
IL — SUISSE, TUNISIE  
454 F 859 F 1 097 F 1 530 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur demande sous semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 65 p. ; Italie, 500 P. ; Liban, 6.500 L. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; République, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

Le Monde  
ASIE

M. Rajiv G.  
placé

Un bulletin de



Le Monde

# étranger

ASIE

Inde

ASSURÉ DE CONTRÔLER PRÈS DES QUATRE CINQUIÈMES DES SIÈGES AU PARLEMENT

## M. Rajiv Gandhi veut former un gouvernement placé sous le signe de l'« efficacité »

La victoire électorale de M. Rajiv Gandhi a été favorablement accueillie dans la plupart des capitales étrangères, et des messages de félicitations ont été adressés au premier ministre indien, notamment par MM. François Mitterrand et Laurent Fabius, par le

président Reagan, le chancelier Kohl et les chefs des principaux États voisins de l'Inde.

A Moscou, la presse voit dans les résultats des élections une riposte « aux forces de la réaction et de la division ». Pékin exprime,

de son côté, l'espoir d'une nouvelle amélioration de ses rapports avec New-Delhi.

M. Rajiv Gandhi, qui devait prêter serment lundi après-midi 31 décembre devant le président de la République, annoncera dans la soirée la composition de son gouvernement.

De notre correspondant

New-Delhi. — Une assemblée nationale largement renouvelée avec, dans l'hémicycle, une proportion écrasante et sans précédent de députés du Congrès (397 sur 504, dernier résultat connu lundi) ; de nouvelles mesures politiques en gestation avec, à l'initiative de l'« efficacité », chères au nouveau premier ministre ; enfin, un gouvernement tout neuf qui devait être présenté lundi soir 31 décembre au pays. C'est bien, comme l'assurait samedi M. Rajiv Gandhi à ses partisans en liesse, « une ère totalement nouvelle » qui semble s'ouvrir en Inde à l'occasion de la nouvelle année.

Le jeune chef du gouvernement, qui devait prêter serment au président de la République lundi après-midi, croit apparemment au symbolisme des dates. Et ce n'est sûrement pas un hasard si le dernier jour de l'année 1984, un siècle exactement après la fondation sous l'occupation coloniale britannique du Parti du Congrès, a été choisi pour présenter au pays les hommes qui constitueront ses destinées. L'Inde a, en 1984, trop de dangers d'éclatement, et subi trop de tragédies meurtrières : il était important pour ses populations que l'année se terminât sur un espoir. Espoir de paix intérieure, d'abord.

Les hommes choisis par M. Rajiv Gandhi pour figurer dans son nouveau cabinet — trente-cinq ministres dans un premier temps, contre quarante-neuf sortants — représentent les grandes régions si diverses de l'Inde. L'entrée au Parlement du parti Telega Desam, dirigé par l'ancien acteur N.T. Rama Rao, a montré, si besoin était, que malgré la vague pro-Rajiv qui a submergé le pays, la montée des régionalismes est un phénomène complexe à prendre très au sérieux. Pour la première fois depuis l'indépendance, en raison de l'effondrement total des partis d'opposition à caractère national, c'est le Telega, une organisation régionaliste entièrement basée dans un seul État, l'Andhra Pradesh, qui, avec vingt-huit sièges au Parlement contre vingt-deux au parti communiste marxiste (CPIM, indépendant de Moscou) fera figure d'opposition officielle.

Un ministre au moins appartenait à la communauté des Sikhs, car il est important de rassurer les disciples de la secte sur leur avenir. Le problème du Pendjab menace toujours sourdement l'unité du pays et le premier ministre a promis de prendre très vite une initiative pour détendre l'atmosphère (on pense à

la libération des chefs de l'Alkali Dal, leur parti traditionnel, emprisonnés depuis plusieurs mois).

Le nouveau gouvernement ne comprendra, selon M. Rajiv Gandhi lui-même, aucun des six anciens ministres qui ont perdu leur mandat de député en Andhra Pradesh. Mais la Constitution le permettant, le premier ministre pourrait faire entrer dans son cabinet quelques jeunes technocrates non élus qui auront été auparavant nommés députés par le président de la République.

L'« efficacité gouvernementale » promise par le nouveau maître de l'Inde à ses administrés est sans doute à ce prix. « Toutes les promesses de la campagne, tous les engagements de notre programme, seront tenus », a dit M. Gandhi. On s'attaquera à la pauvreté endémique, aux problèmes d'éducation, de castes et de planification des naissances. Les idées d'Indira Gandhi en matière d'industrialisation, de sciences et de technologies continueront d'être appliquées. Compte-tenu des penchants « ultra-modernistes » de l'héritier, le rythme jusqu'ici très lent avec lequel l'Inde s'achemine vers le vingtième siècle devrait s'accroître. Les milieux industriels et financiers qui le soutiennent dans

## Un bulletin de santé économique plutôt favorable

Des greniers pleins à ras bord, une industrie qui avance de 5 % par an, une dette extérieure pas trop lourde... Tel est l'héritage économique que reçoit Rajiv Gandhi. Trop longtemps négligée par les Occidentaux, handicapée par ses médiums, ses yogis et ses vaches sacrées, l'Inde commence à attirer l'attention des Américains, Japonais et Européens en mal de débouchés. Et pourtant, en dépit d'une indéniable consolidation économique, il serait dangereux de passer de l'excellence de la pensée à un optimisme sans réserve.

Six semaines avant la mort de sa mère, Rajiv Gandhi rencontrait la presse internationale à Genève. En vingt minutes, il brosse le tableau de la situation économique de son pays. Ton calme et mesuré, pas un mot de trop, aucune hyperbole, il évoque l'acquis sans cacher les difficultés qui demeurent. Dans la conversation que nous avons par la suite, il souligne que l'économie peut progresser plus vite grâce à la libéralisation accrue du système, à l'allègement des contrôles bureaucratiques, à de meilleurs ajustements entre secteurs public et privé, à une coopération plus large et plus souple avec l'étranger.

Rajiv Gandhi rejoint les courants amorcés depuis plusieurs années, qu'il va probablement accentuer. Il a l'avantage d'aborder les dossiers avec un esprit neuf, typique d'une partie de sa génération. C'en est fini des élans dogmatiques ou populistes. La valeur économique et sociale de l'efficacité mène sur les « grands principes » dont l'application est restée en deçà des espoirs provoqués par les plans quinquennaux sous Nehru.

Premier point noir qui conditionne tout : malgré des progrès, la baisse de la natalité demeure trop lente. Il faudra redoubler d'efforts pour éviter de passer la barre du milliard d'habitants en l'an 2000 (725 millions en 1984). Chômage et sous-emploi se reculent guère dans les régions où la cadence du développement reste faible.

### L'étonnant Pendjab

Sur le plan économique, il vaudrait mieux parler « des » Indes agricoles et industrielles, tant les différences existent au départ de son centre. Le gros des céréales provient du Nord-Ouest, dont l'étonnant Pendjab, super-champignon agricole, et des deltas du Sud-Est.

D'autres régions connaissent une cadence de développement trop lente par rapport à la population ou voient leur production osciller au gré des bonnes et mauvaises années. Ainsi la production record de 1983-

1984 a-t-elle profité d'une excellente mousson. Les récoltes de 1984-1985 s'annoncent également très bonnes grâce au ciel et aux efforts des hommes. A l'heure actuelle, les stocks du gouvernement dépassent 20 millions de tonnes de grains. L'Inde a repris des exportations modestes de céréales.

Une ou deux mauvaises moussons ne seraient donc pas catastrophiques, compte tenu des réserves et des régions avancées qui, bien irriguées, sont peu vulnérables à la sécheresse. Il en résulterait néanmoins des effets négatifs indirects sur divers secteurs de l'économie.

Problème-clé : le Pendjab et les autres zones avancées ne pourront durablement être les nourrices de l'Inde. A long terme, l'avenir alimentaire se jouera dans de belles plaines encore très mal exploitées, sur le cours moyen et inférieur du Gange, en Assam, en Orissa. Ces régions constituent de lourds réservoirs d'extrême pauvreté ; sans être bloqué, leur développement manque de souffle. Moyennant une bonne irrigation, de nouvelles semences, des engrais chimiques, des pesticides, ces régions pourraient doubler puis tripler leur production, progrès qui ne manqueraient pas d'améliorer le sort des petits paysans.

Aisés sur le papier, ces projets se sont moins lorsqu'on les confronte aux facteurs socio-politiques locaux. Rajiv Gandhi et son équipe parviendront-ils à assainir ces États si mal dirigés que sont le Bihar, l'Orissa, l'Assam et, dans une certaine mesure, l'énorme Uttar Pradesh ?

### Contrastes dans l'industrie

Les contrastes sont également marqués dans l'industrie. Commencent par le secteur public avec ses « éléphants blancs », lourds, coûteux, fonctionnant à perte ou victimes de défaillances troublantes. Comme l'aciérie de Rourkela : en 1972, le toit des laminoirs ultramodernes s'était effondré sous le poids des poutres métalliques qui n'avaient jamais été balayées !

D'autres entreprises publiques s'en tirent beaucoup mieux : ainsi la Compagnie nationale du pétrole ou l'Hindustan Machine-Tools (machines-outils). Sous une direction énergique, les charbonnages améliorent eux aussi leur production.

Tout ne va pas pour le mieux non plus dans le secteur privé : usines textiles vieillottes, raffineries de sucre mal gérées, figurent dans la liste des canards boiteux que l'État soutient à bout de bras, ou, pire, nationalise en prenant leurs pertes à sa charge.

Les vieux empires des Tata et des Dirla, ainsi que d'autres groupes, conservent leur vigueur à côté de

nouveaux venus aux dents longues. Des cent presque entreprises privées, les deux tiers n'existaient pas il y a vingt-cinq ans, comme le groupe Ambani, qui fait grimper son chiffre d'affaires de 130 millions de roupies en 1972 à 3 milliards en 1981 (10 roupies = 1 dollar), ou le groupe Esorts (tracteurs, motocyclettes) qui multiplie ses ventes par six dans le même intervalle de temps.

Les petites entreprises offrent toute la gamme, entre celles qui capotent en quelques années et d'autres qui avancent bon train. L'ensemble du petit secteur assure près de la moitié de la production industrielle et plus du tiers des exportations de biens manufacturés.

L'Inde a compris tardivement les avantages d'exportations dynamiques. Ses entreprises, publiques ou privées, multinationales ou herbes, se manifestent de plus en plus au Proche-Orient, en Afrique, en Asie du Sud-Est, et même dans les pays industrialisés : livraison d'usines, d'équipements électriques, de ponts, de camions, service d'ingénieurs-conseils, chaînes d'hôtels.

Parallèlement, le gouvernement assouplit sa position face aux multinationales étrangères. Leurs investissements sont recherchés, surtout dans la haute technologie et le secteur des exportations.

Malgré des progrès, les freins qui entravent le développement de l'économie (réglements, permis, licences) restent trop nombreux. Il importe de débrayer beaucoup d'intérêts établis. On pense à ceux qui profitent de la corruption, corollaire de la papaverie, et aux industriels qui se prélassent à l'abri des barrières douanières.

Beaucoup d'usines ont un besoin urgent de renouveler leur équipement. La productivité des entreprises doit s'élever, en même temps que, selon les cas, la qualité des produits. Les contraintes de gestion deviennent exigeantes, sans parler des mesures de sécurité, comme on vient de le voir à Bhopal.

Crucial entre tous est le rôle de l'électricité. Malgré des progrès considérables, l'offre ne suit pas la demande, ce qui conduit bien des usines à tourner en dessous de leur capacité. Un peu moins étroit, le goulet des transports exige lui aussi de gros investissements.

En résumé, les impératifs d'aujourd'hui sont devenus d'une singulière complexité. Il faut à la fois mieux faire fonctionner l'appareil économique existant et encourager l'expansion. Moyennant esprit d'innovation et sang nouveau, l'Inde de Rajiv Gandhi a des chances non pas d'atteindre des cadences de développement à la corbeille, mais d'accroître sa marche en avant.

GILBERT ETIENNE.

Chine

FAUTE DE CRÉDITS

## Le centre culturel français de Pékin va cesser la plupart de ses activités

De notre correspondant

Pékin. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985, le seul centre culturel étranger ouvert dans la capitale chinoise ferme ses portes. Pour une misérable question de crédits supprimés dans le cadre des restrictions budgétaires, le centre culturel français va cesser ses activités, et cela à un moment où les Américains s'apprêtent à en ouvrir un plus important, et où, après deux mois et demi, l'enseignement du français à la télévision a pris un développement encourageant.

La bibliothèque et la salle de cinéma vont continuer tant bien que mal, avec des miettes et des bonnes volontés, à fonctionner. Mais les manifestations traditionnelles du centre (expositions, conférences, spectacles, promotion culturelle...) ont vécu. Certes, les Chinois devaient bénéficier d'une invitation pour participer à ces activités. Mais ils sont de plus en plus nombreux à être demandeurs de culture française. Et si le centre n'avait aucune existence légale, le fait qu'il ait été toléré pendant plus de dix ans montre que le gouvernement chinois ne lui était pas hostile.

A un moment où la Chine s'ouvre vers le monde extérieur et encourage l'enseignement des langues étrangères, une telle décision ne peut que nuire au développement du français, de la francophonie. D'autant qu'elle contredit la décision de dépenser des millions de francs pour l'enseignement du français à la télévision, suivi par plus d'un million de Chinois.

Cette mesure est d'autant plus difficile à comprendre qu'elle survient au moment où les milieux économiques français connaissent un renouveau d'intérêt pour la Chine. Certains hommes d'affaires auraient même proposé de financer eux-mêmes le centre culturel. En fait, il s'agit de savoir si la France a une politique asiatique et chinoise cohérente. Au moment où l'on ferme le centre culturel de Pékin, on a accepté que l'Institut d'enseignement du français à Hanoï, construit avec des crédits français, serve en partie au département de russe, en violation des accords signés par les Vietnamiens.

PATRICE DE BEER.

Cambodge

A LA FRONTIÈRE THAÏLAISE

## Les combats contre les Vietnamiens ont fait de nombreuses victimes parmi les nationalistes khmers

Correspondance

Bangkok. — Tant l'armée vietnamienne que les nationalistes du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) ont jeté de nouveaux renforts dans la bataille qui les oppose pour le contrôle du camp de Rhythien (Nong-Sam), à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande (le Monde daté 30-31 décembre).

Attaqué par les troupes vietnamiennes le 25 décembre, après un intense bombardement d'artillerie, le camp, où vivaient plus de 60 000 civils, avait été enlevé assez facilement, ses défenseurs n'opposant qu'une faible résistance. Les nationalistes ont même abandonné, ce jour-là, d'importantes quantités de matériel à leurs adversaires. Mais le camp, brûlé et mis, est depuis trois jours le théâtre de violents combats. Selon certaines sources militaires occidentales, le FNLPK aurait déjà eu plus de cent morts, tandis que les blessés, plus d'une centaine également à la date du 30 décembre, étaient pris en charge par le Comité international de la Croix-Rouge et transférés à l'hôpital de Khao-I-Dang.

Si l'attaque du camp de Nong-Chan, en novembre, avait tourné au désavantage des soldats de Hanoï, il n'en va pas de même à Rhythien qui, est vrai, n'était pas considéré comme un objectif militaire de même importance.

La situation médicale devient, selon le CICR, des plus alarmantes. Les équipes chirurgicales de Khao-I-Dang sont débordées. La plupart des blessés, atteints par des éclats d'obus ou les jambes arrachées par les mines antipersonnelles, requièrent de longues interventions. Le CICR cherche des renforts auprès de la Croix-Rouge de Thaïlande et pourrait même faire venir des chirurgiens supplémentaires de Genève.

La situation est en effet d'autant plus préoccupante que le camp militaire d'Amplil et le camp civil de Don-Rug (où vivent plus de 20 000 personnes) pourraient être attaqués à leur tour dans les prochains jours. Depuis la mi-novembre, les combats frontaliers entre forces vietnamiennes et troupes du FNLPK ont entraîné la fuite en Thaïlande de plus de cent mille civils khmers.

Si les victimes militaires sont nombreuses (au moins 250) les blessés civils sont beaucoup plus nombreux. A la différence de ce qui s'était passé en 1983, l'armée vietnamienne semble prendre le soin de laisser aux civils le temps d'évacuer les camps avant que ne commencent les bombardements d'artillerie. Les premières salves étant destinées aux lignes avancées de la défense nationale.

JACQUES BEKAERT.

## Nouvelles manifestations en faveur des condamnés à mort au Vietnam

Plusieurs manifestations ont eu lieu le samedi 29 décembre en faveur des personnalités — dont au moins un ressortissant français — récemment condamnées à mort au Vietnam. Outre un rassemblement à Paris, environ deux cents réfugiés vietnamiens venus de huit pays européens différents ont défilé dans les rues de Strasbourg, protestant contre ce qu'ils considèrent comme « une parodie de justice » et « une violation flagrante de la convention judiciaire de décembre 1981 signée entre la France et les communistes vietnamiens ». Cette convention, rappellent-ils, devait octroyer à tout ressortissant français comparaisant devant la justice vietnamienne le droit d'être assisté et défendu. Les manifestants ont été reçus par M. Pierre Pflimlin, président du Parlement européen, à qui ils ont demandé d'intervenir le plus tôt possible auprès de Hanoï « avant que l'irréparable ne soit commis ». Des requêtes identiques ont été adressées le même jour au pape Jean-Paul II et au président Mitterrand.

A Hanoï, cependant, les autorités vietnamiennes n'ont jusqu'à présent donné aucun signe qu'une mesure de clémence pouvait être envisagée en faveur des condamnés. L'agence vietnamienne d'information s'est, en revanche, élevée contre le fait que M. Lê Quoc Tuy, un responsable du mouvement anticomuniste, dont plusieurs membres ont été condamnés à Ho-Chi-Min-Ville, soit « autorisé à vivre et à exercer ses activités publiquement sur le sol français » (le Monde du 29 décembre).

Le Monde

RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION

INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs

résidents à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

هكذا من الأصل

# EUROPE

## Italie

### Le village de Marzabotto refuse la libération anticipée d'un criminel de guerre nazi

De notre correspondant

Rome. — Les habitants de Marzabotto se refusent à oublier afin que l'histoire ne se répète pas : dans ce petit village enclavé des Apennins, situé à la hauteur de Bologne, les deux cents parents des mille huit cent trente victimes assassinées au cours de l'opération 1944 par un commando SS ont refusé d'accorder leur pardon au major Walter Reder, qui ordonna le massacre et purge sa peine de prison en Italie.

Un référendum inhabituel que celui auquel étaient conviés, en ce dimanche de l'anniversaire, des hommes et des femmes qui sont un peu la mémoire d'un village décapité par la folie nazie et à qui étaient venues se joindre les voix de ceux qui, par lettres, télégrammes ou coups de téléphone, avaient tenu à se faire entendre. Il avait été décidé par le conseil municipal, à la suite d'une lettre envoyée par Walter Reder au maire de Marzabotto demandant le pardon de la population et sa libération anticipée. L'ancien commandant nazi devait toutefois être libéré dans quelques mois, un tribunal militaire ayant réduit sa condamnation, en 1980, et autorisé sa libération le 15 juillet 1985.

La population de Marzabotto n'a pas changé d'opinion ; déjà, en 1967, elle avait refusé son pardon à Walter Reder.

Cette consultation a relancé un débat en Italie, opposant les communistes, qui prônaient la rigueur (même à un ancien parlementaire du PCI, M. Trombadori, ancien commandant des partisans, avait écrit au maire pour demander la libération de Reder), aux catholiques, et notamment à l'archevêque de Bologne, qui prônaient le pardon. Une seule personne s'est prononcée à Marzabotto pour la clémence.

Bien des polémiques, des heurts, une agitation inutile et le rappel de souvenirs pénibles auraient pu être épargnés aux habitants de Marzabotto. En effet, samedi soir, à quatre heures, au lieu d'un référendum, la présidence du conseil a publié un communiqué précisant que le gouvernement « n'entendait pas accorder aux familles des victimes le droit de décider de la situation du prisonnier de guerre Walter Reder » et qu'il reviendrait au président du conseil de prendre sa décision en temps opportun. « Il est offensant de faire savoir au dernier moment que le vote était inutile », comme le *Stampa*, qui estime qu'un peu plus de célérité dans la prise de position de la présidence du conseil aurait évité un supplément de douleur à la population de Marzabotto.

PHILIPPE PONS.

## Autriche

### Sous la pression des écologistes

#### LE CHANCELIER SINOWATZ DÉCIDE DE REPORTER LES TRAVAUX DU BARRAGE DE HAINBURG

Vienne (Reuters). — Le chancelier Fred Sinowatz, sous la pression des mouvements écologistes, a décidé, le samedi 29 décembre, de reporter les travaux de déboisement préalables à la construction du barrage de Hainburg jusqu'à ce que l'opération soit retombée. Il a déclaré que les travaux ne reprendraient pas le 4 janvier comme prévu initialement et que le gouvernement chercherait des solutions de remplacement.

Le projet de construction prévoyait le déboisement, avant la fin janvier, de la forêt d'Anwald, l'une des dernières forêts naturelles d'Europe. Il avait déclenché la colère des mouvements écologistes et des manifestations dans l'ensemble du pays. La semaine dernière, des heurts entre la police et les quelque deux mille manifestants écologistes campant dans la forêt avaient fait plusieurs blessés, et le gouvernement avait décidé de suspendre pendant deux semaines les travaux de déboisement.

Le chancelier Sinowatz a souligné, à plusieurs reprises que la construction sur le Danube du barrage de Hainburg est vitale pour l'économie autrichienne.

## RFA

### La police soupçonne la Fraction armée rouge d'être à l'origine d'une série d'attentats

#### Explosion d'une bombe dans une annexe de l'ambassade de France à Bonn

Bonn (AFP). — Une bombe a explosé dans la nuit du dimanche 30 au 31 janvier dans un bâtiment annexe de l'ambassade de France à Bonn, causant d'importants dégâts matériels. Il n'y a pas eu de victime. Ce bâtiment abrite la mission technique française qui s'occupe notamment de l'achat d'armes et de matériel militaire en République fédérale. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Deux attentats à l'explosif ont, d'autre part, détruit, dimanche matin, à Düsseldorf et Mannheim, deux installations de l'armée américaine en RFA, sans faire de victime. A Mannheim, une charge explosive a gravement endommagé une station radio de l'armée américaine. Les dégâts sont estimés à 300 000 marks (environ 900 000 F). A Düsseldorf, ce sont des bureaux de l'armée américaine situés dans une caserne de l'armée du Rhin britannique qui ont été visés. La charge explosive a provoqué un incendie qui a causé environ 50 000 DM de dégâts (environ 150 000 F).

Les deux attentats n'ont pas été revendiqués. Mais, selon la police, des membres ou sympathisants de la Fraction armée rouge (RAF), responsable de nombreuses actions en RFA dans les années 70, pourraient en être les auteurs.

Mercure, un incendie criminel avait détruit une chapelle dans une

caserne américaine à Werheim, dans le centre de la RFA. Mardi, une bombe avait explosé devant le centre de traitement informatique de Reutlingen, dans le sud du pays, causant 500 000 DM de dégâts.

Enfin, le samedi 29 décembre, une charge explosive a été désamorcée par des artificiers de la police sur la base aérienne américaine de Wiesbaden (centre de la RFA). La RAF a revendiqué cette action ainsi que l'attentat de Reutlingen.

La RAF a également revendiqué une tentative d'attentat, le 18 décembre, contre un centre d'instruction de l'OTAN à Obenaus (Bavière). Une voiture contenant une trentaine de kilos d'explosifs et un détonateur avait été découverte à 10 mètres du centre.

Vingt-neuf détenus, membres ou proches de la RAF, observent depuis quatre semaines une grève de la faim. Ils réclament la fin de l'interdiction des contacts avec l'extérieur et demandent à être regroupés dans un même lieu de détention.

Selon le procureur général, M. Kurt Rehmans, il reste une quinzaine de terroristes en activité. Ils sont largement pourvus d'armes et d'argent. On leur a attribué récemment plusieurs hold-up dans des banques et chez des armuriers, mais aussi une collaboration au sabotage des oléoducs de l'OTAN en Belgique.

## Grande-Bretagne

### DEUX SYNDICALISTES MODÉRÉS SONT NOMMÉS PAIRS À VIE

(De notre correspondant.)

London. — Deux personnalités marquantes du mouvement syndical et travailliste deviennent pairs à vie et siègeront à la Chambre des Lords, MM. Lionel (dit « Len ») Murray, ancien secrétaire général du Trade Union Congress (TUC), et Francis Chapple, ancien dirigeant du Syndicat des électriciens. Leurs noms figurent parmi le long liste des distinctions accordées par la reine et traditionnellement publiée avant le Nouvel An.

M. Murray a quitté ses fonctions en septembre dernier, lors du congrès du TUC, après avoir dirigé la confédération nationale des syndicats depuis 1973. Sa décision a été dictée d'abord par des raisons de santé — il vient de subir une opération à cœur ouvert —, mais aussi par sa déception devant les divisions du mouvement syndical et l'échec de sa tentative de restaurer l'autorité du TUC. M. Murray avait, en 1983, après la sévère défaite de l'opposition travailliste aux élections, prôné un « nouveau réalisme », une sorte de réplique face à un gouvernement fermement déterminé à réduire le « pouvoir syndical ». Mais l'action de M. Murray a été paralysée par les attaques renouvelées du gouvernement et par l'attitude de l'Union nationale des mineurs et de son président, M. Arthur Scargill. M. Murray, tout en continuant à dénoncer très fortement la politique de M. Thatcher, ne pouvait dissimuler qu'il désapprouvait le « jusqu'au-boutisme » de M. Scargill.

Dans ces conditions, on comprend mieux la décision du premier ministre qui a la charge de proposer à la reine les principales distinctions honorifiques. Les honneurs royaux aux personnalités de l'opposition font depuis longtemps partie de la tradition politique britannique, on ne peut s'empêcher de penser que M. Thatcher a voulu récompenser la modération, voire accaparer les divisions au sein du mouvement syndical.

M. Francis Chapple est élué, lui aussi, à la pairie ; ancien communiste, il a été des dernières années l'un des plus virulents détracteurs de la gauche du TUC et du Parti travailliste. Récemment, il a publié une autobiographie dans laquelle il se livre à des critiques particulièrement décapantes à l'égard de nombreux dirigeants syndicaux et, parmi eux, M. Scargill. La personnalité de M. Chapple est tellement controversée qu'on ne sait pas dans quel groupe il siègera à la Chambre des Lords, car le Parti travailliste a déjà fait savoir qu'il ne voulait plus le compter dans ses rangs.

FRANCIS CORNU.

# DIPLOMATIE

## Guerre des étoiles : fermeté à Washington

(Suite de la première page.)

La question-clé est à cet égard de savoir si Washington se résoudra ou non à accepter un moratoire sur les essais des futures armes spatiales antimissiles. Unanimes sur un point au moins, les dirigeants américains refusent l'idée de faire ce pas avant que les éventuelles négociations avec l'Union soviétique ne soient réellement engagées. Mais le département d'Etat se sent, en revanche, plus hostile à discuter de cette éventualité au cours de ces négociations. Le Pentagone, lui, s'y oppose en faisant valoir qu'un tel moratoire, une fois

accepté par les Etats-Unis, deviendrait politiquement irréversible.

Très attaché à la réalisation de l'IDS, M. Reagan n'a pas encore arrêté — ou en tout cas fait connaître — ses vues sur ce point, sauf en laissant dire il y a quelques jours par M. Thatcher qu'il estimait, comme elle, que la mise en place d'armes spatiales antimissiles devrait être l'objet de pourparlers préalables avec l'URSS. Appaisée pour les alliés européens de Washington qui sont hostiles à la militarisation de l'espace, cette déclaration n'engage

en fait à rien le président américain, puisque en tout état de cause, les recherches sur l'IDS ne sont pas susceptibles d'application pratique avant plusieurs années. Il n'en est pas moins vrai que, l'œil fixé sur les prochaines échéances électorales, les élus républicains placent vigoureusement en faveur d'un accord avec l'URSS. M. Reagan lui-même aimait sans doute terminer son mandat sur une relance du processus de contrôle des armements dans lequel les opinions publiques voient une garantie de paix, ce hauts fonctionnaires cités dimanche par le *New*

*York Times* ont à ce propos réaffirmé leur position. Le président l'avait déclaré en septembre dernier devant l'ONU, à discuter au cours des futures négociations avec l'URSS d'un moratoire sur les essais d'armes antimissiles. Cela n'implique pas que le principe d'un moratoire sur les armes antimissiles sera un jour accepté, mais cette concession américaine avait, en son temps, constitué un demi-échec pour le Pentagone, qui continue à le déplorer.

BERNARD GUETTÀ.

### « LA MENACE », d'Andrew Cockburn

## Une armée de faux-semblants ?

Il faut avoir la foi communiste chevillée au corps pour croire que le système soviétique fonctionne bien. On a plutôt l'impression que chacun répatriment sa propre énergie entre ses obligations professionnelles minimales et la satisfaction d'ambitions personnelles que l'éventualité des possibilités offertes, rend, au demeurant, plutôt modeste. Répondre à une voiture est un rêve universel qu'il n'est pas précisément donné à beaucoup de pouvoir réaliser.

Comment cette société peu motivée et très pagailleuse s'y est-elle prise pour engendrer l'énorme machine militaire qui empêche les Occidentaux de dormir ? A cette question, on répond le plus souvent que la défense est un secteur hautement privilégié, à tous les points de vue, et qu'elle échappe, de ce fait, à la règle générale. Rien que, contrairement à ce que les Américains ont un peu tendance à croire, une armée ne se fait pas seulement avec des armes, si perfectionnées soient-elles, et qu'il faut toujours des hommes pour les servir. Il est vrai que les Russes, lorsqu'il s'agit de défendre le sol natal, ont montré plus d'une fois de quel héroïsme ils étaient capables. Dans le genre envahisseurs, en revanche, ils se montrent nettement moins pugnaces : voir la Finlande en 1939-1940 ou l'Afghanistan aujourd'hui.

C'est donc une fameuse idée qu'a eue le journaliste écossais Andrew Cockburn, pour que les problèmes militaires n'ont apparemment pas de secret, d'essayer d'aller voir d'un peu près le revers de la glorieuse médaille que présente au monde l'armée soviétique. Nous sommes bien en peine de dire, à propos de chaque cas cité, si l'auteur a tort ou raison, mais le fait est que chaque fois qu'on a le moyen de les vérifier, ses propos semblent parfaitement justifiés. Quel dommage que les références des passionnés citations, tant soviétiques qu'américaines, dont fourmille cette *Menace*, ne soient jamais données.

On n'en finit pas de reproduire les anecdotes croissantes qui étaient les affirmations de Cockburn. N'en retenir qu'une, qui illustre bien ce qu'il se passe dans le tête des dirigeants américains. Au début des années 1970, les Russes avaient mis au point un nouveau char, le T-72. La Pentagon, ayant absolument besoin de connaître le

calibre de son canon, ouvrit aux services de renseignement de l'armée un crédit de 15 millions de dollars pour se procurer ce renseignement vital : en pure perte. Il n'en coûta, en revanche, que 400 dollars à une équipe britannique pour s'introduire dans un dépôt soviétique en RDA, mesurer le canon et chiper son mode d'emploi. Mais personne, c'est bien connu, ne veut les Français : un de nos azachés militaires à Moscou dit négligemment à son « contact » soviétique qu'il aimerait bien voir le T-72. Le « contact » a une question d'urgence de le lui montrer et, à cette occasion, de lui payer un bon dinar.

Parallèle attitude se comprend si l'on retient l'hypothèse de départ de Cockburn : à savoir que l'armée soviétique est une armée d'apparence, avant tout destinée à faire peur, et beaucoup moins préparée à déclencher une guerre ou à affronter qu'on ne l'admet communément. « L'important, pour les militaires, selon un expert cité par l'auteur, Sveta Dornan, n'est pas que ça soit bon mais que ça en ait l'air ».

Ainsi s'explique que les Russes étaient sur le pont de leurs navires de guerre, où ils sont pourtant extrêmement vulnérables, les hostilités électroniques et les missiles que les Occidentaux s'efforcent, au contraire, de dissimuler au maximum sur les leurs. Que les gros bateaux de la flotte soviétique, lorsqu'ils visitent officiellement les ports de l'Ouest, aient des équipages entièrement composés d'officiers. Que les troupes qui parquent impeccablement sur la place Rouge pour le 1<sup>er</sup> mai et le 7 novembre fassent rien d'autre, tout au long de l'année, que se préparer à défiler. Et que, pour tel exercice de traversée d'un fleuve par des véhicules amphibies, on ait, pour éviter toute surprise, troqué des silons de béton dans le fond de son lit.

Cockburn n'a pas de peine à montrer que le système soviétique étant ce qu'il est, les énormes sommes dépensées pour préparer une défense civile antinucléaire sont gaspillées en pure perte. Une plaisanterie qui a cours là-bas donne une idée de l'état d'esprit de la population. « Que faut-il faire en cas d'attaque atomique ? » Réponse : « S'envelopper dans un drap et se diriger lentement vers le cimetière. Pourquoi lentement ? Pour ne pas créer la panique ! »

Bien sûr, il y a les SS-20 que l'auteur ne prend pas à la légère. Mais il voit moins dans leur installation le fruit d'une révision délibérée de la stratégie du Kremlin vis-à-vis de l'Occident qu'un effet de l'échec des ingénieurs russes à mettre au point une fusée intercontinentale à carburant solide, le SS-16. Puisqu'on n'arrive pas à utiliser ses trois étages, on a fait une fusée de portée plus courte avec les deux étages qui fonctionnaient, et c'est ainsi qu'on a le SS-20 qu'il était tentant de mettre quel que part.

On pourrait multiplier les exemples qui, pour la plupart, sont criants de vraisemblance. Reste que malheureusement les Soviétiques n'ont que trop réussi à faire peur à l'Amérique. Le complexe militaire-industriel jadis dénoncé par Eisen-

hower ne pouvait que s'en trouver encouragé à accélérer la course aux armements, ce qui ne pouvait qu'amener les Soviétiques à en faire autant.

Un tel livre est salutaire dans la mesure où il fait tout à coup surgir la lumière du bon sens dans un univers dont l'abstraction et l'irréalité glaçant le sang des pékins invités à participer de temps à autre à ses débats et à ses débats. Mais il aura sans doute peu de succès, dans la mesure où il ridiculise les militaires des deux camps qui, en jouant à se faire peur, n'en finissent pas de se faire la courte échelle.

ANDRÉ FONTAINE.

★ *La Menace* — La Machine de guerre soviétique, d'Andrew Cockburn, Flam, 344 p., 95 F.

# A TRAVERS LE MONDE

## Angola

• CONdamnATIONS A MORT. — Quatre Angolais accusés de « crimes contre la sécurité de l'Etat » ont été condamnés à mort, samedi 29 décembre, par le tribunal militaire de la province de Cuanza-Nord (est de Luanda), a annoncé dimanche l'agence angolaise de presse ANGOP. Ils ont été reconnus coupables de « trahison à l'égard de la patrie, de rébellion armée et de sabotage économique ». Le tribunal, a ajouté ANGOP, a condamné six autres Angolais à des peines de prison ferme allant de dix-sept à vingt-deux ans. Ces accusés ont été reconnus coupables d'appartenir à une « organisation illégale appelée l'UNITA » (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, opposition armée dirigée par M. Jonas Savimbi). Deux autres Angolais ont été acquittés. — (AFP.)

## Djibouti

VISITE DE M. HERNU. — A l'issue de visites officielles à Madagascar (le Monde date 30-31 dé-

cembre) et au Burundi, le ministre français de la défense est arrivé, dans la nuit de dimanche à lundi, à Djibouti, pour y passer les fêtes de fin d'année avec les unités françaises stationnées dans la petite république de la Corne de l'Afrique. Il doit être reçu, mardi 1<sup>er</sup> janvier, par le président Hassan Gouled, avant de repartir pour Paris pour assister au conseil des ministres de mercredi. — (AFP.)

## Gabon

• TROIS PRISONNIERS POLITIQUES LIBÉRÉS. — Le président Bongo a ordonné, vendredi 28 décembre, la libération « conditionnelle » de trois prisonniers politiques condamnés, en novembre 1982, à vingt ans de travaux forcés pour « atteinte à la sécurité de l'Etat ». Le chef de l'Etat gabonais avait déjà, le 12 novembre, fait libérer six autres prisonniers politiques. Ces mesures réduisent à moins de dix, selon les chiffres officiels, le nombre de détenus « d'opinion » au Gabon. Ces derniers faisaient partie d'un groupe d'une quarantaine d'opposants présumés au régime de

M. Bongo, qui avaient comparu, en novembre 1982, devant la Cour de sûreté de l'Etat à Libreville. Ils étaient notamment accusés d'appartenir au Mouvement de redressement national (MORENA, formation interdite) et d'outrage envers le président de la République. — (AFP.)

## Mauritanie

• REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le président mauritanien Mohamed Ould Taya a révoqué son ministre des affaires étrangères, le commandant Ould Babamine, moins de trois semaines après sa nomination à l'issue de la « révolution de palais » du 12 décembre. Selon un communiqué officiel qui ne fournit aucune explication à cette mesure, le portefeuille des affaires étrangères a été confié au lieutenant-colonel Ould Minni. Ce dernier occupait ce poste au moment de l'élection du président Mohamed Khouna Ould Haidalla et s'était vu aussi confié le ministère de la justice. Ce dernier portefeuille est attribué à M. Mahfoud Ould Marabat. — (Reuters.)

## République sud-africaine

• NÉGOCIATION DE DROITS D'ATTERRISSAGE. — Pretoria négocie avec certains pays africains, dont la Somalie, des droits d'atterrissage et de survol pour les avions de sa compagnie aérienne South African Airways (SAA), a indiqué, samedi 29 décembre, un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Ce dernier a précisé que le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, s'était rendu la semaine dernière à Mogadiscio. Selon des sources diplomatiques, M. Botha aurait visité deux pays d'Afrique orientale, dont le Kenya. M. Botha, qui a refusé de préciser le nom et le nombre des pays visités, a toutefois affirmé qu'il s'était entretenu avec les chefs d'Etat de ces pays de questions concernant l'aviation civile, les relations aériennes et les relations commerciales. Seuls deux Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, l'Ile Maurice et le Cap-Vert, ont accordé des droits d'atterrissage aux avions sud-africains. — (AFP.)





**“A minuit,  
embrassez-moi!”**

THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
SERIALS No. 5024  
CLASS  
DATE 30 APR 1985

Glen Turner vous souhaite  
une **Nouvelle Année** inoubliable.  
Inoubliable  
comme un baiser de Star.

# Glen Turner. LeWhisky Star.



Sachez apprécier  
et consommer avec modération

هكذا من الأصل

# PROCHE-ORIENT

L'ASSASSINAT A AMMAN DE M. FAHD KAWASMEH ANCIEN MAIRE PALESTINIEN D'HÉBRON

## M. Arafat met en cause implicitement la Syrie

Fahd Kawasme, l'ancien maire palestinien d'Hébron, exilé de Cisjordanie en mai 1980 par les autorités israéliennes, se verra jamais sa ville. Il a été tué samedi 29 décembre à Amman, devant son domicile, par deux tueurs armés de revolvers munis de silencieux. Les deux hommes ont réussi à prendre la fuite à

bord d'une voiture en blessant légèrement au passage un journaliste (et sa femme) qui tentait de les arrêter.

Les obsèques de M. Kawasme devaient avoir lieu ce lundi en présence de M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP,

dont la victime était membre. A son arrivée à Amman, dimanche, M. Arafat a condamné le « lâche assassinat de M. Kawasme », mettant implicitement en cause la Syrie en affirmant : « Ceux qui ont voulu empêcher la tenue du Conseil national palestinien à Amman, en novembre dernier, sont ceux qui l'ont tué. »

## Consternation en Cisjordanie

De notre correspondant

succession. Il sera maire d'Hébron pendant quatre ans.

En 1979, il fut élu au Comité d'orientation nationale. Cet organisme, qui regroupe une vingtaine d'élus et des personnalités proches de l'OLP, s'est fixé pour tâche de s'opposer au projet d'autonomie administrative prévu par les accords de Camp David. Première institution représentative en dehors des municipalités, le comité s'efforce de coordonner les activités nationalistes dans les territoires tout en consolidant l'autorité des maires.

## Un homme modéré

1980 est l'année de l'exil. En janvier, le meurtre d'un colon juif fait monter la tension à Hébron. Samedi 2 mai, un commando assésine cinq étudiants juifs en pleine ville. Dans les heures suivant l'attentat, l'administration militaire expulse M. Kawasme, le maire de la ville voisine de Halhoul. M. Mohamed Milhem et le cadet Tamimi, chef religieux d'Hébron, ont été déportés par les autorités israéliennes. M. Kawasme se porte candidat à la

conseils tentent de franchir le pont Allenby sur le Jourdain mais seront refoulés. Les autorités israéliennes justifient la triple expulsion en faisant valoir que les dirigeants déportés avaient par leurs déclarations créé un climat de haine propre à susciter des violences, ce que M. Kawasme a toujours nié. L'ancien maire d'Hébron ne s'est jamais résigné à un exil d'autant plus pénible qu'il le vivait loin des siens. Il a multiplié en vain les démarches pour obtenir l'autorisation de rentrer au pays.

Malgré l'intransigeance du gouvernement israélien à son endroit, M. Kawasme était resté un homme modéré, toujours prêt à dialoguer avec l'adversaire. Hormis M. Freij, le maire chrétien de Bethléem, M. Kawasme était sans doute le dirigeant de Cisjordanie qui entretenait les contacts les plus étroits avec l'administration occupante. L'un des hommes les plus remarqués en Israël lui a été rendu par le général Ben Eliezer qui, en tant que gouverneur militaire, avait signé l'ordre de déportation de M. Kawasme. Il s'est déclaré « choqué et attristé ». Les deux hommes avaient toujours maintenu de bonnes relations personnelles. M. Ben Eliezer appartient

aujourd'hui à la formation centriste de M. Weizman.

La plupart des dirigeants des territoires occupés ont salué la mémoire de M. Kawasme. Pour M. Freij, le jour de la mort de M. Kawasme marque un « jour noir dans l'histoire de notre peuple ». Son successeur à la mairie d'Hébron, destitué à son tour, M. Montajna Natché a saisi l'occasion pour « lancer un appel à tous nos frères palestiniens afin qu'ils adoptent la voie du dialogue démocratique et stoppent l'enfermement de la violence ». Le dirigeant communiste israélien, M. Tewfik Toubi, voit dans ce meurtre « un coup sévère porté aux efforts d'unification de la révolution palestinienne ». Dimanche, dans les réactions des journaux arabes de Jérusalem-Est, on ne cachait pas sa colère tout en montrant la Syrie d'un doigt accusateur.

Cette affaire a donné une nouvelle occasion au rabbin — et député — fasciste Meir Kahane, le se manifestant. Il s'est rendu à Hébron pour s'y joindre à la façon de la mort de M. Kawasme. Les policiers l'ont sorti de force de sa voiture, où il s'était enfoncé à double tour après avoir refusé de quitter la ville, puis l'ont ramené manu militari à Jérusalem.

J.-P. LANGELLIER.

## Liban

## Nouvel attentat antidruze : 4 tués, 7 blessés

Tandis que, pour la quatrième journée consécutive, des parents des personnes enlevées ou disparues depuis le début de la guerre civile entraînent la circulation entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est, quatre personnes ont été tuées et sept autres blessées par l'explosion d'une voiture piégée dans la localité druze de Choueifat.

La Résistance nationale druze, organisation jusqu'à présent inconnue, revendique l'attentat. « Nous voulons rendre à Choueifat son image druze libanaise et mettre fin à la malédiction journaliste », a affirmé un interlocuteur se prévalant de cette organisation dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère. L'interlocuteur, qui

s'exprimait en français, a conclu : « D'autres opérations suivront. »

L'organisation des Révolutionnaires yzbeliens avait, rappelé-on, revendiqué deux attentats commis les 12 et 21 décembre contre des institutions druzes à Beyrouth-Ouest et dans la montagne, à l'est de la capitale. Ces deux attentats avaient fait sept tués et une cinquantaine de blessés.

En outre, trois journalistes — deux Américains, dont une femme, et un Canadien — ont été enlevés puis relâchés quelques heures plus tard par des éléments armés masqués samedi soir, dans le secteur ouest de Beyrouth. — (AFP.)

## LA GUERRE DU GOLFE

## Quatorze Iraniens tués au cours de deux raids irakiens

Quatorze personnes ont été tuées et au moins quatre-vingt autres blessées dimanche 30 décembre au cours de plusieurs raids de l'aviation irakienne contre des localités du nord de la province du Khuzestan, dans le sud-ouest de l'Iran.

Selon la radio de Téhéran, un premier raid a eu pour cible le district de Bostan, dans la vallée de Dush-E-Azadegan, tuant sept personnes et en blessant plusieurs autres. En début de soirée, les appareils irakiens sont revenus bombarder la même région, faisant sept autres morts et des blessés, a précisé la radio. Les blessés ont été conduits à l'hôpital de la ville voisine de Susangerd.

Par ailleurs, six autres personnes ont été blessées dimanche matin à la suite du bombardement par des appareils irakiens du village de Magasi-Ramleh, également situé dans la vallée de Dush-E-Azadegan, a ajouté Radio-Téhéran.

Bagdad, pour sa part, a annoncé que deux avions de combat F-4 irakiens ont tenté d'intercepter des escadrilles de l'armée de l'air iranienne qui survolaient samedi en fin de nuit le secteur sud du front.

Le porte-parole irakien a précisé que le combat aérien a eu lieu dans le secteur de Meissane, alors que les avions irakiens effectuaient des raids sur les positions iraniennes.

# AMÉRIQUES

## Cuba

## Une sérénité nouvelle à propos de l'Angola

La Havane. — Un élément nouveau est apparu ces dernières semaines dans la diplomatie cubaine : il concerne l'Angola, où vingt-cinq mille soldats castristes ou moins sont stationnés.

Vers la mi-novembre, La Havane a pris l'initiative de donner une large publicité à la « plate-forme » de règlement du président angolais, José Eduardo Dos Santos, dont les détails ne circulaient, jusqu'alors, que dans des cercles diplomatiques. L'élément nouveau de ce plan était l'acceptation, jusqu'à présent refusée, d'une liaison entre le futur processus d'indépendance de la Namibie et un retrait graduel de certaines troupes cubaines en position entre la frontière et le 13<sup>e</sup> parallèle, à 500 kilomètres au nord.

La concession est, au départ, des plus modestes : ce retrait serait, en effet, échelonné sur trois ans, et laisserait, en fin, un nombre indéterminé de soldats de La Havane prêts à défendre Luanda, la capitale, et la préface enclave pétrolière de Cabinda contre les rebelles de l'UNITA aux ordres de M. Jonas Savimbi.

La « plate-forme » de M. Dos Santos, est loin, en particulier, de satisfaire la République sud-africaine, protagoniste capital, qui exige un retrait cubain total dans les trois mois du début de la mise en œuvre de la résolution 435 des Nations unies relative à l'indépendance de la Namibie et du déploiement corrélatif dans ce pays de troupes internationales. Pour maintenir la pression sur Luanda, Pretoria a d'ailleurs interrompu, en août, son propre processus de retrait de l'Angola, décidé lors de la rencontre de Lusaka, en février dernier, entre les deux pays.

Mais, en matière diplomatique, chaque pas compte, et le moindre soit-il. Quel élément peut donc expliquer la flexibilité nouvelle de M. Fidel Castro ? En dépit de la publicité donnée à La Havane au plan Dos Santos, on s'efforce d'y démontrer qu'il n'y a aucun changement dans l'attitude de Cuba : « Nous avons toujours dit que nous n'étions là-bas qu'à la demande des autorités légitimes du pays, et qu'il n'était donc pas question d'y rester une seconde après leur départ », nous explique ainsi M. Jorge Bolanos,

De notre envoyé spécial secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Tout indique, pourtant, que les Cubains avaient été d'abord pris de court par la décision angolaise, en février, de rechercher un accord avec l'Afrique du Sud. De fait, si justifié soit-il par les épreuves subies en trois lustres de guerre, civile ou étrangère, un arrangement entre Luanda et le pays protagoniste de l'apartheid n'apparaissait pas spontanément dans l'ordre des choses — et moins encore qu'ailleurs à Cuba, où, comme tous, on ne badine pas avec certains grands principes. L'Angola, de surcroît, est certainement la « grande cause » du régime castriste — celle qui lui a permis de faire le bond le plus ample dans cette course à la notoriété internationale à laquelle il aspire si visiblement.

Que faire, dès lors, face à une lassitude si évidente de la part des protagonistes locaux ? S'accrocher — alors même que l'Union soviétique, pourvue de moyens, semblait peut-être moins avide que naguère de mener « une grande politique » africaine, à tout le moins dans le sud du continent ? La Havane ne paraît pas y avoir songé sérieusement. Mais, par ailleurs, pouvait-on risquer d'avoir à se replier dans la hâte, et, partant, de perdre crédit vis-à-vis de ce tiers-monde « progressiste » à qui l'aventure cubaine était, pourrait-on dire, dédiée ? Il en était d'autant moins question que les dirigeants angolais savaient avoir encore besoin de Cuba contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les troupes de l'UNITA, nettement à l'offensive depuis 1983.

Un voyage de M. Dos Santos, en mars, à La Havane, permit aux Cubains de rassurer quelque peu la situation, en soumettant avec netteté leurs propres préoccupations à leur partenaire. De sorte que, de l'avis presque général des observateurs de La Havane, le « plan angolais » de novembre doit beaucoup au souci de M. Fidel Castro de « sauver la face » : ainsi les longs délais qu'il envisage pour le retrait des troupes cubaines.

Désormais, on voit avec sérénité, dans les cercles dirigeants de La Havane, l'évolution de la situation. On y tient pour assuré

que Washington (une capitale soucieuse de lever cette « hypothèque namibienne » qui pèse sur toute sa politique africaine, et qui, pour ce faire, agit depuis 1981 en médiateur dans la région) fait pression sur Pretoria pour obtenir un assouplissement à propos du problème du sud-ouest du « continent noir ». A tout le moins, M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président cubain, jamais en retard d'un diatribe anti-américaine, a-t-il tenu à mettre en exergue devant nous les efforts des Etats-Unis en vue de rendre plausible le dialogue avec Pretoria : « Ils sont actifs ; ils ont des conversations avec l'Angola et peuvent avoir une influence sur l'Afrique du Sud », nous a-t-il déclaré.

Un certain optimisme est donc revenu à La Havane, où l'on affiche l'espoir que « l'indépendance de la Namibie est désormais inévitable », et ce dans un « délai pas trop lointain ». La victoire retirée inévitablement à l'impérialisme que cet espoir est en partie fondé sur certaines convergences de vues... américano-cubaines, relatives non seulement à l'indépendance de la Namibie, mais, peut-être aussi, à de nécessaires redistributions des cartes entre les forces politiques au sein des pays protagonistes.

Vue d'ici, en tout cas, la thèse selon laquelle les Cubains auraient depuis le début de leur aventure angolaise, en 1975, agi en simples mercenaires de l'Union soviétique manque singulièrement de base. M. Fidel Castro semble, tout au contraire, avoir saisi là une occasion de faire claquer le drapeau de son pays sous des longitudes inédites, de mener une action d'écrit susceptible de le classer à une place d'honneur parmi ses pairs du tiers-monde. Et, de fait, le choix en 1976, au sommet de Colombo, de La Havane comme future capitale des non-alignés pour le triennat 1979-1982 n'avait-il pas suivi de quelques mois seulement l'opération Caribia ? (l'envoi de milliers de soldats cubains au secours du MPLA assiégedans Luanda par les rebelles anticommunistes) ? L'affaire, selon les chiffres qui circulent dans la capitale cubaine, aurait coûté la vie à près de deux mille jeunes insoumis tombés en accomplissant leur « devoir internationaliste ». Mais ce chiffre-là, dans ce pays-là, n'est pas près d'être confirmé !

JEAN-PIERRE CLERC.

# AFRIQUE

## Tunisie

## LA COOPÉRATION AVEC LA LIBYE EST SENSIBLEMENT RENFORCÉE

(De notre correspondant.)

Tunis. — La grande commission mixte de coopération tuniso-libyenne s'est réunie samedi 29 et dimanche 30 décembre à Tunis sous la présidence du premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, et de M. Mohamed Ezzoung Rejeb, secrétaire du comité populaire général de la Jamahiriya. Au-delà des accords relativement limités, cette réunion, reportée à maintes reprises depuis un an, paraît avoir permis de dégager de part et d'autre une volonté politique de dépasser les divers problèmes de voisinage et tout les « malentendus » politiques qui s'étaient accumulés au cours de ces dernières années.

Le communiqué commun publié au terme des conversations met principalement l'accent sur le souci des deux parties de renforcer leur coopération dans tous les domaines, en vue d'établir une complémentarité économique « dans le cadre du Grand Maghreb arabe sur la voie de l'unité arabe intégrale ». Outre une intensification des échanges commerciaux, favorisés par de nouveaux accords douaniers, cette coopération, qui va faire l'objet d'autres rencontres doit se renforcer dans l'agriculture, l'industrie et les transports, les communications et l'infrastructure, grâce à des projets communs dont la réalisation sera facilitée par la banque tuniso-libyenne créée il y a quelques mois.

Il est également prévu que les échanges se développeront dans les domaines culturels, de l'enseignement et de la jeunesse et des sports. En matière sociale, alors qu'elle menaçait il y a peu de renvoyer les quelque quatre-vingt dix mille Tunisiens travaillant chez elle, la Libye a réaffirmé « le principe de l'octroi de la priorité à la main d'œuvre tunisienne ».

Si souvent perturbées, les relations entre Tunis et Tripoli entrent donc, une fois de plus, en période de détente. Cela ne peut que convenir au colonel Kadhafi, qui s'emploie depuis quelques temps à présenter sur la scène internationale une image rassurante. Et — alors qu'il ne perd pas espoir de pouvoir présider, dans un avenir plus ou moins proche, à une réconciliation générale dans la région en organisant un sommet maghrébin — c'était le vœu des Tunisiens. Toutefois, ainsi que l'a rappelé le journal le Temps, il faudra « que la bonne foi prévale et qu'aucune velléité d'hégémonie ne fasse encore une fois sombrer les espoirs de voir enfin régner la clarté dans les rapports tuniso-libyens ».

MICHEL DEURÉ.

## Tchad

## Tripoli estime qu'il n'y a plus de « malentendu » avec Paris sur la présence de troupes libyennes dans le Nord

Le « malentendu » entre Paris et Tripoli sur la présence de forces libyennes dans le Nord tchadien est réglé, a déclaré, vendredi 28 décembre à Tunis, M. Ali Triki, chef de la diplomatie libyenne, en invitant la France à cesser pour le retour à la paix en Tchad. « Je ne crois pas que les Français disent encore que des troupes libyennes sont toujours au Tchad, la situation est claire », a-t-il ajouté.

M. Triki, qui séjournera à Tunis à l'occasion de la réunion de la grande commission de coopération tuniso-libyenne, a également dit que la commission militaire d'observateurs franco-libyens, qui se trouve actuellement, selon lui, à Tripoli, « pouvait très facilement se rendre sur le terrain ». « Je crois, a-t-il ajouté, que les Français peuvent apporter leur concours en persuadant M. Habré, par le biais de pressions, d'accepter une réconciliation avec les autres factions tchadiennes. »

« Même le gouvernement français sait que M. Habré est la cause des échecs des tentatives antérieures de réconciliation entre Tchadiens », a-t-il affirmé.

D'autre part, à N'Djamena, le conseil des ministres, réuni vendredi, a arrêté un budget dont le déficit est égal au montant des dépenses prévues. L'estimation des dépenses militaires — dont le montant représenterait environ 50 % de l'ensemble des dépenses — expliquerait ce déficit d'environ 15 milliards de francs CFA (1).

Enfin, à la suite d'une mission d'information effectuée du 3 au 11 décembre par deux responsables du secrétariat international du Parti socialiste, le bureau exécutif du PS a publié un communiqué indiquant notamment : « La mission a constaté les efforts menés par le gouvernement tchadien en faveur de la reconstruction de l'Etat et de la remise en route de l'administration. Dans le cadre du pays, les initiatives prises en collaboration avec les organisations non gouvernementales en faveur des personnes déplacées victimes de la sécheresse ont paru largement positives. Cependant, le Parti socialiste reste sérieusement préoccupé par les atteintes répétées à la sécurité des personnes dans le sud du pays, et il souhaite que le gouvernement tchadien, garant de

la légalité, puisse prendre des mesures d'apaisement, resserrer son contrôle sur ses organes de sécurité, donner des informations sur le sort des personnes portées disparues et faciliter ainsi le rétablissement de la paix dans cette région troublée par des exactions provenant de tous les bords. La mission a rappelé à ses interlocuteurs la position constante du Parti contre l'intervention libyenne et réaffirmé l'attachement des socialistes à la recherche d'une solution politique du problème tchadien (...). »

(1) 1 F CFA = 0,02 FF.

## Ethiopie

## APPEL DE L'OUA EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA FAMINE

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a lancé, vendredi 28 décembre, un appel aux pays africains pour qu'ils accroissent la fois leur aide matérielle aux affamés des nations victimes de la sécheresse et pour qu'ils fournissent à ces pays des médicaments et du personnel soignant. Le secrétaire général par intérim de l'OUA, M. Peter Oni, qui prenait la parole vendredi, à Addis-Abeba, à l'issue d'un voyage dans les provinces septentrionales éthiopiennes du Tigre et du Wollo (où la famine est la plus sévère), a également demandé à la communauté internationale un accroissement de l'aide d'urgence aux pays africains les plus touchés, l'Ethiopie en particulier. Le Fonds d'assistance d'urgence de l'OUA pour les vingt-sept pays victimes de la sécheresse, dont la population est de 150 millions d'habitants, a déjà approuvé des prêts de 751 000 dollars à l'Ethiopie, de 110 000 dollars aux pays du Sahel, de 50 000 dollars au Mozambique et de 50 000 dollars au Tchad.

De son côté, l'Union soviétique a envoyé en Ethiopie un hôpital mobile complet de cent lits et une équipe médicale de cent cinquante personnes (dont vingt-neuf médecins) destinés aux victimes de la famine, a-t-on appris officiellement dimanche à Addis-Abeba. Enfin, Mère Teresa, prix Nobel de la paix 1979, a entrepris une tournée des centres de réfugiés en Ethiopie, où elle est arrivée le matin de Noël. — (AFP, Reuters.)

et tranquille à Kouaoua



Le Monde

# politique

## Les opérations de maintien de l'ordre continuent en Nouvelle-Calédonie

Plusieurs opérations de maintien de l'ordre ont été menées, dimanche 30 et lundi 31 décembre, en Nouvelle-Calédonie par la gendarmerie nationale. A Lifou (archipel des Îles Loyauté), où trente-trois mélanésiens s'étaient réfugiés à la gendarmerie de We en demandant à être « rapatriés » à Nouméa pour échapper à des « pressions » du FLNKS, la gendarmerie mobile est intervenue dimanche matin. Deux barrières indépendantes ont été levées, « sans heurt » selon les autorités. Cinq personnes ont été interpellées au cours de cette opération. Des postes de contrôle ont été mis en place. Les « réfugiés » de We ont été évacués lundi 31 décembre vers Nouméa.

Quatre militants du FLNKS, originaires de Koué et Koniambo (côte ouest), ont été placés sous mandat de dépôt puis écroués à la prison de Nouméa. Ils ont été inculpés de « vol, complicité de vol, destruction, dégradation, incendie volontaire et complicité d'incendie volontaire » dans la région de Koué.

Les autorités ont aussi procédé à l'interpellation de six personnes à Moindou (côte ouest) dont deux seraient impliquées dans l'incendie de la maison de M. Hanou, perpétré le 25 novembre à Bourail, la capitale agricole du territoire.

## Une « alliance » entre M. Flosse et M. Ukeiwé

Enfin, selon le haut commissariat, le FLNKS maintenait toujours deux barrières dimanche soir. A Ouegoa (nord-est) des militants indépendants contrôlaient l'accès de la tribu de Boude, tandis qu'à Poya (côte ouest), un barrage du FLNKS était toujours en place devant la tribu de Kradji.

A Papeete (Polynésie française), où M. Gaston Flosse, président (RPR) du gouvernement de la Polynésie française, avait lancé le 28 décembre l'idée d'une organisation commune entre les trois territoires français du Pacifique (le Monde daté 30-31 décembre 1984), le projet a pris la forme, après l'arrivée de M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, du vote commun d'une alliance entre ces deux territoires « une alliance des territoires français du Pacifique, destinée à défendre leurs intérêts communs et à promouvoir des actions concertées en matière politique, administrative, économique, culturelle et sociale ».

Dans un communiqué publié à Papeete, les deux présidents de gouvernement précisent qu'« il a été convenu que, après concertation avec les autorités élues de Wallis-et-Futuna, cette « alliance » serait étendue à ce territoire ».

Une conférence des présidents des gouvernements intéressés aurait lieu régulièrement et une commission permanente regrouperait des ministres et des élus de chacun des territoires.

M. Ukeiwé a donné son accord de principe pour que la communauté polynésienne restant en Nouvelle-Calédonie « puisse organiser sa défense et sa protection ». Dans leur communiqué commun, MM. Ukeiwé et Flosse précisent que « cette organisation serait mise en place en cas de péril grave et imminent et si les forces de l'ordre n'interviennent pas pour protéger efficacement, dans le cadre des lois de la République, les biens et les personnes menacés ».

## « Paix et tranquillité » à Kouaoua

Kouaoua. — En plein cœur de la Calédonie insulaire, à deux pas de Thio pancratée, voici un paradis de tolérance multiraciale, un rêve de haut-commissaire. Depuis six semaines, la mine de nickel de Kouaoua, la première en importance de la SLN (société Le Nickel, 60 % environ de la production totale 40 % pour Thio) n'a jamais cessé de tourner. Les excavateurs, comme si de rien n'était, continuent d'éventrer les montagnes rouges. Les Canaques cohabitent paisiblement avec les autres ethnies. Kouaoua, c'est un pied de nez à la dramatisation.

La petite ville entend bien continuer de vivre sa vie paisible de corail tropical. Tous les chefs coutumiers des tribus alentour, à la fin de la semaine dernière, ont fait le voyage de Nouméa pour le signer à M. Edgard Pisani. En même temps qu'un morceau de corde symbolisant l'attachement à la France, lui ont été respectueusement remis une pétition pour « la paix tranquille de notre région ».

M. Pisani n'aura pas manqué de s'enquérir des recettes d'une telle harmonie. « C'est simple. Le monde occidental s'est adapté ici à la civilisation mélanésienne », résume M. Michel Perret, directeur du centre minier de Kouaoua. « Une question de respect mutuel », ajoute son adjoint, M. Claude Grimié. La direction ferme les yeux sur les absences des salariés pour cause de participation aux fêtes coutumières. Le pouvoir d'embauche, de fait, appartient aux chefs coutumiers, qui peuvent choisir entre plusieurs candidats répondant aux conditions requises. Résultat : Kouaoua emploie 60 % de Canaques contre seulement 40 % à Thio.

Pas de revendications foncières : toutes les terres appartiennent à la SLN, qui, moyennant un loyer symbolique, les loue aux Canaques. Les tribus environnantes ont fondé quatre groupements d'intérêt économique (GIE) et s'adonnent à l'élevage avec, semble-t-il, au moins autant de succès que les calédoniens. « Et si un jour ils revendiquent la propriété de la terre, nous la leur donnerons », assure M. Perret. Cela dit, la société n'est évidemment pour rien dans la démarche auprès de M. Pisani des chefs coutumiers : « Ils en ont pris l'initiative eux-mêmes », récite à trois reprises M. Perret.

Seule ombre à ce tableau idyllique : les risques de contagion de Thio touchent, Eloi Machoro aurait été aperçu à Kouaoua la semaine dernière. « Si quelqu'un veut venir fouler le bordel ici, ce n'est pas à nous à prendre les fusils », estime M. Nomela Nedenon, chef coutumier de la tribu de Mekeba et chef de bureau de la SLN. « C'est Pisani qui doit nous défendre ».

Anti-indépendantiste, M. Nedenon ? Pas du tout : « Je suis pour l'indépendance, mais à plus longue échéance. Ici nous commençons à la mettre en pratique en essayant de produire nous-mêmes ce que nous consommons ». De toute façon, pour rien au monde M. Nedenon ne se rangerait derrière Jacques Laflaur, « dont on sait pertinemment que les sous sont ailleurs qu'en Calédonie ».

Mieux encore : ce chef en quête de tranquillité s'avoue proche de l'Union calédonienne (UC, premier mouvement autonomiste sur le territoire). Tout au moins de l'Union des débuts « car aujourd'hui ils ne sont plus réalistes. Je connais bien Eloi, il n'a pas les pieds sur terre. Ce sont des gens qui n'ont jamais planté un piquet ». De toute façon, « ici les étiologies politiques s'effacent devant l'intérêt de la région ».

Ni doute que M. Pisani en quête d'un impossible compromis ait été impressionné par ce tableau de « la seule ville où toutes les ethnies peuvent se regarder en face ». Hélas ! L'essai pourrait bien être un mirage. La prospérité apportée par la mine, l'absence dans la région de tout colon européen sont autant de facteurs qui font de la tranquillité de Kouaoua un phénomène quelque peu artificiel et sans doute difficile à exporter.

En octobre dernier, M. Georges Lemoine était venu ici en visite. Accueilli par des colliers de fleurs et des danses folkloriques, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM était reparti avec DOM-TOM ému par le rôle modérateur des chefs coutumiers. Quelques semaines plus tard, c'étaient les élections du 18 novembre. On connaît la suite.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Point de vue

APRÈS LA PUBLICATION DES NOTES DE JEAN KANAPA

## Le PCF et ses fantasmes

par LILLY MARCOU (\*)

« Nous avons toujours été solidaires de vos combats, de vos succès, de vos échecs, de vos revers, de vos espoirs, de vos déceptions, de vos espoirs, de vos déceptions, de vos espoirs, de vos déceptions... »

de l'Union Soviétique. Ces mots furent appliqués sans faille. D'où la remarque des dirigeants chinois d'alors sur le « revirement du PCF sous la baguette » : « Pour tout, et en tout, pas d'initiative. Ce qu'un autre dit, ils le répètent mot à mot. Si un autre fait un pas, ils suivent du même pas. Il y a vraiment là une très grande capacité à faire le perroquet et trop peu de principes du marxisme-léninisme » (4).

## Les mœurs de l'internationalisme

L'engrène du PCF dans les mœurs de l'internationalisme, sa rigidité face aux données nouvelles issues d'un contexte historique en pleine mutation, permettent de mesurer l'ampleur de son retard, déploré par lui-même en 1977. L'analyse française de la crise du mouvement communiste et les solutions préconisées se placent dans la droite ligne du passé, dans la répétition de formes anciennes sans prendre en compte leur faible caractère opératoire. Les travaux du comité central d'Ivry (octobre 1984) — le rapport de Roland Larozy, surtout — témoignent de la volonté échouée de refaire, coûte que coûte, l'unité de jadis conforme aux desseins des Soviétiques. D'où les attaques contre les thèses italiennes, contenues dans le *Mémorandum de Yalta*, qui venait d'être publié après la mort de Togliatti.

Il faut attendre octobre 1987 pour discerner quelques faibles convergences entre le PCF et le PCL. La reconstruction de l'unité est toujours l'un des premiers objectifs du PCF, mais elle devra se faire sur des bases nouvelles. Ce début d'assouplissement des positions françaises apparaît aussi à la conférence de Budapest de février 1988, destinée à préparer la conférence mondiale que les partis proches du PCUS tentent d'organiser depuis 1963. A travers les propositions avancées par Georges Marchais à ces assises, on saisit l'annonce d'un changement qui se cristallise, en août 1988, dans la condamnation de l'intervention armée à Prague et, en décembre de la même année, par la publication du *Manifeste de Champigny*.

Tandis que, à Budapest, s'installe la commission préparatoire à la conférence mondiale, les bruits de bottes qui arrivent de la frontière tchèque soviétique remettent en cause la tenue, déjà précaire, de ladite conférence. C'est dans ce climat de tension montante que la délégation française avance l'idée de l'organisation d'une conférence pan-européenne des PC consacrée à la Tchecoslovaquie, proposition dont l'absence, nous le verrons, a été la teneur, grâce aux notes de Jean Kanapa, une quinzaine de parties dont l'ensemble du mouvement communiste, « il ne s'agit pas de divergence entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste de l'Union soviétique, mais d'un désaccord profond des communistes chinois avec tout le mouvement communiste » (3). En cette époque de morcellement du communisme mondial, les travaux du PCF sont calqués sur ceux des congrès soviétiques et des conférences mondiales des PC, considérés comme ayant force de loi.

Plaidant pour une « politique commune » du mouvement communiste et pour une « charte » valable pour tous les PC, Thorez défend avant tout le rôle dirigeant du PCUS : « L'unité de notre mouvement ne peut se concevoir qu'associée à la reconnaissance, dans les actes comme dans les paroles, du rôle d'avant-garde joué par le Parti communiste ».

## La mort de Louis Héron de Villefosse

Louis Héron de Villefosse, écrivain et ancien sous-chef d'état-major des Forces navales françaises libres, est mort le mercredi 26 décembre 1984 à Londres. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

## Un marin non conformiste

Officier de marine non conformiste, ce qui dans sa génération n'était pas très fréquent, Louis Héron de Villefosse, à trois fois au cours de sa vie, abandonné avec éclat des causes qu'il ne croyait plus pouvoir soutenir.

Le 21 mai 1941, il quitte la *Flotte d'Alexandrie*, condamnée par Vichy à demeurer neutre et par les Anglais à rester à l'ancre. Il gagne Londres et devient sous-chef d'état-major des Forces navales françaises libres, alors commandées par l'amiral Muselier, opposant « républicain » à de Gaulle et candidat à sa succession. Villefosse est à Saint-Pierre-et-Miquelon en mars 1942, lorsque intervient la rupture entre les deux hommes. Il se range aussitôt aux côtés de l'amiral et partage sa disgrâce. En 1943, toujours avec Muselier, il se rallie en général Giraud à Alger.

Le commandant de Villefosse reste dans la marine jusqu'en 1949.

Comme son ancien chef, il se range parmi les « progressistes ».

Après sa démission, il met son talent polémique au service d'une extrême-gauche nuancée. Mais, en novembre 1956, la répression soviétique à Budapest l'amène à se séparer avec éclat de ses amis progressistes. Il combat « toutes les oppressions », aux côtés, notamment, de Raymond Aron dans la revue *Contrepoint*. En 1976, il devient président de l'Association pour une lecture critique de la presse.

Outre ses souvenirs de la France libre et de Saint-Pierre-et-Miquelon (*Souvenirs d'un marin de la France libre*), il a écrit *Les îles de la liberté*, *L'Éclat de l'Union* et *Géographie de la liberté*. Louis Héron de Villefosse a publié jusqu'en 1982 de nombreux articles dans la rubrique « Libres opinions » du Monde.

acceptation du statu quo social en Europe, selon les intérêts de la République de l'Etat soviétique.

Mais le vent a tourné de nouveau, et le PCF cesse toute critique et soutient toute action entreprise par la diplomatie de l'URSS. Pourquoi ce revirement et cette incapacité à prendre définitivement un tournant politique plusieurs fois raté ?

A la fin de la décennie 70, l'URSS semble avoir le vent en poupe ; elle bénéficie, selon la formule de Georges Laval, d'une « fenêtre d'opportunité » : « Le Parti communiste a modifié sa position parce que, selon son analyse, la situation internationale place aujourd'hui l'Union soviétique en position suffisamment favorable pour que le « socialisme » fasse de nouveaux progrès : il entend, lui aussi, profiter de la « fenêtre d'opportunité » (12). D'où le slogan d'alors : « Nous vivons l'époque des révolutions » ; d'où un retour implicite au vieux credo du Komintern : l'URSS guide et pousse les révolutions.

A la veille de son vingt-cinquième congrès, le débat sur cette question semble, pour l'heure, bloqué au sein du PCF. Les analyses avancées dans le projet de résolution ne mettent pas en cause — au contraire — la politique suivie depuis 1979. Pourtant, c'est de l'approche de ce vaste problème, auquel toute son histoire est liée, que dépendront les potentialités de ses mises à jour.

La « fenêtre d'opportunité »

Il va falloir attendre le milieu des années 70 pour qu'une évolution vers l'« aggiornamento » s'esquisse. Entre novembre 1975 et décembre 1978, le PCF prend en marche la mouvance eurocommuniste, dans le style qui lui est propre : déclarations fracassantes, retournements brusques, changements d'alliances. Nouvelle orientation à laquelle il semble tenir (10).

Le discours de Georges Marchais à la conférence de Berlin de juin 1976 constitue un échantillon idéal pour évaluer l'étendue du virage : « Toute élaboration d'une stratégie commune à tous les partis est absolument exclue (...). Cette coexistence pacifique ne peut en aucune façon être identifiée au statu quo social et politique dans notre pays, au partage du monde en sphères d'influence dominées par les Etats les plus puissants (...). Nous ne saurions pour autant admettre quelque démarche que ce soit qui, au nom de la coexistence pacifique entre Etats, porterait atteinte aux intérêts de la lutte que nous menons (...). Nous exprimons franchement notre point de vue sur ce qui nous paraît s'en écarter dans la pratique de tel ou tel pays socialiste. (...) Le socialisme dans notre pays doit s'identifier à la sauvegarde, à l'épanouissement et au développement des acquis démocratiques que des luttes longues et opiniâtres ont permis à notre peuple d'obtenir. » (11).

Au tournant des années 80, la marche en zigzag du PCF se confirme encore une fois par un pas en arrière : le parti cautionne l'intervention soviétique en Afghanistan et signe avec le PCUS un communiqué où le mot « divergence », inséré dans le document, est censé sauvegarder les acquis de la période précédente. La lecture des passionnantes notes de Jean Kanapa éclaire cet aspect, qui, pour des non-initiés, relève du sémantisme. Ainsi, deux mots-clés expriment la mini-fronde du PCF face à l'URSS : reconnaissance de la « divergence » (mot banni dans les hautes sphères du Kremlin) et non-

(\*) Chercheur de la Fondation nationale des sciences politiques.

Dubček : « Pour l'instant, notre opinion est qu'une conférence consacrée uniquement à la Tchecoslovaquie ne serait pas souhaitable. » *Kremlin-PCF, conversations secrètes*, op. cit., p. 213.

(2) Intervention de Maurice Thorez à la conférence des quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers, Moscou, novembre 1960. In : *Problèmes du mouvement communiste international*, Paris, 1963.

(3) Résolution du comité central du PCF, Ivry, 1<sup>er</sup> juillet 1960. In : *Problèmes du mouvement communiste international*, op. cit.

(4) « D'où proviennent les divergences ? Réponse à Maurice Thorez et à d'autres camarades », *Rennin Ribot*, 27 février 1963.

(5) Waldeck Rochet : « Un problème commun d'une extrême gravité est posé à tous nos partis. Il faut lui trouver une solution profitable à tous. C'est dans cet esprit que je suis allé à Moscou au début de cette semaine et que je suis ici aujourd'hui. C'est dans le même esprit que nous avons fait la proposition d'une réunion de tous les partis communistes et ouvriers d'Europe (...). Il faut tout faire pour éviter d'aboutir à une rupture et à des extrémismes dont les conséquences seraient terriblement graves pour tout le monde, pour tous nos partis. »

Dubček : « Pour l'instant, notre opinion est qu'une conférence consacrée uniquement à la Tchecoslovaquie ne serait pas souhaitable. » *Kremlin-PCF, conversations secrètes*, op. cit., p. 213.

(6) Les Mémoires inédites de Ramon Mendeza Roldan, délégué du PC d'Espagne à la préparation de la conférence de Moscou, confirment cette affaire. Cf. Lilly Marcou, *L'internationalisme après Staline*, Paris, Grasset, 1979, p. 247.

(7) L'Unité, 8 septembre 1968.

(8) *Kremlin-PCF, conversations secrètes*, op. cit., p. 213.

(9) *Kremlin-PCF, conversations secrètes*, op. cit., p. 197.

(10) Lilly Marcou, *L'heure du bilan*, (Le Monde, du 2<sup>5</sup> juillet).

(11) Intervention de Georges Marchais. In : *Conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe, documents et allocutions*, Berlin, 1976.

(12) Georges Laval, « l'URSS et eux. Le PCF et le socialisme existant, 1964-1981 ». In : *l'URSS vue de gauche*, Paris, PUF, 1982, pp. 208-209.

## L'ÉLYSÉE, MATIGNON ET LES MÉDIAS

Hugues Portelli, membre du PS, chroniqueur de la Croix écrit dans le numéro du 29 décembre de ce quotidien : « C'est au sein de la presse écrite que se déroule la bataille [à propos des médias] la bataille la plus féroce, sous la houlette directe de l'Élysée et Matignon. A travers l'introduction de capitaux en provenance du secteur nationalisé, c'est tout simplement la constitution d'un grand groupe de presse « de gauche » que l'on vise, qui fasse pendant à celui de Robert Hersant. La loi anti-Hersant n'ayant pu aboutir, l'objectif est à présent de faire comme lui (avec suffisamment de souplesse pour éviter de tomber sous le coup de la loi socialiste !). »

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

Faits divers

Riffi chez les bijoutiers nîçois

De notre correspondant régional

Nîmes. — Les tracts anonymes et les pots de peinture violent bas, ces derniers temps, dans le petit monde de la bijouterie d'un quartier populaire de l'est de Nîmes. Principale victime : un bijoutier-joaillier de cinquante-trois ans, M. Jacques Rieu, installé depuis trente ans avenue de la République, la grande artère commerciale de ce quartier. Au début de décembre, il a été ciblé d'une campagne d'affiches collées de nuit ou distribuées dans les boîtes aux lettres. Traité de «trafiquant» et de «recycleur», accusé d'utiliser des pierres «faïssées» et baptisé de «crapule de Nîmes», M. Rieu a déposé plainte pour diffamation publique.

En quelques mois son magasin a été maculé de peinture à une dizaine de reprises. «Bientôt vous essuyerez du sang!», l'a-t-on menacé au téléphone. Ses employés ont été l'objet d'intimidations. Les pneus de ses voitures ont été crevés. Avec lui, deux de ses confrères dans des rues voisines ont également été victimes des berbeuilles ano-

nymes. «Un véritable sacage!», s'indigne M<sup>me</sup> Claudine Planter dont le magasin, rue Jean-Jaures, a été bombardé pendant les fêtes de Noël, quatre nuits de suite, avec des bouteilles remplies de peinture rose et grise...

La police nîmoise a multiplié les patrouilles mais jusqu'à présent sans résultat. Il n'est guère douteux que ce riffi est la conséquence d'une rivalité commerciale exacerbée. A l'origine, en février dernier, M. Rieu et sept ou huit de ses confrères du quartier avaient dénoncé auprès du procureur de la République des activités à leur avis déloyales, sinon illégales, de certains de leurs concurrents pratiquant des ventes promotionnelles en tout genre. Ses concurrents s'étaient alors rebiffés en déposant plainte à leur tour pour «dénigrement», tout en s'inquiétant d'une «guerre des rabais» préjudiciable à la profession. Le syndicat des bijoutiers de Nîmes s'est tenu pour le moment à l'écart de l'affaire.

GUY PORTE.

M. Henu : la dissuasion nucléaire reste crédible pour vingt ans

«La dissuasion nucléaire globale reste, au moins encore pour vingt ans, la protection de la France et de l'Europe», affirme le ministre français de la Défense, M. Charles Henu, dans un entretien à Valeurs actuelles de cette semaine, en réponse à des questions sur la sécurité européenne et les prochains entretiens Shultz-Gromyko à Genève.

«Quand le président Reagan parle de ce qu'on appelle communément la guerre des étoiles, explique M. Henu, il se livre à de la prospective [...]. Il y a quelques semaines, les Américains ont fait rentrer au port pour moi l'ai tel est sensible à ce geste car je suis le seul ministre occidental de la défense occidentale pour qui ils aient fait cela le tout dernier sous-marin nucléaire lance-engins à vingt-quatre missiles : le George. Ce sous-marin n'est plus fabriqué comme les nôtres dans un bassin, mais assemblé sur le quai, lancé dans l'eau. Et ce type de sous-marin sort en série! Or le dernier bâtiment de ce programme sera lancé en 2010.

Cela veut dire ceci : oui, le président Reagan parle de l'espace, mais jusqu'en 2010 au moins la seule protection, c'est le nucléaire. Et, croyez-moi, il n'y a pas d'autre. Alors, on me dit qu'avec le futur bouclier spatial aucune arme ne pourra pénétrer sur le territoire américain ni sur le territoire soviétique : ils seront donc tous les deux sanctuarisés. Mais cela n'est pas vrai. Bien sûr, on peut empêcher un certain nombre d'armes, d'ogives, de pénétrer. Mais le nombre d'armes nucléaires, y compris celles de la France, est tel qu'il reste dissuasif en proportion des destructions encourues.

M. Henu conclut : «Je vois donc le projet de M. Reagan comme un discours à l'intention des Russes; il leur dit : attention, nous allons nous donner une autre stratégie, il va d'ailleurs mieux négocier. Et je suis sûr qu'Américains et Russes vont discuter. Mais la dissuasion nucléaire reste pour la France et ses intérêts vitaux, comme pour l'Europe, la seule protection.»

Réforme hospitalière : la dernière étape

(Suite de la première page.)

Trois collèges procèdent à ces élections. Ils sont constitués de praticiens disposant de la majorité des sièges, de personnels para-médicaux (infirmiers, laborantins, masseurs, pédicures, podiatristes, etc.) et de autres membres du personnel du département.

Une telle réforme a, certes, pour objet de mettre fin à deux siècles de monarchie absolue, mais aussi — mais surtout — à doter les hôpitaux d'une organisation moins parcellaire et plus cohérente, afin que puissent être mieux utilisées leurs ressources techniques et en personnel.

Les propositions sur la composition des départements devront être faites, au plus tôt, par les praticiens et les personnels soignants, ont été soigneusement formulées, dans chaque hôpital, une «commission de départementalisation» chargée de proposer au conseil d'administration un plan de départementalisation, lequel fera l'objet, le cas échéant, de révisions et de modifications tous les deux ans.

Les partisans des structures nouvelles ainsi esquissées font valoir qu'elles servent, à l'évidence, l'intérêt des malades, qui bénéficieront d'une meilleure organisation et ne

seront pas ballottés d'un service à un autre.

Pour nombre de jeunes médecins, l'ère de la participation, de la dissociation de la tutelle et de la fonction, apparaît comme le seul remède au népotisme que favorisent, ici ou là, une certaine forme de mésentente. Mais les responsables hospitaliers redoutent, à l'unanimité cette fois, de voir s'établir dans les hôpitaux un électoralisme permanent, la démagogie qu'entraîne l'ambition des candidatures, et les errements inhérents tant au régime d'assemblée qu'au mythe de la cooptation, ou de la cooptation.

Tel que le publie le Journal officiel, le décret sur la départementalisation ressemble beaucoup à l'avant-projet rendu public le 1<sup>er</sup> mars 1984. Les dispositions transitoires et l'action préparatoire des commissions de départementalisation devraient laisser aux uns et aux autres le temps de méditer sur l'adaptation d'un principe d'organisation que l'évolution technologique rendait, en toute hypothèse, nécessaire, et dont la forme (l'électoralisme, la cooptation) est plus sévèrement critiquée que le fond.

D'ESCOFFIER LAMBIOTTE.

(Publié)

LE LIVRE D'OR DE LA FORMULE 1 1984

Renard de Laborde

Un fantastique combat singulier entre Niki Lauda et Alain Prost a illustré le championnat du monde 1984 de la formule 1. Jamais une saison n'avait été aussi dominée par deux champions, appartenant à la même équipe, disposant du même matériel, courant sous les mêmes couleurs rouge et blanc. Indécis jusqu'à son dénouement d'Estoril, cet affrontement reçoit aujourd'hui son prolongement dans le Livre d'or de la formule 1 1984 — Spécial Prost-Lauda, l'ouvrage de Renard de Laborde. Derrière les exploits, il fait aller au cœur des rapports humains entre Lauda et Prost et suit l'évolution de ce duo d'exception qui fut en même temps un duel constant.

Débordant de révélations sur la troisième consécration mondiale de Lauda, le livre d'or de la formule 1 1984 — Spécial Prost-Lauda, se lit au niveau de ses héros. Prost et Lauda, figures de proue de cette grande aventure, ont eu en Michele Alboreto, Nelson Piquet, Keke Rosberg, René Arnoux, Patrick Tambay et autres Elio de Angelis ou Derek Warwick, des adversaires dignes d'eux. Ils sont tous remis dans la lumière de leurs ambitions et de leur destin.

Puis que jamais, en cette année exceptionnelle, le livre d'or de la formule 1 1984 — Spécial Prost-Lauda est le document à ne pas manquer. La préface est signée Mansour Ojeh, l'homme-clé de cette époque...

Collection sports 2015

Prix T.T.C. : 85 F

Éditions SOLAR

SPORTS

LE VII<sup>e</sup> PARIS-ALGER-DAKAR

Porsche et BMW jouent les épouvantails

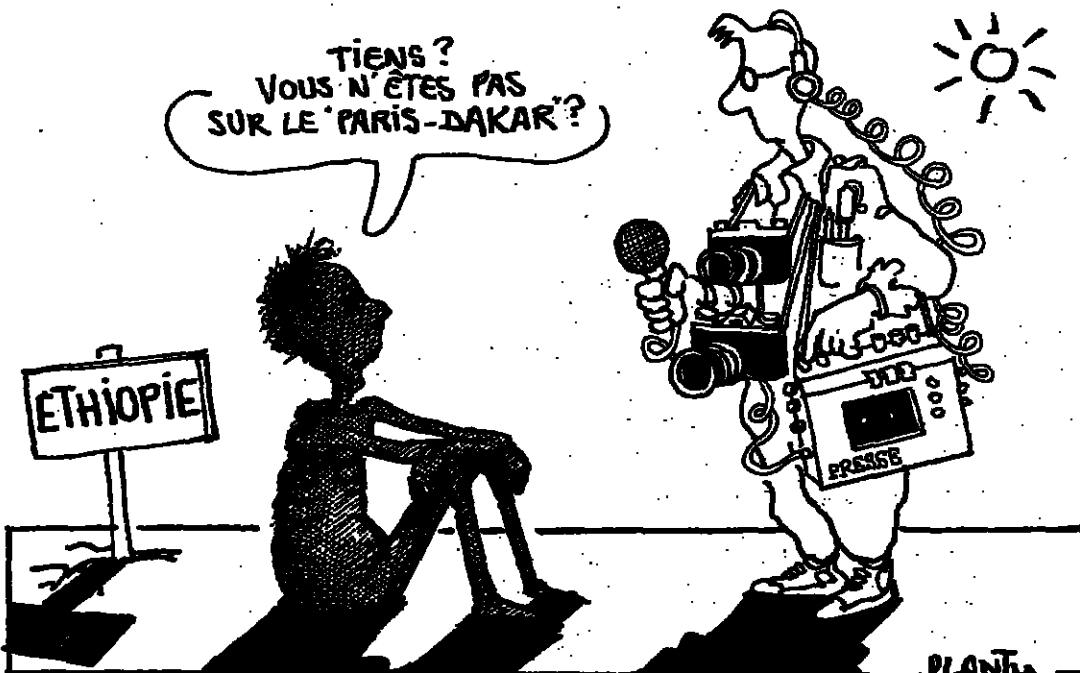
Cent cinquante motocyclistes, trois cent cinquante automobiles et cinquante camions prennent, mardi 1<sup>er</sup> janvier, place d'Armes à Versailles, le départ du septième Paris-Dakar pour un rallye de 14 000 kilomètres à travers cinq pays : l'Algérie, le Niger, le Mali, la Mauritanie, et le Sénégal. L'arrivée est prévue pour le 22 janvier à Dakar.

An terme de prologue, long de sept kilomètres, organisé dimanche 30 décembre à Cergy-Pontoise, Bernard Darniche sur Audi Quattro et Gilles Lalay sur Honda se sont classés premiers de leur catégorie respective. Ils devaient partir en tête de la première épreuve spéciale dont le départ doit être donné le 4 janvier à Ouargla (Algérie).

Devenu le terrain d'affrontement des grands constructeurs automobiles, au même titre que les épreuves du championnat du monde des rallyes, Paris-Dakar réunit notamment des firmes comme Porsche (vainqueur en 1984 avec René Metge pour sa première apparition, et Jacky Ickx) Land Rover avec Henri Pescarolo, Mercedes avec Jean-Pierre Jarier, Lada avec Jean-Pierre Jabouille, Citroën avec Jean-Luc Thérier et Audi avec Bernard Darniche.

Le Paris-Dakar des motocyclistes donnera lieu à l'affrontement des BMW — avec le Belge Gaston Rahier, vainqueur en 1984, — des Honda, dont le leader, Cyril Neveu, a déjà gagné l'épreuve en trois occasions, des Yamaha conduites par Serge Bacon et Jean-Claude Ollivier, qui est le PDG de l'importateur français. Ligier enfin, constructeur des monoplace de formule 1, s'est associé au motoriste italien Caviga et a confié l'un de ses engins à Hubert Anriol, vainqueur avec BMW en 1982 et 1983.

Ecuries et têtes couronnées



Dessin de PLANTU.

Henri Pescarolo, vainqueur des dernières 24 Heures du Mans, et trois fois champion du monde d'endurance, se lance aujourd'hui dans l'opération avec la certitude de bien figurer. Et pour cause. Seuls des professionnels, même en fin de carrière, font la course sur le Paris-Dakar. Les autres suivent selon leurs moyens.

Show business

Les constructeurs, pour leur part, ne prennent pas les choses à la légère. Porsche, par exemple, n'a pas hésité à remettre au garage la 911 SC victorieuse l'an dernier. Le

constructeur allemand prépare pour 1986 une voiture dont l'objectif est de rivaliser à terme avec la 205 Turbo 16 de Peugeot dans le championnat du monde des rallyes. Ce sera le 959 à transmission intégrale pour lequel Paris-Dakar constituera un intéressant banc d'essai.

Ce rallye n'existerait pas cependant toutes leurs économies dans l'opération ou font carrément appel au crédit. Qu'importe. On n'a pas battu seulement cette année les records du nombre d'engagés, mais celui aussi des droits d'inscription. En augmentation moyenne de 26 % en 1984, par rapport à l'année précédente, ils s'élevaient en 1985 à 12 500 F pour une moto, à 24 500 F pour une voiture et à 30 500 F pour un camion. Une augmentation moyenne de 25 %. Chaque concurrent a dû verser, de surcroît, le forfait nourriture-assurance de 6 000 francs et le prix de la traversée en bateau Sète-Alger-Bret, à condition d'avoir un véhicule préparé à sa disposition, il en coûte environ 150 000 F à un amateur pour participer.

Devenu une affiche publicitaire, Paris-Dakar attire aujourd'hui de plus en plus les vedettes du show-business et les têtes couronnées. Claude Brasseur, qui forme équipe depuis cinq ans avec Jacky Ickx, les chanteurs Daniel Balavoine et

Michel Sardou. Après avoir accueilli le fils du premier ministre britannique, Mark Thatcher, qui s'était égaré en 1982 pendant plusieurs jours avec sa co-équipière Anne-Charlotte Vernet, le rallye s'était juré de ne plus accepter l'engagement des concurrents trop célèbres. L'organisateur n'est pas à une contradiction près. Caroline de Monaco et son mari, M. Stefano Casiraghi, le prince Albert de Monaco, conduisant des camions de plus de 10 tonnes. Pourquoi pas après tout? Les responsables de la société italienne Astra Veicoli Industriali de Piacenza ont assuré que, après déduction des frais engagés, les gains seront versés à une œuvre de bienfaisance. Pour leur part, les organisateurs laisseront sur le parcours le contenu de trois camions (matériel hospitalier et agricole); des concurrent allemands remettront à la Croix-Rouge sénégalaise un camion chargé de médicaments. Ce seront bien les rares gestes généreux de ce rallye.

GILLES MARTINEAU.

● Blessé par une voiture. — Un enfant âgé de dix ans, qui assistait avec ses parents au prologue de Cergy-Pontoise, a été fanché par la Visa-Citroën 196 de l'équipage Thérèse-Vial. Victime d'une fracture de la jambe, il a été transporté à l'hôpital de Pontoise.

La caravane passe...

En dépit du succès populaire du Paris-Dakar, faut-il oublier que le rallye s'orne trop souvent le mort sur son passage? Des concurrents, des journalistes, ont payé de leur vie la participation à l'épreuve de M. Thierry Sabine. En 1982, un motard néerlandais, Ursula Zantich, journaliste à l'hebdomadaire le Point, Jean-Noël Pineau, un motard français, en 1983. On ne compte plus désormais les blessés, victimes du rallye : Jean-Paul Miquel, blessé à la tête en 1982, après un vol plané d'une quarantaine de mètres. Épisode malheureux sans doute, mais comment accepterait-on que des Africains

soient les victimes d'un rallye qu'ils n'ont pas voulu, contrairement aux affirmations de l'organisation. En 1982, un jeune Malien était mortellement blessé par un véhicule en traversant une piste de son village. En 1984, une jeune femme a été tuée et son enfant gravement blessé par un autre véhicule devant les caméras de télévision.

Images insoutenables. «Les chiens aboient, la caravane passe», répétait récemment M. Sabine dans un document adressé à la presse.

G. M.

BASKET-BALL

Grand jeu du Stade

Le Stade Français a rejoint Limoges et Villeurbanne, leaders du championnat de France, à l'occasion de la onzième journée disputée le 29 décembre. L'équipe parisienne a battu Limoges 105 à 96 au Palais omnisports de Paris-Bercy; Villeurbanne a été battue pour sa part à Chailans 89 à 86. Deux résultats qui relancent l'intérêt du championnat.

A défaut de s'imposer dans les rencontres internationales, les basketballeurs français donnent d'ores et déjà une image plus sérieuse quand ils évoluent sur leur club. Entourés de joueurs américains, ils n'ont plus la qualité de jeu qu'on attend de véritables athlètes. Ni le Stade Français ni Limoges n'échappent à ce défaut. Victorieux, le Stade a, en effet, bénéficié du talent de l'Américain Alex Bradley et du Yougoslave Ratko Radovanovic pour s'imposer face aux champions de France.

Âgé de vingt-cinq ans, Bradley, qui jouait précédemment dans le club espagnol de Valladolid, a remplacé dans l'équipe parisienne le Yougoslave Dragan Kicanovic, l'un des joueurs les plus remarquables du basket européen. Le Stade n'a pas vraiment perdu au change. Réalisateur de plus de vingt points par

match, l'Américain utilise à merveille sa taille de 1,98 m. Et ce n'est pas vraiment un hasard s'il a fait contre Limoges une partie exemplaire. Avec le Yougoslave, d'une taille de 2,10 mètres, ils ont marqué à eux deux une quarantaine de points. Hervé Dubuisson (21 points), joueur français numéro un, a rendu la supériorité des Parisiens plus évidente encore en marquant d'une distance de 6,25 mètres des paniers à 3 points qui apportent désormais au jeu un intérêt supplémentaire.

Dans ces conditions, Limoges n'a pas su conserver l'avantage de 10 points qu'elle avait acquis au début de la rencontre, grâce à un jeu mobile, rapide et adroit.

Les champions de France bénéficient pourtant des services de Ed Murphy, une véritable machine à marquer des paniers. Cet Américain de vingt-huit ans ne semble pas ému outre mesure par les rumeurs qui courent actuellement, à Limoges, à propos du non-renouvellement de son contrat. Les 20 points qu'il a marqués contre le Stade feront peut-être réfléchir les dirigeants limougeaux. Pour une fois, ils n'ont pas permis à l'équipe de gagner le meilleur match de championnat qu'on ait vu depuis longtemps à Paris.

Résultats

Athlétisme

CORRIDA DE HOUILLES  
Le Portugais Fernando Mamede a gagné, dimanche 30 décembre, la corrida de Houilles, devant les Britanniques David Clarke et Tim Hutchings. Le Français Jacky Boxberger a pris la quatrième place.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
(Onzième journée)  
\*Stade Français b. Limoges ... 105-96  
\*Chailans b. Villeurbanne ... 89-86  
\*Saint-Etienne b. Orléans ... 89-82  
\*Antibes b. Tours ... 96-79  
\*Vichy b. Le Mans ... 110-97  
\*Monaco b. Avignon ... 85-84  
\*Caen b. Mulhouse ... 101-84  
Classé 1<sup>er</sup> : 1. Limoges, Villeurbanne, Stade Français, 29 pts; 4. Antibes, Chailans, 27; 6. Orléans, 25; 7. Caen, 23; 8. Le Mans, Vichy, Avignon, 19; 11. Tours, Monaco, 16; 13. Mulhouse, Saint-Etienne, 15.

ANNÉE BOOMERANG

M. Jacques Sotzy, l'homme de boomerang, veut réaliser la dernière action sportive de l'année 1984 et la toute première de 1985. Il devait lancer son engin, lundi 31 décembre à 23 h 59 mn 50 s, autour de l'obélisque de la place de la Concorde à Paris, et le rattraper le mardi 1<sup>er</sup> janvier 1985 vers 0 h 01 mn 10 s.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
(Quatorzième journée)

POULE 1  
\*Troyes b. A. A. ... 3-3  
\*Narbonne b. Racing ... 30-7  
\*Carcassonne b. Montauban ... 14-12  
\*Aurillac-Toulouse ... Reporté  
\*Toulouse b. Béziers ... 14-10  
Classé 1<sup>er</sup> : 1. Toulouse, Béziers, 35 pts; 3. Toulon, Montauban, 30; 5. Troyes, 29; 6. Carcassonne, Narbonne, 26; 8. Aurillac, 23; 9. Racing, 24; 10. A. A., 16.  
POULE 2  
\*La Rochelle b. Bègles-Bordeaux ... 6-6  
\*Dax b. Oloron ... 43-24  
\*Roubaix b. Valence ... 6-3  
\*Biarritz b. \*Boucau ... 16-0  
\*Hérès b. Agen ... 19-13  
Classé 1<sup>er</sup> : 1. Biarritz, Agen, 34 pts; 3. Dax, 32; 4. Oloron, 29; 5. Boucau, 28; 6. Hérès, 27; 7. Bègles, 26; 8. Roubaix, 24; 9. La Rochelle, Valence, 22.  
POULE 3  
\*Pau b. Brive ... 16-7  
\*Montferrand b. La Voulte ... 34-3  
\*Grenoble b. Le Cressat ... 16-9  
\*Lorient b. Angoulême ... 23-10  
\*Bayonne b. Bagnères ... 6-6  
Classé 1<sup>er</sup> : 1. Montferrand, Lourdes, 37 pts; 3. Bayonne, Pau, 28; 5. La Voulte, Brive, Grenoble, 27; 8. Le Cressat, Bagnères, 25; 10. Angoulême, 19.  
POULE 4  
\*Mont-de-Marsan b. Tulle ... 15-13  
\*Nîmes b. Bourgoin ... 16-6  
\*Castres b. Nîmes ... 24-12  
\*Toulon b. Albi ... 66-9  
\*Perpignan b. Graillet ... 25-3  
Classé 1<sup>er</sup> : 1. Toulon, 38 pts; 2. Nîmes, 36; 3. Graillet, 32; 4. Mont-de-Marsan, Bourgoin, 29; 6. Perpignan, 26; 7. Nîmes, Tulle, Castres, 24; 10. Albi, 18.



# Le Monde

## ECONOMIE

... LE MONDE - Mardi 1<sup>er</sup> janvier 1985 - Page 9

### LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1984

**D**IFFICILE de rééditer l'exploit de 1983, lorsque, avec un bel ensemble, toutes les places financières internationales s'étaient envolées pour gagner finalement 20 % à 60 %. Aussi prévoyait-on plutôt une année 1984 de consolidation. Et comment aurait-il pu en être autrement quand ces mêmes marchés ont bondi de 60 % à 100 %, pour certains d'entre eux, en l'espace de deux ans, en fait depuis que Wall Street avait donné le signal de l'explosion, en août 1982 ?

grosses avec des écarts voisins de 16 % à 22 %, ils le doivent autant à des facteurs domestiques qu'au jugement de leurs gestionnaires, qui ont su faire la part des choses entre les incertitudes liées au niveau futur des taux d'intérêt et à la persistance de l'effet dollar, pour retenir plutôt la phase d'assainissement général via une réduction des déficits à laquelle s'attellent aussi bien le président Reagan - remis en selle pour un nouveau mandat de quatre ans - que les autres pays occidentaux.

En dépit de quelques sursauts, l'inflation, sans être totalement maîtrisée, est restée en liberté surveillée, quand elle n'a pas fortement baissé. Du coup, le rendement réel (réduction du loyer de l'argent diminuée du coût de la vie) des obligations a été conforté, et ce marché a largement profité de la désaffection qui a pu frapper certaines actions de sociétés industrielles touchées par la crise. Avec une capitalisation boursière nombre de titres multipliée par la valeur de ces titres de 1 310 milliards de francs à la fin de l'année (contre 1 032 milliards en décembre 1983), Paris n'a pas été en reste sur ce chapitre, et les deux « coups de tabac » successifs essuyés en novembre et à peine un mois plus tard n'ont pas effacé l'attrait de ce marché. En témoignent surtout le volume des transactions - elles se sont gonflées de 74 % en un an - que la nouvelle et

forte augmentation des émissions (25 %), alors que continuaient à éclore quantité de fonds communs de placement et de SICAV destinées à drainer aussi bien l'épargne des particuliers que celle des entreprises, à présent courtisées également par des certificats de dépôt qui doivent voir le jour en 1985, de même que le futur marché à terme obligataire organisé par la place financière.

L'année 1984 aura également été marquée par une opération de modernisation importante (la dématérialisation des titres qui a pour effet de substituer une simple écriture informatique à la manutention du « papier ») et par la confirmation du succès du second marché, cette nouvelle structure mise en place en février 1983 à l'attention des PME françaises - et étrangères - qui ne souhaitent pas accéder directement à la cote officielle. Cette année, trente-deux introductions (vingt à Paris et douze en province) de sociétés françaises (et une étrangère, Scanvest Ring, de nationalité norvégienne) auront eu lieu, portant à soixante-deux entreprises le nombre d'actions inscrites à ce second marché. Pendant ce temps, la cote officielle aura accueilli deux sociétés françaises (VIA Banque et Louis Vuitton), cinq étrangères (Banque de Santander, McDonald, Sharp, Volvo et American Brands) tandis que Salomon, jusque-là coté au second marché, basculait chez les « grands »...

## CONSOLIDATION

Dossier établi par André Dessot  
Serge Marti et François Renard.

### PARIS

#### L'année des « espoirs »

« Sans atteindre les records enregistrés l'année dernière, on pourrait imaginer pour la Bourse de Paris une hausse de 10 % à 15 % en 1984. » Ainsi s'était exprimé M. Xavier Dupont, le nouveau syndic de la Compagnie des agents de change, dans les tout premiers jours du mois de janvier. Bien vu. L'indice CAC, le plus fiable de tous les instruments statistiques employés pour mesurer la température du marché, a très exactement monté de 16,3 %.

Après l'explosion de 1983, la performance peut apparaître assez médiocre. En réalité, elle témoigne d'une surprenante vitalité, illustrée tant par l'ampleur des affaires traitées, dont le montant, encore accru de 41 %, s'est élevé au niveau sans précédent de 501 milliards de francs, que par le volume inégalé des émissions et les introductions records sur le second marché. Surprenant, en effet, car obstacles et embûches n'ont pas manqué sur le parcours : scandale de l'affaire AMREP, qui ébranla le marché à la fin de l'hiver, menaces au début de l'été sur l'approvisionnement pétrolier en relation avec l'aggravation du conflit franco-irakien, renouveau gouvernemental en juillet

avec le départ de M. J. Delors, enfant chéri de la Bourse, et la sortie des communistes, jugés dangereux pour la paix sociale, déclinements de l'IOPEP à l'autonomie, mauvais coup porté à l'emprunt Giscard, craquements sinistres entendus sur le marché obligataire.

Naturellement, les tribulations de Wall Street ont elles aussi profondément marqué de leur empreinte cette année boursière. Les fortes émotions ressenties par New-York devant l'emballlement puis le ralentissement de l'expansion ont été partagées, prolongeant et/ou amplifiant l'effet des événements survenus de ce côté de l'Atlantique.

Ajoutons à cela le facteur technique. Si les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel, la Bourse non plus. Après la flambée des cours en 1983, les actions françaises étaient devenues chères, et leur prix correspondait à une valeur marchande. Avec l'accumulation des nuages, des positions ont donc été allégées. Cela fait que la Bourse a dû abandonner la voie royale suivie jusqu'ici pour emprunter un chemin très accidenté, marqué par deux passages

difficiles, l'un rencontré en février, avec une baisse de 9 % - celle-ci mit fin à la longue suite des liquidations gagnantes (encore 13 % de hausse en janvier), - l'autre dès le début mai et dont la Bourse n'aperçut le bout qu'en août, à l'issue d'une jolie glissade (- 15 %) qui l'avait conduite à son plus bas niveau de l'année.

La sévérité des coups reçus aurait pu amoindrir les facultés de récupération du marché. Mais, au contraire, loin d'être diminué par les épreuves, celui-ci en est sorti aguerri. A cela plusieurs raisons :

- L'abondance des liquidités : elles affluèrent au printemps avec les coupons servis par les SICAV, puis au creux de l'été, avec les dividendes distribués par les sociétés cotées ;

- Les résultats industriels : assez bons dans l'ensemble, malgré des amercis, ils se révélèrent en ligne avec les prévisions ;

- La hausse du dollar : elle a conservé intacte la capacité bénéficiaire des entreprises à l'étranger ;

- La baisse des taux d'intérêt : anticipée malgré les craintes suscitées par les tensions enregistrées au cours des huit premiers mois, elle a fini par s'amorcer et se généraliser ;

- La rigueur : M. Laurent Fabius, le nouveau premier ministre, et M. Bérégovoy, le successeur de M. J. Delors, que l'on soupçonnait d'en vouloir atténuer les effets, ont maintenu le cap ;

- Wall Street : même au pire moment, la confiance à son égard ne s'est jamais complètement démentie. Résultat, fin novembre, la Bourse de Paris atteignait un nouveau sommet de son histoire à la cote 183 de l'indice CAC dont elle ne devait plus guère s'éloigner. En même temps, un autre record tombait : celui de la capitalisation boursière, qui, pour la première fois, dépassait le cap des 400 milliards de francs.

Que faut-il retenir de cette année ? Plusieurs constatations s'imposent. La première a trait au marché obligataire. Les valeurs à revenu fixe ont encore tenu le haut du pavé et se sont taillées la part du lion dans les transactions (80 % du total). Mais, après les deux violentes secousses enregistrées en novembre et décembre, décollées, l'une par la baisse trop rapide des taux d'inté-

rêt, l'autre par M. Bérégovoy évoquant imprudemment la possibilité de créer un nouvel instrument de gestion collective (certificats de dépôt négociables) - le marché est parvenu à grand-peine à restaurer le calme en promettant que rien ne serait décidé sans concertation, - la croissance de ce marché pourrait bien être terminée.

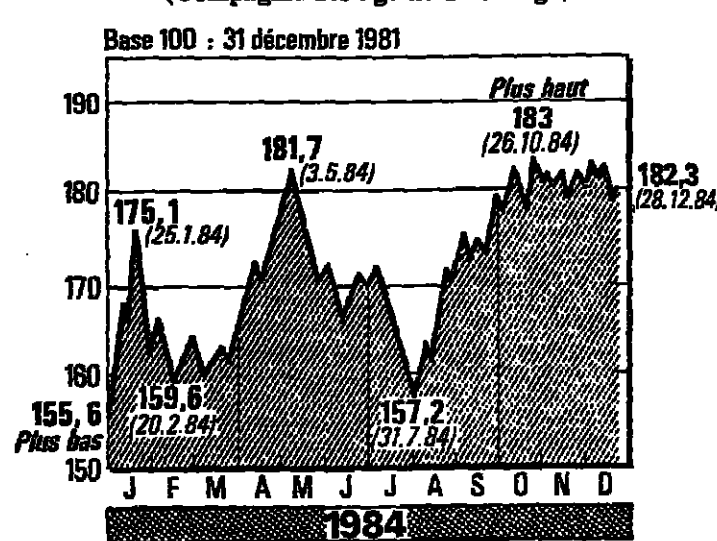
La deuxième constatation se rapporte au choix des placements. La roue tourne. En vedette l'année précédente, les « belles américaines », malgré l'enrichissement du dollar, sont restées dans le rang. Elles ont laissé la première place à la distribution (Nouvelles Galeries, BHV, Carrefour, Comptoirs modernes, Damart, Darty, Docks de France, Printemps), aux pétroles (CFP, Esso, BP, Elf), stimulés par les nouvelles découvertes faites en Ile-de-France (CFP, Esso) et dans le Sud-Ouest (Elf BP) - on en reparlera en 1985, dit-on autour de la corbeille, - et aux sociétés en voie de redressement comme CSF, Peugeot, Crouzet, Télécom, Maitre. A bien des égards, 1984 peut être considérée comme l'année des « espoirs ».

Troisième et dernière constatation : malgré sa vigueur, la Bourse de Paris n'a pas réussi à passer la vitesse supérieure et bute sur ses plus hauts niveaux. A tout le moins, elle a manqué d'encouragement. La rigueur, c'est bien, mais elle tarde à porter des fruits. L'inflation recule et le déficit de la balance extérieure diminue. Mais l'investissement ne reprend pas vraiment et la pression fiscale reste pesante. Les prévisions pour 1985 ne sont pas très encourageantes, qu'elles proviennent de l'INSEE ou de l'OCDE. Avec les niveaux de prix souvent très dissuadés atteints par les valeurs françaises, les investisseurs guettent toutes les occasions de baisse. Les chassés-croisés incessants observés surtout au cours de la seconde partie de l'année témoignent de leur souci de payer leurs achats au juste prix.

L'année 1984 a marqué enfin l'achèvement d'une très vieille habitude : les actions au fond d'un tiroir ou sous une pile de linge, c'est fini. Depuis le 5 novembre, tous les titres ont été dématérialisés. Ils sont désormais inscrits sur des comptes clients.

#### VARIATIONS DE L'INDICE CAC

(Compagnie des agents de change)



### OBLIGATIONS

#### Deux records battus

Incontestablement, l'année 1984 aura été celle des obligations, avec deux records largement battus, celui des transactions et celui des émissions. Le marché des actions, en revanche, a enregistré une diminution de 11 % des transactions, à 89 milliards contre 100 milliards, et un fléchissement des appels à l'épargne publique, ramenés de 8 milliards de francs à 6,7 milliards de francs, bien au-dessous, toutefois, des 2,7 milliards de 1982.

Sur le marché des obligations, donc, le volume des transactions a fait un bond de 74 %, à 412 milliards de francs après celui de 55 % effectué en 1983, et a représenté, en 1984, 81 % du volume global, contre 70 % les deux années précédentes. C'est dire l'activité intense qui a régné pendant ces douze mois : le marché, autrefois sous-développé, prenant une place considérable, comme l'ont fait, depuis longtemps, ses homologues étrangers, notamment anglo-saxons.

En ce qui concerne les émissions, l'ascension, amorcée depuis 1978, s'est poursuivie au rythme de 25 % dans l'année, contre 28 % en 1983.

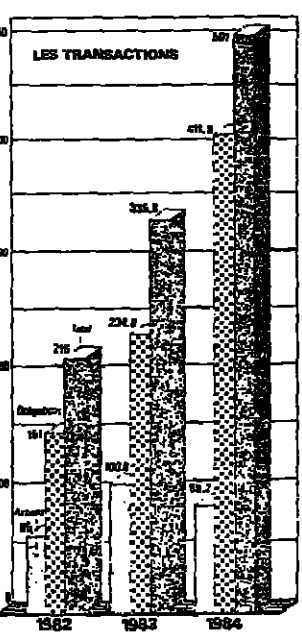
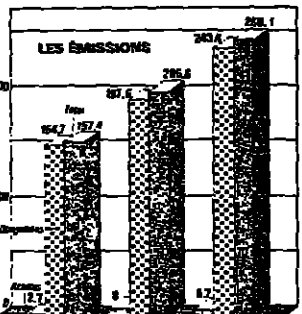
Le fait marquant aura le très net gonflement des emprunts d'Etat (+ 66 %), qui, avec 85 milliards de francs, ont représenté 35 % du total des émissions contre 28 % en 1983. L'essentiel de l'augmentation est dû à celle des obligations renouvelables du Trésor (ORT), dont le montant est passé de 1 milliard de francs à près de 31 milliards. Ce phénomène traduit la volonté de l'Etat d'emprunter davantage à long terme pour combler le déficit budgétaire, en évitant de trop recourir à l'émission de bons du Trésor à court terme, dont l'effet peut être inflationniste.

Parmi les principaux émetteurs, on a noté une légère régression (9 %) des établissements publics (EDF, Caisse nationale de l'énergie, SNCF, CNTI (15,4 % du total) au profit du secteur industriel et commercial, par le truchement d'organismes emprunteurs et prêteurs (Crédit national, CEPME, SDRI), en augmentation de 29 %, pour atteindre 33,5 milliards de francs. Quant aux institutions financières (banques plus Crédit foncier), leurs émissions, utilisées pour financer des crédits hors encadrement sur ressources « longues », ont été supérieures de 28,5 %, leur part du marché passant de 30,5 % à 31,2 %.

On a relevé une formidable augmentation des émissions obligataires à taux variable ou flottant, dont le montant a été multiplié par 3,8, passant de 27,3 milliards de francs à 103,6 milliards de francs. Ce phénomène est la conséquence de l'autorisation donnée, fin 1983, par le Trésor aux grands emprunteurs publics, d'émettre à taux variable, ce qui a ouvert les vannes.

Parmi les nouveautés, foisonnantes ces dernières années, la dernière en date a été l'emprunt Gaz de France à coupon unique, payable en une seule échéance au bout de douze ans : c'est la transaction française des émissions étrangères dites à « coupon zéro ». Sur le plan statistique, la capitalisation boursière des obligations françaises a augmenté de près de 30 % en 1984, passant de 1 032 milliards de francs à 1 310 milliards de francs.

D'une manière générale, le nouveau « boom » de l'année sous revue a été provoqué par deux facteurs, les mêmes qu'en 1983. La baisse des rendements, d'abord (près de 2 %), a entraîné une ruée des prêteurs, anxieux de placer leurs capitaux à des taux devenus très rémunérateurs par rapport à une inflation en nette régression. Ensuite, la nouvelle « explosion » de instruments de placement à court terme, Sicav et Fonds communs, a drainé vers le marché obligataire des liquidités considérables, 50 à 70 milliards de francs, dit-on, dont le caractère précaire, notamment pour la trésorerie des entreprises, a rendu ledit marché tout à fait vulnérable au moindre incident : remontée des rendements en novembre et annonce prématurée du lancement de certificats de dépôts négociables en décembre. Ces incidents ont été à l'origine d'une semaine et d'un jeudi « noirs » dont le souvenir hantera un certain temps les mémoires.



هكذا من الأصل



## AUTOMOBILES ET ACCESSOIRES

## Le roi Peugeot

nant l'affaire de ses nouveaux propriétaires de régler ce problème, tout comme il le reviendra à la firme japonaise Sumitomo de restaurer la situation financière de Dunlop France. Les actions Motobécane et Dunlop ont été rayées de la cote.

Pour clore ce chapitre des pertes, les plus grosses, après celles de Michelin, sont produites par Peugeot. Mais le « Lion » a déjà tiré un trait sur le passé et ne songe qu'à l'avenir. Et l'avenir c'est la 205, mais aussi, selon le président Calvet, le retour aux bénéfices en 1985. Les investisseurs ont fait le pari de la réussite et du redressement rapide de la firme. Le titre a monté de 25 %.

Values	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Europeenne d'accumulateur .....	30,90	36,20	26	28,65
Jaguar .....	34,38	159	108	147,50
Michelin .....	981	1.684	735	750
Peugeot .....	201	235	177	237
Valco .....	384,90	363	285	236

258	177	237
363	205	236

**AGRO-ALIMENTAIRE**

## Calme plat

coûts des corps gras ont pratiquement doublé et, en Espagne, sur le plan juridique, pour obtenir de haute lutte le contrôle de la firme Koipe. Mais les résultats consolidés 1984 seront en baisse de 25 % environ par rapport à l'année précédente...

**Autre découverte pour la Bourse,** celle que suscite la Générale Biscuits...

OPA par le canadien Stégar. A signaler d'autres titres, tels que Martell et Bénédictine qui poursuivent actuellement leur diversification.

Plus discutées, BSN et Pernod-Ricard ont subi les conséquences de conditions climatiques défavorables, qui ont eu pour effet de pénaliser leurs activités de boissons. Plutôt massues tout au long de l'année, ces deux sociétés ont subi une offensive lancée — et réussie — sur Sellaier-Leblanc et qui vise en fait la

double détente des deux rassemblements que comptent ces sociétés. En 1985, pour revenir à 165 millions, alors que, là aussi, la firme a dû batailler sur tous les fronts, notamment avec Etats-Unis où elle s'est heurtée à un nouveau concurrent local de poids : Procter and Gamble.

La Banque Worms, qui défend déjà une participation dans Olin, a pris 1,25 pour cent de la participation de son portefeuille aux termes de laquelle la participation de la Société parisiense et Raveau Cartier dans

persienne et Raveau Cartier dans le capital de Saupiquet vient de franchir le seuil des 10 % réglementaires conduisant à déclaration auprès des autorités boursières.

### Les plus importantes variations de cours de l'année (en %)

1 927	1 313	1 870
775	487	598
365	199	245
850	660	771
579	459,50	488
464	270	380
2.585	848	2.399
26 638	19 828	22 080

1984 : 420 F.

## antes variations année (en %)

décembre 1984)

## CHÉ À RÈGLEMENT MENSUEL

EN BAISSE	
Crescent-Lele	- 98
SGE-SB	- 51
Radioécologie	- 46

Arjomari Péloux	+ 94	Maisons Planch	- 39
Institut Mérieux	+ 91	Application Gaz	- 38
Arjona Dannevik	+ 87	Francorop	- 37
UFB	+ 86	Lesieur	- 36

Biscuit Générale .....	- 29
Pochain .....	- 27

**EURS FRANCAISES - MARCHÉ AU COMPTANT**

EN BAISSE	
Autres	- 90
M.I.L. NV	- 82
Hatch	- 78
Mors	- 70
Ateliers la Loire	- 53
Kader	- 52
Chenavard	- 47
Fosgerolle	- 46
Combreville	- 46
Alst	- 44

RANGÈRES - EMENT MENSUEL	
EN BAISSE	
Barlow Rand	- 54
Telegraph Ward	- 44
Union Carbide	- 43
Noranda Mines	- 43
Minerals Resources	- 42
Explorator	- 41
Empire Indes	- 40

EN HAUSSE		EN BAISSSE	
Union Chassons	+ 996	Amarey	- 90
Union	+ 395	Baril NV	- 32
UAP	+ 300	Barthelemy	- 54
Aspand Ray	+ 230	Mors	- 54
Romselet	+ 193	Ateliers La Loire	- 53
Hélie Denerville	+ 189	Kader	- 52
Fene, Apache W	+ 185	Baril NV	- 47
Touffrais	+ 178	Fougereville	- 46
Rochette Caspa	+ 172	Confreville	- 46
Bergogans	+ 178	Auxet	- 44

VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ À RÈGLEMENT Mensuel			
EN HAUSSE		EN BAISSSE	
Union Phoenix Espagn.	+ 80	Barlow Rand	- 54
Banco Portugal Esp.	+ 56	Telegraph Nord	- 46
Asturias Mins	+ 52	Union Caride	- 44
Plant. Turve Rouge	+ 52	Noranda Mins	- 43
Plant SPA	+ 51	Mineral Resources	- 42
Vielje Montagne	+ 44	Captisair	- 41
Comptoir Samois	+ 40	Bentley Indust.	- 39
Arbed	+ 39	Siffertville	- 39
Pirelli	+ 28	Allegany Intern.	- 38

Blythe Gold Mining .....	36
Blythe Gold Mining .....	37

### VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ À RÈGLEMENT MENSUEL

EN HAUSSE		EN BAISSE	
Union Placide Égypte.....	+ 80	Barlow Rand .....	- 54
Buenos Popular Égypte.....	+ 56	Barlow Rand Nord .....	- 45
Astorianne Minci .....	+ 52	Union Carbide .....	- 43
Placide Turve Rouge .....	+ 52	Noranda Mines .....	- 43
First SFA .....	+ 51	Mineral Resources .....	- 42
Vista Niagara .....	+ 46	Caterpillar .....	- 41
Cockfield Samuels .....	+ 43	Beverly Indent .....	- 40
Arbed .....	+ 39	Stiffesteln .....	- 39
Pirelli .....	+ 28	Allegany Intern .....	- 38

Hoogovens .....	+ 21	Blayco Gold Mining .....	- 37
-----------------	------	--------------------------	------



## MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

## Pleins feux sur les « espoirs »

Les valeurs électriques n'ont pas été aussi déçues en 1984 que l'année précédente. Conséquence : elles ont obtenu le meilleur résultat global. Et encore, surtout grâce à l'élan donné par les « espoirs ». Le meilleur score a été réalisé par Intertek (80 %). Les performances accomplies par la société dans l'information ont paru prometteuses et, comme preuve de ses talents, celle-ci a dégagé des résultats accrus.

CSF est arrivée dans la foulée. Le déficit du groupe se comprime à vue d'œil (plus de la moitié pour l'année sans doute) et le retour à une situation bénéficiaire est en vue. Crouzet est arrivé troisième. L'entreprise a surpris agréablement en renouant avec les profits. A la fin de 1983, Maria Géraud a profité des perspectives qui lui ouvrent à l'étranger, le rachat de la société italienne Magnin Galileo, dont les activités complètent les siennes. Télémeccanique a constitué un autre centre d'intérêt. La situation de la société mère s'améliore (+30 % de bénéfices) et les filiales en difficulté (Béat notamment) se redressent.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Alstom-Alcatel	128	230	128,90	200
CIT-Alcatel	1310	1528	1080	1271
Crouzet	132,90	237	100	226
Intertek (1)	1360	2165	1394	2469
Legrand	1940	2380	1777	1869
Matra	1300	2050	1240	1744
Merle-Gérin	849	1489	520	1378
Messers-Leroy-Somer	518	553	297	441
Moulinex	105	115	89,70	90,10
P.M. Labinal	335	390	286	370
Radiotechnique	465	430	283	217
S.E.B.	450	525	315	340
Sigmat	800	945	650	650
Télémeccanique	1410	2245	1410	2300
Thomson-C.S.F.	219	405	217	402
T.T.T. (2)	2060	2350	1870	2065

(1) Attribution : 1 pour 7. Droit : 250 F.  
(2) Emission à 1400 F. Droit : 73,50 F.

## CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

## En haut de l'affiche

Qui l'eût cru ? Alors que le contexte économique reste assez mauvais, les valeurs de la construction mécanique ont en 1984 en la faveur des investisseurs et le compartiment a inscrit son nom en haut de l'affiche avec près de 40 % de hausse. Singulier ? D'une façon générale, la profession est en pleine restructuration, mais du chemin reste à faire pour parvenir à l'assainissement. Sera-ce pour l'année prochaine ? Certains le disent. Ou pour la suivante ? Le plus grand nombre le croit.

En attendant, la Bourse a joué la sélectivité et porté son choix en particulier sur Avions Marcel Dassault, à cause des succès remportés avec le Mirage-2000. Fives-Lille, à qui l'on reconnaît le mérite de n'avoir pas participé au naufrage meurtrier de Crouzet-Loire, Focom (meilleure rentabilité de la branche), Luchaire (redressement en cours), Générale de Fonderie (en pleine restructuration), Manurhin a même réussi à ne pas baisser. Le patronage de Matra, il est vrai, constitue une garantie pour le marché. En revanche,

Poclair a pâti de sa surproduction. Epéda-Bertrand Faure de la baisse de la consommation des ménages. Ficher-Bauche de la saturation de son marché. Ernault-Somua a déposé son bilan en novembre.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Av. Dassault	445	795	399	832
Crouzet	132,90	237	100	226
De Dietrich	325	440	217	382
Epéda-B. Faure (1)	1420	1465	935	1085
Facom	753	1053	751	1056
Ficher-Bauche	800	821	650	644
Fives-Lille	20	330	193	325
Gén. Fonderie	40,60	55,80	30	53
Manurhin	100,10	185	85	98,90
Poclair (1)	54	74,80	37,50	39,30
SAGEM	1480	1560	1152	1399

(1) Emission à 50 F (11 pour 9). Droit : NC.

## Creusot-Loire : le démantèlement

Un sinistre industriel chasse l'autre. Après la déconfiture d'AMREP, c'était au tour de Crouzet-Loire, le numéro un français de la construction mécanique lourde, d'être au tapis cette année, quelques jours seulement avant que les pouvoirs publics ne fassent (provisoirement ?) le dossier Bousac désormais confié au groupe immobilier Fériel.

Abandonnant d'une longue agonie qui durait depuis de nombreuses années, le tribunal de commerce de Paris prononçait le 28 juin 1984 la mise en règlement judiciaire de Crouzet-Loire. Cette décision ne faisait que confirmer ce que tout le monde savait depuis le 13 juin lorsque le président de Crouzet-Loire, M. Didier Pinaud-Valencienne, avait indiqué qu'il allait demander la mise en règlement judiciaire de sa société. Une information qui allait entraîner le jour-même la suspension de cotation des actions de la firme et de l'autre société du même groupe,

Schneider SA, toutes deux cotées au marché à règlement mensuel. Il fallait bien en passer par là puisque les pouvoirs publics et les dirigeants du groupe Empain-Schneider n'avaient pu tomber d'accord sur les modalités d'un nouveau sauvetage qui, pour M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, consistait « à prendre en charge les trente mille salariés de l'entreprise, à vouloir refaire les pertes à l'État et à privatiser les gains, en refusant les ouvertures des investisseurs... », un comportement qu'il jugeait alors « tout à fait scandaleux ». De son côté, M. Pinaud-Valencienne (qui devait par la suite trouver un nouveau fauteuil à la présidence de la Compagnie financière de développement des entreprises, une des holdings du groupe Empain-Schneider, outre son poste de président de Schneider SA, estimait « avoir fait tout ce que nous pouvions pour éviter un gâchis dont les pouvoirs publics ont délibérément pris la responsabilité ».

Résultat de cette dramatique partie de ping-pong : un démantèlement de l'entreprise entre Usinor pour la métallurgie, Framatome (division énergie et diverses filiales), SPIE-Batignolles (société d'ingénierie CLECIM), la société américaine Rockwell (machines d'impression de Nantes), la firme allemande GEA (les aérotrégers situés sur le même site) et la société suisse Sopas (machines à fabriquer du carton ondulé Martin SA) pour l'essentiel. Delettra-Levivier étant toujours à la recherche d'un nouvel actionnaire.

Pour les salariés de l'entreprise, la « casse » est importante sur le site industriel du Creusot puisque 1576 d'entre eux vont perdre leur emploi sur les 7366 que comptent les neuf établissements ou secteurs de Crouzet-Loire repris par Framatome et Usinor. Ces départs, devenus effectifs le 27 décembre, comprennent, il est vrai, des dispositions spécifiques pour certains d'entre eux (aide au retour, préretraites, conventions spéciales...).

Reste à l'ardoise « pour les pouvoirs publics (2,5 milliards de francs selon eux mais au moins le double si l'on prend en compte la totalité de « l'ampleur du passif ») et pour le système bancaire (1,4 à 1,8 milliard de francs).

Les détenteurs d'actions et d'obligations Crouzet-Loire auront été également les grands perdants de cette tragédie. Lors de la reprise de cotation de Crouzet-Loire intervenue le 26 décembre, la firme, « réservée à la base », n'a pu être cotée et il en allait de même le lendemain, une dernière tentative à 5 F (le titre en valait encore 25,50 F lors de la suspension de cotation le 13 juin 1984) ayant finalement échoué. Il est vrai que si l'on en croit la Commission des opérations de Bourse (COB), les actionnaires de la société « ne pourront prétendre ni à un bon de liquidation ni à un remboursement de leurs actions et que les porteurs d'obligations ordinaires et convertibles ne recevront aucune distribution ».

## INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

## Le règlement du dossier Bousac

Velette incontestée, l'année précédente, avec une hausse de 120 %, ce secteur aura encore progressé de près de 18 % en 1984 avec, il est vrai, des situations très contrastées selon les sociétés concernées. Ainsi, Bic, Essilor, Skis Rossignol ont grimpé en moyenne de 20 à 30 % en douze mois tandis que Sommer-Alibert perdait près de 10 %.

Les valeurs de textile se sont à nouveau bien comportées avec, en tête, DMC (Dollfus Mieg et Cie) qui a gagné plus de 50 %, tandis que A. Rouillier et Prouvost faisaient également preuve de bonnes dispositions. Le groupe Prouvost, qui a entrepris le redressement de ses filiales déficitaires (Fennel et Filpo et Subistat), envisage d'acquiescer ses fonds propres afin de renforcer son assise financière, à hauteur de 200 millions de francs. De son côté, DMC ressent les bienfaits du dernier plan de redressement mis en place, en 1982, et veut poursuivre son recentrage sur ses métiers traditionnels en abandonnant nombre d'activités annexes.

Il faut croire que les dirigeants de DMC ont fait leurs preuves, puisqu'ils ont été choisis par le

groupe immobilier Ferret-Savinel (FÉRINEL), les nouveaux reprenneurs de Bousac pour fournir une assistance technique. De quoi donner une certaine crédibilité à l'opération finalement réussie par M. Bernard Arnault, le patron de FÉRINEL, qui a réussi à confier sur le poteau les groupes Bidemart et Tapie (tous deux appuyés par des organismes financiers divers) avec la bénédiction, il est vrai, des pouvoirs publics, trop contents de se débarrasser d'un dossier si compliqué.

A la Bourse de Paris où l'intérêt pour cette affaire était resté limité, l'année 1984 s'est achevée sur la suspension de cotation des actions de la Société foncière et financière Agache-Wilco et Bon Marché (à la cote officielle) et celles de la Belle Jardinière (marché hors cote de Paris) et de la Compagnie Bousac-Saint Frères (hors cote de Lille), à partir du 17 décembre et « jusqu'à nouvel ordre » selon la formule consacrée. Enfin, il convient de signaler la performance des Skis Rossignol qui s'inscrivaient en décembre à leur meilleur niveau de l'année.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
A. Rouillier	155	245	133	240
D.M.C.	127,50	175	81,60	127,90
Agache-Wilco (foc. et fin.)	94,80	325	80,40	271
Prouvost	28,90	95	30,90	91,50
Sommer-Alibert (1)	457	608	385	415
Dider-Botz	320	685	315	611
Hachette	1540	1787	1300	1450
Parfums de la Cité (2)	1975	2045	1700	2030
Bic	408	519	230	508
Compagnie Lyon-Alsace	212	267	205	240
Essilor	2190	2400	2100	2405
Skis Rossignol	1300	1750	1180	1830

(1) Augmentation du capital : 1 pour 5 à 300 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 6. Cours du droit : 280 F.

## BATIMENT

## La crise, toujours

La crise s'est encore aggravée en 1984 dans le bâtiment et les travaux publics. La Bourse, qui, l'année précédente, s'était montrée assez bonne fille à l'égard de la plupart des firmes exerçant leurs activités dans ces secteurs, retenant surtout les bons résultats obtenus à l'étranger, a cette fois été beaucoup plus sévère, car même les contrats à l'exportation ont baissé. Elle a seulement sélectionné les producteurs de matériaux plus chanceux. Son choix s'est en particulier porté sur Ciments français, Lafarge-Coppée et Poliet. Ce n'est pas sans raison. Malgré une baisse des ventes sur le marché national, Ciments français devrait dégager des profits surs. Sa filiale américaine Coplay, grosse maintenant de la société Louisville Cement, est redevenue bénéficiaire.

Lafarge aussi se porte mieux. Le groupe s'est débarrassé du boulet de ses produits réfractaires par association et poursuit sa diversification prometteuse dans les biotechnologies avec Orsan. Poliet résiste bien à la dépression. Son activité « grand

public » se développe de façon satisfaisante.

La Bourse a également fait un sérieux tri parmi les valeurs d'entreprises intéressées à l'immobilier et aux travaux publics. Elle a forgé vers Bouygues, entreprise solide également en pleine diversification dans l'industrie parapétrolière, avec les actifs d'AMREP, et, dans le tourisme, avec Havas, mais attend que le groupe fasse la preuve de son talent avant de lui accorder une bonne note.

Mais s'agissait de la SGE-SB, une affaire à problème, passée dans le giron de Saint-Gobain, de Maisons Phénix en proie à d'énormes difficultés, et de Dumez dont les résultats escomptés seront en baisse, la sanction est tombée. Dans le bâtiment proprement dit, il est vrai, pour la première fois depuis trente ans les mises en chantier de logements sont tombées à moins de 300 000. Quant aux travaux publics, leur activité a fléchi de 9 % encore.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Auxiliaire d'entreprises (1)	1864	1580	701	855
Bouygues	701	840	551	691
Ciments français	205,20	314	120	290,50
Copay	220	295	173,50	195
Dumez	868	948	592	630
G.T.M. Entrepose	295	329	205	225
Lafarge-Coppée	280,50	394	291,50	361
Maisons Phénix	320	357	240	190,50
Poliet (3)	440	440	280	410
S.C.R.E.G.	163,90	283	121,50	134,50
S.G.E.S.B. (4)	97	106	47,20	47

(1) Attribution : 4 pour 9. Droit : 400 F.  
(2) Emission à 190 F (1 pour 5). Droit : 8 F.  
(3) Emission à 290 F (1 pour 5). Droit : 13 F.  
(4) Emission à 50 F (2 pour 5). Droit : 0,15 F.

## CHIMIE

## Roussel-Uclaf superstar

Très en forme l'an dernier, le compartiment de la chimie a beaucoup moins forcé l'allure en 1984. Il a eu seulement une bonne moyenne et n'a décroché qu'un accessit. La raison en est qu'à cause de la restructuration en cours, l'expansion dans cette branche industrielle, essentiellement constituée de sociétés exerçant leurs activités dans la pharmacie et les cosmétiques, s'est ralentie.

Ce n'est évidemment pas vrai pour toutes les entreprises. Porté par ses deux produits vedettes, le Claforan (antibiotique) et le Decis (un insecticide hyperpuissant non toxique), Roussel-Uclaf a fait un malheur. La firme du boulevard des Invalides devrait doubler ses résultats et sur les premières indications fournies à mi-parcours, la Bourse lui a décerné la médaille d'or.

Le laboratoire Bellon et l'Institut Mérieux ont eu droit aussi de figurer

au tableau d'honneur, le premier dans l'espoir, un peu déçu en fin d'année, de résultats sensiblement améliorés, le second en raison des perspectives d'avenir ouvertes par le rapprochement avec l'Institut Pasteur production.

En revanche, la Bourse s'est montrée beaucoup moins généreuse pour la distribution des autres prix. L'Oréal n'en a eu aucun. Le groupe ne connaît toujours pas la crise mais sa croissance planifie. Les résultats dans les cosmétiques seront du même ordre de grandeur que pour 1983. L'Air liquide n'a pas été primé non plus. L'affaire croît lentement et se reorganise dans la pharmacie pour trouver un second souffle. La Sanofi n'a pas davantage inscrit son nom au palmarès. Le groupe continue à dégager de bons résultats mais les investisseurs veulent juger de ses capacités créatives.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Arjomari (1)	360	642	361	650
L'Air liquide (2)	526	578	497	570
Institut Mérieux	820	1525	720	1370
L'Oréal	2219	2630	2100	2240
Nobel-Bazel	10,85	15,70	4,55	6,70
Roussel-Uclaf	785	1719	700	1620
Sanofi	532	595	449	580

(1) Emission à 280 F (1 pour 5). Droit : 18,50 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 8. Droit : 68 F.

## SERVICES

## La Lyonnaise des eaux fait le ménage

Une hausse de 7 % pour l'ensemble de l'année, c'est bien peu pour ce secteur qui avait progressé de 73 % l'année précédente. Il est vrai qu'on y compte de nouveaux venus en phase d'acclimatation avec l'arrivée, depuis un an, d'Accor, l'une des valeurs « chouchoutes » de la Bourse en raison de la politique hôtelière volontariste que pratique cette chaîne hôtelière au-delà des mers, y compris en Asie où a été posée, le 17 octobre 1984, la première pierre du Yu Yang Novotel.

Pure coïncidence, c'est sur ce même marché à règlement mensuel que ACCOR a retrouvé cette année la SODEXHO, numéro un de la restauration collective en France, dont le Patron, M. Pierre Bellon, a mené la vie dure à ses dirigeants lors de la fameuse bataille boursière destinée à conquérir Jacques Borel. Aujourd'hui, SODEXHO affiche avec satisfaction un chiffre d'affaires pratiquement doublé en

trois ans et des résultats multipliés par plus de cinq dans le même temps.

La Lyonnaise des eaux, qui continue à faire le ménage dans le groupe présidé par M. Jérôme Monod, s'est fermement attaquée à la fin de l'été au problème posé depuis plusieurs années par Degrémont, sa filiale numéro un mondial du traitement de l'eau qui subit de lourdes pertes pesant sur les comptes — et les cours boursiers — de la société-mère.

Un plan de redressement drastique a été annoncé au mois de décembre. « Frères-enemis » dans le secteur de l'eau, la Générale et la Lyonnaise des eaux vont se retrouver côte à côte ou plutôt de part et d'autre des rives de la Seine, la droite étant confiée à la Générale des eaux et la gauche à la Lyonnaise, pour exercer une activité effectuée là en régie par la Ville de Paris.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Accor	225	244	202	237,90
Bis	235	319	230	290
Club Méditerranée	772	1145	755	1059
Eaux (Générale des) (1)	560	602	487	530
Europe (1) (2)	600	873	592	759
Eaux (Lyonnaise des)	770	871	602	690
Havas	929	949	810	850
Publicis	1210	1550	1100	1480
Sodexo	2750	3578	2784	2840

(1) Attribution gratuite : 1 pour 4. Dernier cours : 133 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 4. Dernier cours : 67 F.

## DISTRIBUTION

## Médaille de bronze

La baisse du pouvoir d'achat n'est plus un mythe. Elle est bien réelle et les Français en savent quelque chose. Pourtant, assez singulièrement, les valeurs de distribution sont montées cette année sur le podium et, en réalisant la troisième meilleure performance boursière, ont reçu la médaille de bronze.

Nouvelles Galeries, BHV, Galeries Lafayette, ont crevé tous les plafonds avec des cours très largement doublés. Comptoirs modernes, Darty, Darty, Docks de France, Printemps, Carrefour, Euromarché, ont fait également de très bons parcours. Quelques-uns, quand même, sont restés à la traîne comme Casino, dont les bénéfices devraient tout juste affleurer le niveau de 1983 et Guyenne et Gascogne avec une rentabilité en baisse à cause des abandons de créances consentis aux filiales en difficulté. S'agissant de Casino ce n'est peut-être que partie remise. Le groupe a des atouts avec sa restauration et son bricolage.

Pour Guyenne et Gascogne, c'est moins sûr. La chute des profits a

surpris pour un exercice prétendument de rétablissement. Mais passons. La question se pose maintenant de savoir pourquoi la distribution, déprimée en 1983, a soudainement retrouvé les faveurs des investisseurs. La consommation des ménages aurait-elle repris ? Ça se saurait. En fait, le premier élément de réponse se trouve dans le constat dressé pour 1983. Les valeurs intéressées étaient très dépréciées et, dans bien des cas, leurs cours étaient inférieurs à leur valeur marchande.

En quête de titres susceptibles d'effleur leurs portefeuilles, les investisseurs ont donc tout naturellement repris leurs achats. Si, en règle générale, les chiffres d'affaires ne progressent pas beaucoup, les résultats ne baissent pas. En outre, deuxième élément de réponse : la plupart des sociétés ont amélioré leur productivité, maîtrisant mieux le pincement de leurs marges et si, comme certains le disent peut-être un peu vite, le pouvoir d'achat s'améliore légèrement en 1985, les bénéfices suivront. CQFD.

Cette année aura en particulier été marquée par la sortie de Félix Potin de la distribution. Le groupe a vendu à des investisseurs étrangers sa participation dans Primatiers (57,8 %), qui exploitait son enseigne.

Valeurs	30-12 1983	Plus haut	Plus bas	28-12 1984
Alcatel supermarchés (1)	414	724	390,60	680
BHV	113	215	109	189
Carrefour (2)	1250	1913	1210	1815
CEDIS	519	1055	836	880
CEAO (3)	556	792	529	765
Comptoirs modernes	572	643	363	450
Darty	1395	2430	1293	2230
Darty	778	1199	771	1070
Docks de France	533	815	541	745
Euromarché	681	850	630	840
Galeries Lafayette	150	340	130	312
Guyenne et Gascogne	319	345	280	303
Nouvelles Galeries	67	160	66	151
Printemps (Au)	127,90	203	130	189
Primatiers	1275	1680	1225	1662
Redoute (La)	1438	1326	995	1200
SCOA	55	67,20	45,50	59
UHS	595	674	535	630
Uniprix	1080	1175	628	900

(1) Emission à 480 F (1 pour 5). Droit : 36 F.  
(2) Attribution gratuite : 1 pour 3. Droit : 548 F.  
(3) Emission à 470 F (1 pour 5). Droit : 25 F.

مكتبة من الأصل



NEW-YORK

A la traîne

Tirailé entre autant d'éléments positifs pour le marché new-yorkais (l'incontestable reprise de l'économie américaine, la chute de l'inflation et la réélection du président Reagan) que d'éléments défavorables (la persistance d'un déficit budgétaire fédéral colossal et une navigation à vue sur la vague des taux d'intérêt), Wall Street a fait preuve d'une continuelle hésitation tout au long de l'année. En dépit de quelques velléités de reprise aussitôt réduites à néant, le découragement s'est rapidement emparé des professionnels, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait commencé l'année en fanfare, devait rapidement baisser les bras pour évoluer en dents de scie tout au long du second semestre.

En fin de parcours, New-York, qui avait grimpé de plus de 20 % l'année précédente, aura reculé de 6 % en 1984, pour retomber en queue de peloton. Un sérieux revers pour le « grand frère » américain et que certains n'ont pas hésité à interpréter déjà comme l'annonce d'une « récession douce », d'autant plus

préoccupante qu'elle interviendrait à l'issue d'un cycle de reprise particulièrement court et qui n'a pas eu le temps de s'étendre aux autres pays, notamment européens.

Situé à 1 258,63 points au début janvier, le Dow Jones atteignait quelques jours plus tard son plus haut niveau de l'année (1 287) alors que Wall Street battait le record des transactions quotidiennes : 160 millions de titres contre 143,9 millions le 4 novembre 1982. Mais, un mois plus tard, la Bourse de New-York avait déjà mangé son pain blanc, et le mouvement de baisse devait s'accroître en mars lorsque le « prime rate » fut porté de 11 % à 11 1/2 %.

Confirmant les prévisions peu optimistes de M. Hien Kaufman (le « chouchou » de Wall Street) faisait le pari d'une nouvelle remontée des taux d'intérêt aux États-Unis, le taux d'escompte était relevé de 8 1/2 % à 9 % début avril.

Progressant par paliers, le taux de base bancaire devait d'ailleurs se

baisser jusqu'à 13 % au mois de juin, soit 2 points de plus qu'en début d'année, alors que se confirmaient les signes d'un ralentissement de la croissance exprimée en termes de PNB. En progression de 5,7 % au second trimestre 1984 (chiffre provisoire), celui-ci ne devait plus croître que de 3,6 % le trimestre suivant (avant d'être révisé à 1,6 %), un élément qui devait calmer ceux qui craignaient la « surchauffe ». Aussi, après avoir encaissé le mois précédent une baisse de 32 % d'ITT en quelques jours à l'annonce de résultats trimestriels très mauvais, l'indice Dow Jones repassait-il au mois d'août la barre des 1 200 avec laquelle il devait flirter jusqu'au mois de novembre, sans pouvoir s'en détacher.

Entre-temps, le « prime rate » avait commencé une descente en escalier qui devait le ramener à 12,5 % puis 12 % au moment de l'élection présidentielle. Donné largement gagnant dès le début de l'année, le tandem Reagan-Bush devait effectivement l'emporter, mais, loin de reconforter Wall Street, cette victoire du Parti

républicain allait entraîner une baisse des cours. Il est vrai que certains opérateurs sont passés maîtres dans l'art de prendre leur bénéfice d'un jour à l'autre quand l'irrégularité prévaut à ce point, mais le sentiment dominant était que les véritables difficultés allaient vraiment commencer pour la nouvelle administration Reagan.

C'est ce que devait sans doute lui signifier le baromètre numéro un du marché new-yorkais en restant obstinément collé sur la barre d'équilibre. A la veille du jour de l'an, il terminait l'année à 1 205 points environ alors que se dégageait l'horizon en termes de taux, le « prime rate » ayant reculé de 11,25 % à 10,75 %. Huit jours plus tard, le taux d'escompte se voyait amputé de 0,50 % pour être ramené à 8 %, les taux des fonds fédéraux s'établissant finalement aux alentours de 7 3/4 %.

Inflation modérée, hausse des investissements et amélioration du pouvoir d'achat, voilà ce qui devrait caractériser l'économie américaine

pour les prochains dix-huit mois, selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Mais, précise cette organisation internationale, le déficit extérieur (100 milliards de dollars environ en 1984) exercera encore une influence négative. Quant au taux de croissance, tombé de 8 % à 2 % environ entre le début et la fin de l'année 1984, il devrait se maintenir aux environs de 3 % d'ici à la mi-1986, estime l'OCDE.

Ce ralentissement prévisible se trouve d'ailleurs confirmé par les statistiques publiées par le département américain du commerce. Au cours du dernier trimestre 1984, le PNB américain aura vraisemblablement progressé de 2,8 %, soit à un taux nettement inférieur aux 10,1 % et 7,1 % du premier et second trimestre, mais tout de même au-dessus de 1,6 % (chiffre révisé en baisse) du troisième trimestre. C'est en considérant ce tableau que certains économistes américains ont estimé que la reprise de la consommation constatée en novembre et décembre à la veille de fêtes, allée

au récent et net recul des taux d'intérêt, devrait donner un « second souffle » à l'économie américaine au cours des prochains mois.

	Cours fin 1983	Cours fin 1984
Alcoa	44 7/8	36 5/8
ATT	61 1/4	19 3/8
Boeing	43 3/4	56 1/4
Chase Man. Bank	45 1/2	47 3/4
De Post de Nemours	52	48 1/8
Eastman Kodak	76 3/8	72 1/8
Exxon	37 1/8	44 3/8
Ford	42 1/2	44 7/8
General Electric	58 5/8	56 1/2
General Foods	51 3/8	55 3/4
General Motors	74 3/8	77
Goodyear	38 1/2	25 5/8
IBM	123 3/8	123 1/8
ITT	44 3/4	29
Mobil Oil	28 3/4	28
RTI	35 3/4	41 3/4
Schlumberger	50 1/4	37
Tosco	36	34 1/4
UAL Inc.	36 3/4	44 1/8
Union Carbide	62 3/4	38
US Steel	32 1/2	28 3/4
Westinghouse	54 3/4	25 3/8
Xerox Corp	49 3/4	38 1/4

FRANCFORT

Une année blanche

Malgré l'accroissement de la demande étrangère réduite par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt mais aussi par les possibilités de gains de change, Francfort n'a pas reculé sur l'exploit de 1983. L'année écoulée aura pour ainsi dire été blanche, et le marché aura occupé tout le second semestre à rétablir une situation passablement détériorée au cours des six premiers mois.

Détériorée est bien le mot puisque, entre le début de février et jusqu'à la mi-juillet, en moyenne les cours allaient baisser de 17 %. L'année avait pourtant commencé en fanfare. Convaincus que le devis-chemar allait s'apprécier vis-à-vis du dollar et encouragés par les prévisions optimistes sur les bénéfices industriels, les investisseurs étrangers s'étaient à nouveau assez massivement portés acquéreurs de valeurs allemandes. Dans les premiers jours de février, l'indice de la Commerzbank avait ainsi culminé à 1 093,60.

Mais les inévitables ventes bénéficiaires, la fermée persistante du dollar, enfin le recul inattendu de Wall Street allaient clore cette phase de hausse.

Rien dès lors, même les très bons résultats publiés par les grands groupes chimiques (BASF, Hoechst, Bayer) ne parvint à réchauffer le marché, littéralement touché par les mouvements de grève déclenchés par les deux grandes fédérations syndicales, l'IG Metall et l'IG Druck. Ces fédérations réclamaient la semaine de 35 heures. De graves perturbations furent ainsi causées à l'industrie allemande, dans l'automobile en particulier. Dans l'ensemble l'économie de RFA fut contrainte de tourner au ralenti jusqu'au creux de l'été et le marché en fut contrarié. Autant le dire : la démission en juin de M. Otto Lambrecht, ministre de l'économie impliqué dans l'affaire des pots-de-vin versés par le groupe Flick, fut assez mal ressentie dans les milieux financiers. Quant finalement, ce qui fut l'un des plus grands conflits de l'histoire industrielle allemande (10 milliards de DM de pertes pour les seules entreprises métallurgiques) prit fin, avec l'accord signé le 28 juin à Stuttgart sur une réduction moyenne à 38 h 30 de la durée du travail hebdomadaire, le marché ne se releva pas immédiatement.

Avec les inquiétudes provoquées par l'évolution des taux d'intérêt mais aussi par la faiblesse de Wall Street, il y eut en juillet un passage à vide. La reprise ne s'amorça vraiment qu'en août à la faveur de la décision prise par la Réserve fédérale américaine de ne pas modifier ses objectifs de croissance monétaire pour 1984, ce qui, pour le moins, signifiait le maintien du loyer de l'argent à son niveau. D'autre part, jusqu'ici redoutée, la hausse du dollar fit office de levier, les opérateurs ne retenant que son aspect heureux sur les bénéfices réalisés par les firmes exportatrices.

Épaulé de temps à autre par les hausses fugitives de Wall Street, le mouvement de reprise allait ainsi se

	Cours fin 83	Cours fin 84
AEI	80,50	102,50
BASF	173	186,20
Bayer	172,50	192,50
Commerzbank	170,50	169,50
Deutschebank	338,30	383,10
Hoechst	181,30	191,20
Karstadt	284	242
Mannesmann	144	150,30
Siemens	382,10	473,90
Volkswagen	218,50	204,40

poursuivre sans accroc ou presque jusqu'à la fin octobre. Après tout, les prévisions étaient optimistes pour l'activité économique, et la détente sur le front des taux s'amorçait enfin.

C'est alors qu'ayant pratiquement regagné le terrain perdu en début d'année, le marché dut absorber des ventes bénéficiaires. De nouveau, il y eut un flottement entretenu par les nouvelles retombées de l'affaire Flick. La nouvelle victime était cette fois le président du Bundestag, M. Barzel. Mais ce dernier ayant à son tour démissionné, les investisseurs se remirent à patrouiller à la recherche de bonnes affaires, et la tendance à la fermeté persista presque jusqu'à la fin de l'année.

Une vingtaine d'introductions ont eu lieu en 1984 à la Bourse de Francfort, dont l'on retiendra surtout celles de Porsche en mai et de Nixdorf en juin.

Sur le marché obligataire, le fait saillant a été la suppression en août

du Kuponstener, autrement dit de la taxe (25 %) frappant les revenus d'obligations détenues par les étrangers. C'était en quelque sorte la réponse du berger à la bergère. Fin juillet l'administration américaine avait pris une mesure identique, et la RFA entendait ainsi riposter pour retenir les capitaux attirés par les États-Unis.

Places	Fin 1983	Fin 1984	%	Plus haut 1984	Plus bas 1984
Hongkong	875	1 206	+ 38	1 206	746
Tokyo	731	891	+ 22	904,9	735,4
London	772	926	+ 19	942,6	755,3
Amsterdam	153	181	+ 18	182,3	146,8
Milan	192	218	+ 13	229,5	192
Francfort	1 044	1 093	+ 4	1 102	917,7
Zurich	316	319	+ 1	321,9	291
Bruxelles	341	340	-	364,3	311,9
New-York	1 283	1 208	- 6	1 284,6	1 086,7

TOKYO

Un test d'audience

Bis repetita placent. En hausse de 23 % en 1983, le Kabuto-Cho a reproduit cette année un score identique. Mais alors que le précédent mouvement de hausse s'était déroulé quasiment sans a-coups, le parcours suivi cette fois a été beaucoup plus accidenté. Une profonde fracture est même apparue dès le début mars après que la barre des 10 000 à l'indice Nikkei Dow Jones eut été franchi pour la première fois de l'histoire. La baisse survenue à ce moment-là, et qui allait durer trois mois, pour atteindre 12 %, devait reconduire la Bourse japonaise virtuellement à son point de départ.

Les investisseurs étrangers, qui interviennent pour une part assez importante dans les transactions (globalement de 13 % à 15 % environ, mais bien davantage en réalité dans la mesure où leurs achats sont assez concentrés sur les « blue chips »), commencèrent d'abord par prendre leur bénéfice. Réaction technique normale. Mais leurs ventes allèrent se multiplier à mesure que les taux d'intérêt grimpaient aux États-Unis, que le dollar montait et que s'amorçait donc l'espoir de voir le yen se réapprécier.

D'autre part, les prévisions économiques pour le Japon n'étaient pas très encourageantes, de sorte qu'un sentiment de méfiance se mit à grandir dans les rangs de la clientèle étrangère. Cette méfiance allait en quelque sorte empoisonner le marché jusqu'en août. De fait, durant cinq mois, l'étranger fut vendeur net de valeurs mobilières japonaises, ce qui n'est pas si fréquent. Il le fut même pour l'année entière et pour une valeur record de 1 800 milliards

de yens, ce qui témoigne de ses réticences. Quand même un mouvement de hausse finit par s'amorcer au mois d'août. Les nouvelles économiques étaient plus encourageantes. Grâce à la forte reprise américaine, à la dépréciation du yen aussi, qui, économiquement avait du bon, les exportations continuèrent de croître, et les prévisions d'excédents pour 1984 portaient déjà sur un chiffre record

	Cours fin 1983	Cours fin 1984
Akai	609	455
Bridgestone	641	535
Canon	1 570	1 290
Fuji Bank	508	1 230
Honda Motors	1 110	1 240
Matsushita Electric	1 590	1 550
Mitsubishi Heavy	578	765
Sony Corp.	3 668	3 350
Toyota Motors	1 590	1 250

HONGKONG

Le retour à la Chine en 1997

Passablement perturbé depuis deux ans dans la perspective du prochain rattachement à la Chine populaire de l'actuelle colonie britannique (convenu, sur le papier, au mois de septembre), Hongkong aura été fortement secoué fin mars 1984 lors de l'affaire Jardine Matheson, avant de reprendre totalement ses esprits, jusqu'à s'inscrire fin décembre à son plus haut niveau de l'année, terminant en tête des Bourses mondiales.

Déjà, en août 1982, ce marché avait connu son « jeudi noir » sous l'effet de la publication de mauvais résultats semestriels, un prétexte qui cachait en fait les trop nombreuses incertitudes pesant sur l'avenir de Hongkong. En légère reprise en début d'année, le marché subissait tout à coup un véritable « typhon financier » fin mars lorsque fut annoncé le retrait de Hongkong de la firme de négoce des Bermudes au profit de Jardine Matheson, un conglomérat créé à Canton en 1832. Ce désengagement de la colonie britannique prend toute sa signification quand on sait que Jardine Matheson était, jusque-là, la plus ancienne et la plus importante société de commerce installée sur ce territoire.

Du coup, l'indice boursier Hang Seng, qui avait déjà reculé de 61,76 points au lendemain de cette nouvelle, en perdit pratiquement autant le lendemain, la décision de Jardine Matheson ayant eu le même effet sur la Bourse que « si la reine d'Angleterre avait émigré en Australie », constatait un professionnel. Cette « bombe » éclatait à quinze jours de l'arrivée à Pékin de Sir Geoffrey Howe, mais, le 26 septembre 1984, le secrétaire au Foreign Office signalait avec son homologue chinois l'accord final (approuvé début décembre par le Parlement britannique) aux termes duquel Hongkong, à l'expiration d'un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, retournera le 1<sup>er</sup> juillet 1997 dans le giron chinois après avoir été pendant près d'un siècle une colonie britannique.

« Le meilleur accord possible », selon l'expression de Sir Geoffrey, avait-il définitivement rassuré la population (chinoise à 98 %) et surtout les milieux financiers ? Tout-à-coup est-il que l'indice Hang Seng devait amorcer une nette reprise à partir de ce moment-là, alors que devenaient de plus en plus confiants les commentateurs formulés à l'égard

de celle qui est la troisième place financière mondiale, derrière New-York et Londres.

En 1984, Hongkong aura enregistré une croissance de 8 %, motivée, en partie, par la reprise américaine : les faits marquants de l'année étant le retour à l'équilibre de la balance des paiements et le faible montant de la dette extérieure de la colonie. Par ailleurs, le dollar Hongkong a fait preuve de vigueur en fin d'année, et le commerce avec la Chine commence à se développer sérieusement, une grande partie du financement et des contacts commerciaux de l'Empire du Milieu passant à présent par Hongkong.

A environ 1 200 points fin décembre, l'indice Hang Seng se retrouve pratiquement à son plus haut niveau depuis le 29 juillet 1982. Loin derrière le record de 1 806 atteint en juillet 1981, il a toutefois nettement redressé le tir par rapport au 4 octobre 1983 lorsqu'il était tombé à 690, au plus bas moment de la négociation sur ce territoire appelé à devenir une « zone administrative spéciale » sous le nouveau nom de « Hongkong Chine ».

Toutefois, le Kabuto-Cho commença à trouver peu à peu son second souffle. Le réveil de Wall Street n'y fut pas étranger. Mais ce fut surtout l'espoir de voir le dollar se décider enfin à reculer après les élections américaines qui permit au marché de décoller à l'automne. A nouveau, les investisseurs se mirent à tabler sur des gains de change avec un yen plus fort. Jusqu'à la réélection de M. R. Reagan, le Kabuto-Cho fit preuve d'excellentes dispositions et salua au passage la reconduction le 4 novembre de M. Yasu Nakasone dans ses fonctions de premier ministre.

Par la suite, il devait maintenir le cap en mettant cependant jusqu'à la fin de l'année beaucoup moins d'entrain à monter. C'est que, dans le « quartier des guerriers », le petit jeu des spéculations s'est remis à faire fureur. L'on y joue depuis novembre à parier sur la capacité du Japon à faire front à la montée du protectionnisme en général, américain en particulier. Pour cause : Les exportations nippones vers les États-Unis progressent très rapidement, et c'est inquiétant, car elles vont compter pour 23 % environ dans le déficit commercial de ce pays pour 1984 (130 milliards de dollars).

La situation à laquelle le Japon est confronté n'est pas nouvelle, mais elle change de dimension. L'évolution des cours du Kabuto-Cho dépendra donc des facultés d'adaptation des entreprises nippones aux contraintes qui leur sont imposées. De l'avis des experts, l'année 1985 sera entièrement placée sous le double signe des possibilités d'ouverture économique, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Le marché aura donc tout loisir cette fois de mesurer son audience en vraie grandeur.

	Cours fin 1983	Cours fin 1984
Boecham	385	390
Bowater	265	214
Bih. Petroleum	406	485
Conradis	123	128
De Beers (*)	7,45	423
Dunlop	39	25
Free State Geduld	37 1/4	23
Glasco	702	1 095
Gr. Univ. Stores	616	703
Imp. Chemical	636	736
Shell	608	636
Unilever	895	1 062
Vickers	136	211
War Loan	36 1/8	35 5/8

(\*) En dollars.

	Cours fin 1983	Cours fin 1984
Boecham	385	390
Bowater	265	214
Bih. Petroleum	406	485
Conradis	123	128
De Beers (*)	7,45	423
Dunlop	39	25
Free State Geduld	37 1/4	23
Glasco	702	1 095
Gr. Univ. Stores	616	703
Imp. Chemical	636	736
Shell	608	636
Unilever	895	1 062
Vickers	136	211
War Loan	36 1/8	35 5/8



# SOCIÉTÉ

PAR CRAINTE D'UN ATTENTAT DE L'ASALA

## Sécurité renforcée dans les aéroports et dans les gares

Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises, dès vendredi soir 28 décembre, dans des gares, dans certains trains et dans des aéroports parisiens à la suite de rumeurs, à Beyrouth, faisant état de l'imminence d'un attentat de l'ASALA. L'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, contre des intérêts français et, notamment, contre un avion d'Air France en vol, pour protester contre l'incarcération de cinq Arméniens en France (le Monde daté 23-24 décembre).

Le 21 décembre dernier, cinq Arméniens ont été condamnés à des peines de prison par le tribunal de Crétail (Val-de-Marne), qui les avait jugés complices de l'attentat, revendiqué par l'ASALA, contre des installations de la compagnie Turkish Air Lines à l'aéroport d'Orly en juillet 1983. Huit personnes avaient trouvé la mort, et une cinquantaine d'autres avaient été blessées.

Vendredi soir 28 décembre, un correspondant anonyme, se réclamant de l'ASALA, avait indiqué, dans un appel à une agence de presse étrangère à Beyrouth, que son organisation avait décidé de faire sauter un avion de la compagnie Air France, avec tous ses passagers, et que cette décision serait bientôt mise à exécution. Dimanche 30 décembre, un journal de Beyrouth publiait la même information, en faisant état de la même source.

Aussitôt, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle notamment, la police de l'air et des frontières (PAF) décida de fouiller les avions et les passagers d'Air France, grâce à l'aide d'une centaine de CRS venus en renfort. Les mêmes mesures ont été appliquées à l'aéroport d'Orly, mais il semble, à ce jour, que ces fouilles n'aient donné aucun résultat.

De son côté, la SNCF choisissait d'intensifier la surveillance de ses trains, avec l'assistance, dans les gares parisiennes, d'une centaine de CRS. La surveillance a été particulièrement renforcée sur les lignes du TGV entre Marseille et la capitale, chacun gardant en mémoire le double attentat de la Saint-Sylvestre 1983 à la gare Saint-Charles, à Marseille (deux morts et treize-quatre blessés) et dans le TGV Marseille-Lyon (trois morts et trois blessés). Ce double attentat du 31 décembre 1983 avait été revendiqué, plusieurs jours plus tard, par l'Organisation de la lutte armée arabe, et le nom de « Carlos » avait même été avancé par certains informateurs.

A la SNCF, on assure que ces mesures discrètes de sécurité portent essentiellement sur les lignes Paris-Lyon-Marseille-Toulon-Nice, et qu'elles sont bien accueillies.

## EN BREF

### Mille pneus cravés dans la banlieue de Bordeaux

Des vandales, dans la nuit de samedi 29 décembre, ont cravé les pneus de plusieurs centaines de voitures stationnées dans les rues de Lormont, dans la banlieue de Bordeaux.

Au total, environ mille pneus ont été cravés à coups de poillon. Trois cents automobilistes ont déposé plainte au commissariat. Ce n'est pas la première fois que de tels actes de vandalisme se produisent dans cette cité-dortoir, sur la rive droite de la Garonne, mais jamais cela n'avait atteint une telle ampleur. Les vandales ont agi, chaque fois, au moment des fêtes. (Corresp.)

### BEAUBOURG EN PANNE... D'ÉLECTRICITÉ

Un incendie au poste Beaubourg du central EDF, rue des Archives, à Paris-3<sup>e</sup>, a provoqué une panne d'électricité, le 29 décembre, de 1 h 30 à 21 h 33. Soixante-dix mille lignes électriques ont ainsi été coupées dans cinq arrondissements de la capitale. Le Centre Georges-Pompidou, à Beaubourg, est resté fermé au public.

Moins d'attentats, plus de hold-up en Corse en 1984. — Les statistiques 1984 de la criminalité en Corse font apparaître une diminution des attentats à l'explosif (468), soit 21 % de moins qu'en 1983, et des homicides (27 contre 45). En revanche, les attaques à main armée sont en augmentation générale (133 contre 102). Mais il faut différencier la Corse-du-Sud, où elles sont en régression, de la Haute-Corse, où elles se sont accrues de 50 %.

Aide aux anciens détenus et faux papiers. — Le directeur d'une association d'aide aux personnes en difficulté et aux anciens détenus a été inculpé et écroué, vendredi 28 décembre à Lyon, pour trafic de faux papiers. M. Robert Jeuris, cinquante-quatre ans, directeur de l'association Régis, qui travaille à Oullins (Rhône) et dans la région lyonnaise à la réinsertion sociale des délinquants et des détenus, est accusé d'avoir fourni de fausses pièces d'identité à un homme recherché par la police à la suite d'un cambriolage. Son adjoint, M. Guy Goepfert, a été écroué pour complicité.

### 89 FM à Paris

du lundi au vendredi  
à 8 h 50

Colette Godard

Claire Devarnieux

Caroline de Baroncelli

Accident d'avion à Bali. — Dix personnes ont été blessées, le dimanche 30 décembre, dans l'accident d'un DC 9 indonésien qui s'est écrasé puis a pris feu sur la piste de l'aéroport de Denpasar, dans l'île de Bali. — (Reuters).

### MORT DE GAYLORD HAUSER DIÉTÉTICIEN DE L'ALIMENTATION NATURELLE

Le nutritionniste américain Gaylord Hauser, qui fut un ardent défenseur de l'alimentation naturelle et fut le pionnier de la naturopathie, est mort en Californie, mercredi 26 décembre, à l'âge de quarante-neuf ans, des suites d'une pneumonie.

C'est d'une façon tout à fait empirique que G. Hauser découvrit les vertus des produits naturels. Alors qu'il venait de subir une opération de la hanche, qui le mit dans un état de grande faiblesse, il entreprit de se soigner à l'aide de médicaments anciens et d'une alimentation uniquement composée de salades, de légumes et de jus de fruits. Ce traitement lui ayant réussi, G. Hauser décida d'en faire bénéficier ses concitoyens. Il écrivit de nombreux ouvrages vantant les bienfaits de l'alimentation naturelle, qui furent traduits en vingt-sept langues. La réputation du nutritionniste fit bientôt le tour du monde, allant jusqu'à Kyoto où les japonais érigeaient une statue à son image. Diététicien reconnu, G. Hauser fut aussi très profit de ses théories. Il créa une gamme de produits diététiques qui porte son nom et fit des produits naturels non seulement un nouveau mode d'alimentation, mais aussi une véritable industrie.

Né le 17 mai 1895 à Tübingen en Allemagne, Gaylord Hauser émigra aux États-Unis en 1912 et obtint la nationalité américaine en 1938. Docteur en naturopathie du Collège de Chicago et de l'école de naturopathie américaine de New-York, il fut directeur honoraire à l'université phytotechnique de Bruxelles et à l'école des sciences de la nutrition de Buenos-Aires, en Argentine.

### MORT DU PHYSICIEN ATOMISTE SOVIÉTIQUE ISAAC KIKOTINE

L'académicien soviétique Isaac Kikotine est mort, vendredi 28 décembre, à l'âge de soixante-seize ans. Sa notice nécrologique, signée par Constantin Tchernenko et par de hauts responsables scientifiques soviétiques, précise qu'il a figuré parmi les physiciens qui sont à l'origine du développement de la science et de la technologie atomiques en URSS.

Né le 28 mars 1908, Isaac Kikotine est connu pour ses travaux sur les semi-conducteurs et pour avoir découvert, en 1933, l'effet photomagnétique dans ces matériaux. En 1943, il a participé à la fondation de l'Institut de l'énergie atomique Kourchatov, à Moscou, où il a été mis au point le premier réacteur nucléaire en 1946 et, trois ans plus tard, le premier bombe atomique soviétique. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS, Isaac Kikotine a reçu le prix Lénine en 1959 et a été, à cinq reprises, titulaire de l'Ordre de Lénine.

## Violent séisme dans les Vosges

L'inquiétude reste vive dans les Vosges après le tremblement de terre qui a secoué, samedi 29 décembre, la ville de Remiremont et les communes environnantes. L'inquiétude est entretenue par les multiples petites secousses qui ont continué à se produire après le tremblement de midi, de magnitude 4,4 sur l'échelle de Richter (graduée jusqu'à 9).

La plus forte secousse enregistrée samedi n'a provoqué que des dégâts mineurs : quelques cloisons et plafonds fissurés. Un habitant de Remiremont, victime d'une crise cardiaque, a dû être transporté à l'hôpital. A Saint-Amé, une commune de deux mille deux cents habitants, située à 7 kilomètres au sud-est de Remiremont, la population s'est réunie sur la place, près de la mairie, très émue par les grondements du sol et les vibrations qui ébranlaient murs et mobilier.

Les Vosges et le fossé rhénan sont la troisième région de France pour la sismicité, après les Pyrénées et la Provence. Parmi les séismes les plus importants en termes de magnitude enregistrés ce dernier siècle en France, on note la secousse du 29 février 1980 à Arudy (Pyrénées-Atlantiques), celle du 13 août 1967 à Arette (Pyrénées-Atlantiques), qui a tué une personne, celle du 25 avril 1962 dans le massif du Vercors et, enfin, celle du 11 juin 1909 près de Salon-de-Provence, qui a provoqué la mort de cinquante personnes.

## Peurs et tremblements

La terre a violemment tremblé à Remiremont et dans les environs immédiats de cette petite ville des Vosges, le samedi 29 décembre à 12 h 02. La secousse avait une magnitude d'au moins 4,4, ce qui est déjà assez considérable. Mais le foyer, l'endroit où s'est déclenché le séisme, était probablement à une dizaine de kilomètres de profondeur, si bien que les dégâts ont été quasiment nuls bien que l'épicentre — la projection du foyer sur la surface de la terre — ait été qu'à une dizaine de kilomètres au nord de Remiremont. L'émotion parmi la population a cependant été considérable.

Le Centre sismologique euro-méditerranéen (CSEM) — Bureau central français de sismologie (BCSF) de Strasbourg — où la secousse a été ressentie, a été submergé d'appels téléphoniques, mais il est impossible dans l'état actuel des connaissances de savoir si la secousse du 29 décembre marquait ou non le maximum de l'actuel tremblement de terre de Remiremont qui se trouve dans une zone activement sismique. Le 12 mai 1982, un très violent séisme avait provoqué d'importants dégâts dans cette ville, sans faire de victimes, semblerait-il. Et la secousse avait été ressentie dans une très vaste région, allant de Paris à Francfort, de Cologne à Bourges, d'Orléans à Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie).

Le regain de l'activité sismique est noté dans la région de Remiremont depuis 1973. En 1974, un séisme y a atteint la magnitude 4, et la terre a tremblé plusieurs fois

YVONNE REBEYROL.

## BIBLIOGRAPHIE

### « La protection des réfugiés en France »

de Frédéric Tiberghien

Avant le livre que vient de publier M. Frédéric Tiberghien, maître des requêtes au Conseil d'Etat, sur la situation des réfugiés politiques en France, il n'existait pas d'ouvrage juridique récent faisant le point sur la question. M. Tiberghien, qui est aujourd'hui conseiller technique au cabinet du ministre de la défense, fut de 1979 à 1981 rapporteur auprès de la Commission de recours des réfugiés. Il en a examiné à la loupe toutes les décisions. Il les a classées et les commentées. Il en résulte un tableau très complet de l'attitude qui a été celle de la France pendant trente ans à l'égard des réfugiés politiques.

Selon la convention de Genève de 1951, le statut de réfugié, qui vaut droit de séjour et droit au travail, est réservé à ceux qui justifient d'une « persécution » dans leur pays. Lors de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) l'usage de reconnaître ce statut à un étranger, celui-ci peut saisir la Commission de recours, un organisme juridictionnel qui fixe les règles de droit applicables à ceux qui sollicitent la protection de la France et dont le rôle est par conséquent essentiel, même si ses décisions sont soumises à la cassation du Conseil d'Etat.

Dans sa préface, M. André Jacomet, qui fut président de cette commission, constate que celle-ci a dû constamment s'adapter aux évolutions politiques qui se sont produites dans le monde, les « persécutions » dont parle la convention de Genève prenant sans cesse de nouvelles formes. Il serait, à cet égard, très instructif d'établir une carte de ces persécutions à partir des décisions de la commission. Tel n'est pas le propos de M. Tiberghien, qui, en juriste s'adressant à des juristes, insiste plutôt sur les principes qui guident la commission. Son analyse minutieuse de la jurisprudence montre dans quelles conditions le statut de réfugié peut être accordé et pour-

quoi il arrive qu'il soit retiré à ses bénéficiaires.

Les spécialistes trouveront dans ce livre des informations jusqu'à présent difficilement accessibles sur l'autre rôle de la commission, qui est de donner un avis au ministre de l'Intérieur lorsqu'il décide d'assigner un réfugié à résidence ou de l'expulser. Ils trouveront surtout, en plus des textes de référence indispensables comme la convention de Genève ou le statut de l'OFPRA, des tables analytiques de la jurisprudence de la commission. Pour avoir examiné de près. Cette jurisprudence, M. Tiberghien en tire une conclusion somme toute réconfortante : « Même si la France n'accueille qu'environ 1 % des réfugiés recensés officiellement dans le monde, le dispositif qu'elle a mis en place en 1952 a incontestablement permis d'y porter la protection des réfugiés à un degré que l'on peut juger satisfaisant ».

BERTRAND LE GENDRE.

\* Frédéric Tiberghien, *La Protection des réfugiés en France*, Editions Economica, 1984, 317 p., 195 F.

## ÉCHECS

### Le championnat du monde

#### EN ROUTE POUR 1985...

Comme prévu, la trente-sixième partie du Championnat du monde, ajournée le vendredi 28 décembre, s'est terminée par la nulle (le Monde daté 29-30 décembre). Kasparov et Karpov se sont mis d'accord sur cette issue, samedi, sans même reprendre la partie. Le quartenaire et unanime coup, mis sous enveloppe par le champion du monde, était le suivant : D6+. La position à l'ouverture était la suivante : Blancs (Kasparov) : Rg2, Dd1, Fd2, Ph3, f3, t2, g3 et h3 ;

Noirs (Karpov) : Rg7, Dc5, Fd7, Pè6, f5, f7 et h6.

Trentième partie nulle, score inchangé (5-1 en faveur de Karpov), l'année s'achève ce lundi où, au début en principe, devait se jouer la trente-septième partie de ce match ininterrompu. Mais Kasparov a demandé le report de la partie au mercredi 2 janvier 1985, prenant ainsi son cinquième time-out (jour de repos) depuis le début du match, le 10 septembre 1984. Karpov lui, a usé quatre fois de ce droit.

## EFFEUILLAGE

### Les lauriers de 1985

« Oh l'aimerais tant que tu te souviennes... » M. Lionel Jospin n'avait pas encore chanté les *Faillies mortes* sur TF 1 que déjà il apparaissait aux yeux des Français sondés par l'IFOP pour le *Journal du dimanche* (1) comme l'une des « jeunes personnalités du monde politique dont on parlera le plus en 1985 ». Succès relatif pour le premier secrétaire du PS, qui ne recueillait que 20 % des réponses, mais devance cependant les cinq autres « jeunes personnalités » proposées, dont l'entrée sur la scène politique à un haut niveau est plus récente : M. François Léotard, secrétaire général du PR (18 %), M. Alain Calmat, ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports (12 %), M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR (11 %), M. Dominique Baudis, maire de Toulouse (9 %) et M. Georges Dufoix, porte-parole du gouvernement (7 %).

On ne sait le score qu'aurait obtenu M. Jospin après sa prestation sur TF 1, mais peut-être aurait-il dû préférer les chansons de Jean-Jacques Goldman, auteur-compositeur-interprète qui, dans ce même sondage, obtient 38 % et arrive en tête des six jeunes personnalités de la chanson. S'il avait joué au football et non au basket, M. Jospin aurait pu espérer égaliser le score de José Touré, en tête des jeunes espoirs sportifs avec 22 %. En revanche, il n'est pas utile qu'il sache « déshabiller son

corps avec naturel » — pratiquer l'effeuillage — en quelques sortes, — puisque Agnès Soral, qui, dit-on, le fait si bien, n'obtient que plus (20 %) que le dirigeant du PS dans la catégorie des jeunes actrices qui ont un avenir.

« Oh l'aimerais tant que tu te souviennes... » Ces souvenirs, le *Quotidien de Paris*, dans son édition du 31 décembre, les a égarés, avec la complicité de l'IFOP (2). Dans sa moisson de « faillies mortes » ou, pour respecter l'intitulé choisi par l'institut de sondage, sa moisson de « personnalités françaises de la vie politique, culturelle, artistique ou sportive qui font l'actualité et ont le plus marqué l'année 1984 », M. Jospin est passé au travers des dents du râteau. Sans doute lui aurait-il été nécessaire d'être retenu prisonnier par les Afghans comme Jacques Abouchar (27 %), ou de porter la barbe de l'abbé Pierre (27 %), pour connaître un plus grand succès.

C. F.-M.

(1) Ce sondage sur les « vainqueurs de 1985 » publié dans le *Journal du dimanche* daté du 30 décembre a été réalisé par l'IFOP du 14 au 20 décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 960 personnes âgées de quinze ans et plus.

(2) Ce sondage IFOP a été réalisé du 26 au 28 décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

## Admissions à l'Ecole nationale de la magistrature

### Premier concours

M<sup>me</sup> et MM. Dominique Guibal, Jean-Marc Baisieux, Vincent Turbeaux, Jérôme Bétoulle, Francine Poirot, Thierry Glens, Frédéric Puzos, Hervé Lecoq, Isabelle Oudet, Philippe Courroy, Florence Peybernes, Dominique Ponsot, Frédéric Agostini, Agnès Sabassier, Catherine Samet, Charlotte Trabat, Thierry Philipppe, Henri de Larosière de Chaplain, Pascal Leuz, Jean-Christophe Bruyère, Philippe Modat, Myriam Quemener, Xavier Pavageau, Claude Oesinger, Humbert Michaux, Eric Seguy, Eric Negron, Jean-Luc Sauron, Philippe Roux, Isabelle Moze, Dominique Girard, Jean-François Beynel, Chantal Fontaine, Valéry Turcay, Yves Le Bideau, Pascal Pedron, Thierry Pochet du Haut-Jure, Caroline Odier, Bruno Revel, Anne Siffert, Olivier Reynaud, Jean-Yves Martonnet, Eric Lallemand, Jean-Michel Peltier, Bruno Blanc, Marie-Hélène Tombra, Hugues Weremue, Frédéric Benet, Fabienne Rey, Marie-Christine Leprieux (épouse Lecheval), Isabelle Sabon, Rémi Landais, Claire Girard, François Tindruier, Eliane Neopoul, Monique Taffin, Sylvie Hylaire, Bernard Boffy, Claire Quintallier, Jean-Marc Lavergne, François Roques, André Ton, Bertrand Bels, Marie-Luce Grandjean, Claude Pasot, Ghislaine Jallion, Isabelle Sivy, Isabelle Persson, Joëlle Roubertou, Tristan Gervais de Lafont, Michèle Lefèvre, Antoine Brugère, Jean-Charles Gargues, Valérie Girard, Jean-Luc Mercier, Eric Tuffery, Marie-Laure Mas, Véronique Ronillon, Frédéric Fèvre.

M<sup>me</sup> et MM. Pascale Heijmeijer, Bruno Poupet, Véronique Escalona, Philippe Milla, Geneviève Alaux, Jean-Baptiste Paris, Michel Figeas, Catherine Parola (épouse Dube), Odile Stienne, Daniel Warin, Philippe Rozzi, Sylvie Mottes, Isabelle Fabreguette, Florence Poudant, Catherine Sargaut, Isabelle Agnès, Christine Paris, Nathalie Ferre, Bernard Schmeltz, Arnaud Le Bishouat, Béatrice Durand, Régine Greppin, Josée Touboul (épouse Nicolas), Valérie Bercoy, Anna Manes, Sylvie Rebe, Marie Bourgeois, Anne Chausse, Laurence Angot, Lucile Jallion, Rémi Chaise, Marianne Imberton, Catherine Juy, Cécile Lemerot, Christine Blanc, Marie-Pierre Gémot, François Genest, Isabelle Lou-Viv, Isabelle Ponce, Jérôme Latil, Thierry Froument, Jean-Michel Aldebert, Caroline Potin, Isabelle Allis, Mireille Pouzin, Marie-Christine Tarrare, Eric de Berrail, Marie-Ange Schall, Monique Richard, Danièle Marc, Pierre-Louis Pagnet, Muriel Bischoff, Yolande Fromentau, Anne Meisirel, Régine Nide, Jean-Philippe Mesle, Clarisse Taron, Bernard Chevalier, Marjorie Régier, Françoise Carroche, Marie-Christine Sorlin, Pascale Lechartier (épouse Kaladji), Sophie Boutier, Elisabeth Chappert, Patricia Gonzalez, Corinne Moreau, Christian Pata, Nathalie Roncheval, Danièle Puydelat, Rémi Marchand, Régis Motat, Joëlle Dost, Domitille Malcor Deydier de Pierrefeu, Bénédicte Scelle, Luc-André Lecommand, Marie-Hélène Moniz, Jeanne Mercier, Claudette Ruiz, Véronique Imbert, Blanche Fressard, Pascale Pothé.

M<sup>me</sup> et MM. Pascale Michel, Jean-Luc Gadaud, Mario-Dominique Padini, Pascale Dote-Charvy, Bruno Dieudonné, Marc Papin, Franck Rastoul, Thierry Villard, Liliane Le Merlus, Eric Commenge, Pierre Vigonelles, Magali Mullin, Philippe Delabarre, Madeleine Kuylenstierna (épouse Tisot), Pascale Buchet, Florence-Hélène Buvin, Jean Seicher, Christine Toulon (épouse Telixid), Sylvie Thevenoux, Isabelle Pinet, Marie-Hélène Giquet, Claire Coutou, Didier Fortin, Marie-Claude Penz, Sylvie Schanger, Marielle Pollet, Pierre Revardet, Christine Foltz, Michel Ponsard, Evelyne Thomassin, Anne Rivière, Catherine Gader, Pascale Gabelle, Fabienne Weber.

هكذا من الأصل



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

Évaluation probable de temps prévu en France entre le lundi 31 décembre à 0 heure et le mardi 1<sup>er</sup> janvier à 24 heures.

Une perturbation traversera la France au cours de la journée, du nord au sud, et sera suivie d'une traîne modérée.

Demain matin, le ciel sera couvert au nord d'une ligne Cognac-Metz avec des faibles pluies ou brumes localement verglaçantes. Sur tout le reste de la France, à l'exception du pourtour méditerranéen, nombreux brouillards givants. En fin de matinée, les pluies ou brumes seront très souvent verglaçantes en arrivant sur les régions allant du Poitou au Centre et à la Champagne. L'après-midi, le temps couvert et pluvieux gagnera la moitié sud de la France. Seuls le pourtour méditerranéen et l'extrême sud-est du pays garderont un ciel dégagé avec du mistral et de la tramontane. En Corse, le temps sera nuageux. Les pluies ou brumes se transformeront en chutes de neige à partir de 300 à 500 mètres d'altitude.

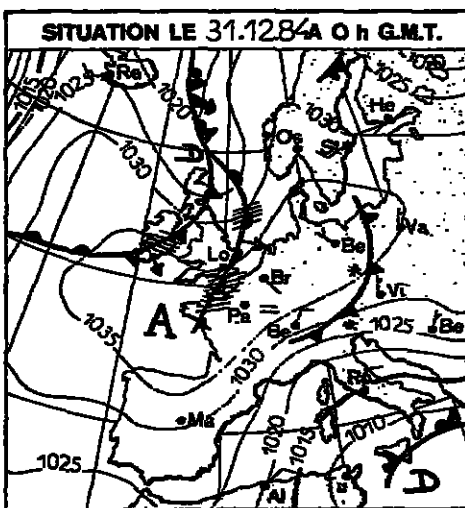
L'après-midi, un temps variable s'établira sur toutes les régions, au nord d'une ligne Bordeaux-Nancy, avec un ciel toutefois le plus souvent chargé et des giboules de neige dans l'Est, de pluie près des côtes bretonnes, de pluie et neige ailleurs.

Il fera 0 à -2 degrés près de la Méditerranée, le matin, et au nord d'une ligne Cognac-Metz, mais -5 à -10 degrés ailleurs.

L'après-midi, le thermomètre marquera 3 à 5 degrés sur la moitié nord, 0 à 3 degrés sur la moitié sud, sauf près de la Méditerranée, où il fera 10 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 31 décembre, à 7 heures, de 1035,1 millibars, soit 776,4 millimètres de mercure.

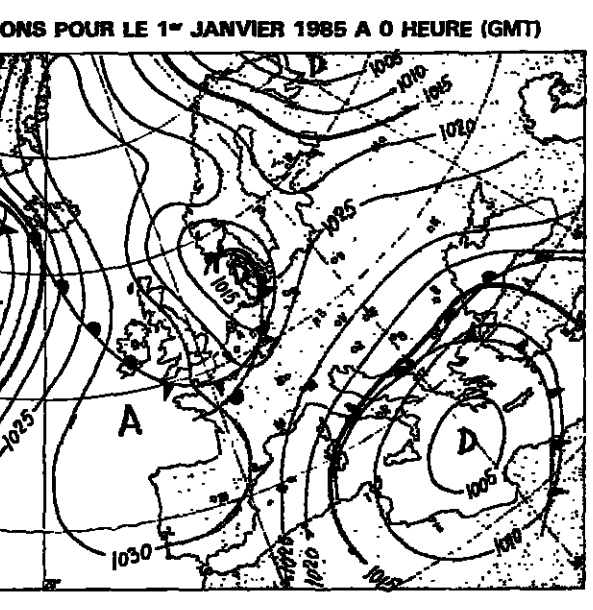
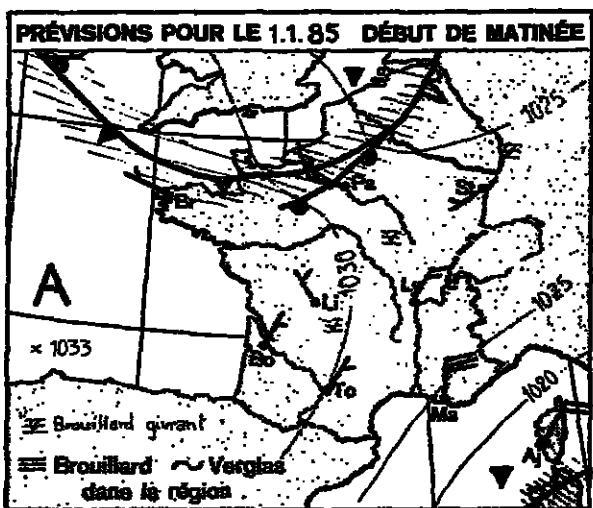
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 décembre; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 décembre): Ajaccio, 15 et 8 degrés; Biarritz, 6 et -1; Bordeaux, 4 et 1;



Bourges, 2 et -5; Brest, 12 et 10; Caen, 4 et 3; Cherbourg, 4 et 3; Clermont-Ferrand, 0 et -9; Dijon, 2 et -3; Grenoble-St-M-H., 3 et -2; Grenoble-St-Girois, -2 et -6; Lille, 3 et 1; Lyon, 1 et -3; Marseille-Marignane, 6 et 0; Nancy, 1 et -7; Nantes, 4 et 2; Nice-Côte d'Azur, 13 et 3; Paris-Montsouris, 5 et 1; Paris-Orly, 4 et -2; Pau, 3 et -4; Perpignan, 8 et 3; Rennes, 3 et 2; Strasbourg, 1 et -5; Tours, 1 et 1; Toulouse, 2 et -3; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 11 et 8; Amsterdam, 2 et 0; Athènes, 12 et 9; Berlin, -1 et -4; Bonn, 2 et -7; Bruxelles, 4 et 0; Le Caire, 24 et 12; Îles Canaries, 21 et 15; Copenhague, -2 et -5; Dakar, 32 et 18; Djibouti, 14 et 12; Genève, 0 et -3; Istanbul, 8 et 6; Jérusalem, 15 et 4; Lisbonne, 15 et 7; Londres, 7 et 6; Luxembourg, 1 et -7; Madrid, 12 et -2; Montréal, -8 et -13; Moscou, 14 et -16; Nairobi, 26 et 11; New-York, 12 et 2; Palma-Majorque, 11 et 0; Rio-de-Janeiro, 28 et 21; Rome, 14 et 5; Stockholm, -3 et -6; Téhéran, 15 et 7; Tunis, 15 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 29 décembre:

### DES DÉCRETS

- Relatif aux modalités de répartition entre les communes membres d'une agglomération nouvelle de la dotation globale de fonctionnement calculée au titre du syndicat communautaire d'aménagement.
- Fixant le montant de participation des étudiants aux dépenses de médecine préventive.
- Relatif aux départements hospitaliers.
- Portant fixation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985, du plafond de la sécurité sociale.
- Modifiant le décret n° 80-549 du 11 juillet 1980 portant fixation des cotisations à l'assurance personnelle.
- Modifiant le décret du 19 octobre 1967 et le décret du 21 septembre 1950 relatifs à la participation des assurés sociaux aux tarifs servant de base au calcul des prestations en nature de l'assurance-maladie.

### DES ARRÊTÉS

- Modifiant l'arrêté du 28 décembre 1983 pris en application de l'article 2 (3) du décret du

22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines.

- Modifiant l'arrêté du 18 août 1983 portant création d'une commission des maladies mentales.

### UNE CIRCULAIRE

- Relative à la généralisation des dispositifs d'aide aux familles en difficulté temporaire pour faire face à leurs dépenses de logement, au développement de dispositifs d'accueil, d'insertion et de garantie dans le logement et à l'utilisation des pouvoirs de réservation des logements sociaux.

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 2 JANVIER

- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).
- Watteau, 19 h 30, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).
- Montmartre, 15 heures, 16, rue Chapal (M<sup>me</sup> Hager).
- Le Palais de Justice, 15 heures, grille (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## EN BREF

### CALENDRIERS

**PAR LE PETIT BOUT DE LA LONGNETTE.** — Le calendrier astronomique de l'Association française d'astronomie (AFA) suit l'évolution du Soleil depuis la Lune: un voyage de dix milliards d'années, il est l'œuvre d'un astronome, Jean-Louis Haudier, et d'un peintre, Jean-Michel Joly. On y trouve les dates et heures des phénomènes à observer ainsi que le rappel des grands anniversaires et découvertes. Ce calendrier, le premier du genre en Europe, est en vente à l'AFA, 17, rue Emile-Deutsch-de-la-Meurthe, 75014 Paris. Tél.: (1) 589-81-44 (l'après-midi).

Un calendrier occitan, illustré de cinq dessins en quadrichromie de Michèle Lafon, est réalisé par l'Institut d'études occitanes. Il est en vente au prix de 35 F (+port 3 F) à l'Institut, section du Tam, 13, rue de la République, 81000 Albi.

### COLLOQUES

**LES CHARTES INTERCOMMUNALES DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT.** — Le Centre d'études supérieures d'aménagement de l'université de Tours organise, le vendredi 1<sup>er</sup> février, une journée d'études sur les chartes intercommunales de développement et d'aménagement.

Les expériences sont déjà nombreuses et très diverses. Peut-on en tirer certains enseignements? Trois tables-rondes, animées par des chercheurs de l'Institut de l'Etat, des universitaires seront consacrées à ces questions.

★ Renseignements: M<sup>me</sup> Poce-line Deslât, secrétaire du CESA, parc de Grandmont, 37200 Tours. Tél.: (47) 25-14-76.

Coût d'inscription: 260 F (comportant déjeuner plus envoi ultérieur des actes).

### EXPOSITIONS

**ET VIVE LE CHAT, ET VIVE LE CHAT!** — Le Cercle félin d'Île-de-France organise les 5 et 6 janvier à l'Espace Austerlitz une exposition féline internationale. Une exposition de beaux félins que des cents félins venus des pays les plus divers. Mais à côté des « aristocrates », les clochards cherchant un maître ne seront pas oubliés puisque la SPA, Assistance aux animaux et l'École du chat tiendront des stands d'information et d'adoption. Un salon de peinture consacré au chat complètera l'exposition (1).

Les 26 et 27 janvier, l'Association nationale féline présentera au Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne le IV<sup>e</sup> Salon du chat. Dix-huit mille visiteurs sont attendus en deux jours à cette manifestation qui réunira sept cents félins de toutes races. Une exposition présentera les œuvres de peintres animaliers, créateurs de BD, décorateurs de théâtre, modélistes, compositeurs etc. (2).

★ Espace Austerlitz 24-30, quai d'Austerlitz 75003 Paris.

- (1) Ouvert de 10 heures à 18 h 30, tous les jours. Entrée 25 F pour les adultes, 10 F pour les enfants de moins de dix ans. Carte verte 15 F. Renseignements: (1) 878-43-54.
- (2) De 10 heures à 18 h 30. Tél.: (1) 500-41-79.

**SILENCE SVP!** — La mairie de Rueil présentera du 24 janvier au 12 février 1985 une exposition sur le thème « Le bruit, de la réalité au rêve ». Organisée dans le cadre de

la campagne nationale de la lutte contre le bruit par le Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement des Hauts-de-Seine, cette exposition se propose d'offrir au public une vue d'ensemble des nuisances dues au bruit dans les agglomérations urbaines, et des moyens pour les combattre. Tous les problèmes y sont abordés dans des documents audiovisuels, des animations audiovisuelles, et un concours de dessin d'enfants en travail de groupe.

★ Mairie de Rueil tous les jours de 10 heures à 19 heures, 13, boulevard Foch 92501 Rueil-Malmaison Cedex. Entrée libre.

### INFORMATIQUE

**ORDO-CADEAU.** — Vous voulez offrir un ordinateur familial, mais lequel choisir? Science et Vie Micro propose, dans son numéro de décembre, une sélection de cinquante ordinateurs familiaux selon votre « profil ». Sept portraits d'acheteurs potentiels vous permettront de choisir en connaissance de cause le logiciel idéal pour vous et votre famille.

★ Science et Vie Micro n° 12, décembre 1984; en vente dans tous les kiosques.

### SÉMINAIRE

**L'EUTHANASIE.** — Le Centre documentation recherche organisée à Paris les 26 et 27 janvier une rencontre sur le thème: « L'euthanasie: une revendication, une pratique, un risque ». Parmi les intervenants, le professeur Louis-Vincent Thomas, le docteur Emile Raimbaud, le docteur Monique Tavernier.

★ CDR, 108 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél.: (1) 222-07-48.

### SOLIDARITÉ

**DES BIBERONS POUR LA POLOGNE.** — L'Association Enfants des hommes organise une opération « 10 000 biberons pour la Pologne ». Pour répondre à une demande de biberons avec tétines pour les enfants polonais, elle édite un autocollant vendu 10 F que l'on peut se procurer sur simple courrier ou appel.

★ Enfants des hommes, 88, rue de Font-de-Matz, 60150 Macheumont. Tél. (4) 476-37-66.

## LOTO: RECETTE RECORD DU « PÈRE NOËL »

Le « Père Noël » du Loto — la recette exceptionnelle de Noël — a battu un record le 29 décembre 1984 avec un gain de 10 500 000 francs. Depuis la création de ce jeu en 1976, une soixantaine de personnes ont touché plus de 5 millions de francs avec une seule grille gagnante.

LOTO									
Tirage du samedi 29 décembre 1984									
N° 10000									
4	29	36	38	41	48	33	Prochain tirage		
PROCHAIN TIRAGE: 1 JANVIER 1985 ET 8 JANVIER 1985									
ATTENTION: VALIDATION OBLIGATOIRE AINSI QUE POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE									
Règles de jeu (en vigueur à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1985)									
5 BONS NUM.	10 500 000,00 F								
4 BONS NUM.	162 500,00 F								
3 BONS NUM.	13 940,00 F								
2 BONS NUM.	190,00 F								
1 BON NUM.	15,00 F								
FORMES DE LAUREATS: 10 000									
FORMES: 10 000 x 2 = 20 F									
CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE DU NOUVEAU AN									

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Serhan et Colette IONESCU-JOURDAN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Julia-Marie-Anais,

le 27 décembre 1984.

Trois-Rivières (Québec).

— Colette et Laurent PIERMONT

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Camille,

à Paris, le 28 décembre 1984.

### Décès

— M<sup>me</sup> Roger Charpentier, M<sup>me</sup> Christiane Charpentier, Les familles Dumalade, Boursier et Jeanne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CHARPENTIER.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 janvier 1985, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, Paris-15, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux.

10, rue Fourcade, 75015 Paris. 51, rue d'Alleray, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Pierre Landron, M<sup>me</sup> Marie-Bénédicte O.S.C., M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jérôme Yeatman et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Claude Landron et leurs enfants, M. Philippe Landron, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Menage, font part du décès de

M. Pierre LANDRON, conseiller d'Etat honoraire, président honoraire du tribunal administratif de Paris, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, grand officier de l'Ordre équestre du Saint-Sépulchre de Jérusalem, croix de guerre 1939-1945,

pieusement endormi dans la paix du Seigneur le 29 décembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 janvier 1985, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8<sup>e</sup>, suivie d'une bénédiction en l'église d'Henri-Chéroux (Cher) le même jour à 14 h 30.

62, rue de Monceau, 75008 Paris.

(Né le 8 septembre 1908 à Henrichemont (Cher) et ancien ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, Pierre Landron est entré au Conseil d'Etat en 1933. Directeur général de la Caisse générale de garantie des assurances sociales en 1943, il est, en 1945, secrétaire général du gouvernement militaire de l'Indochine-Néanmoins, puis secrétaire général du gouvernement militaire de l'Etat rhénano-palatin. Conseiller d'Etat en 1958, il est nommé président du tribunal administratif de Paris en 1958.)

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Chouchan et leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Richard Gordon, M<sup>me</sup> Françoise Lazard, M<sup>me</sup> Lucile Lazard-Winnart,

Les familles Kahn, Haymann, Chagnon, Lazard, Picard et Salomon, ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Renée LAZARD,

survenue le 28 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année. L'inhumation aura lieu le mercredi 2 janvier 1985, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise (porte principale).

Ni fleurs ni couronnes.

226 bis, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

— M<sup>me</sup> Raphaël Levy, M<sup>me</sup> Rica Levy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Sylvain Levy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Robert Levy, son épouse, sa sœur, ses enfants Et les familles Liche et Met,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raphaël LEVY.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 1985.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Cette annonce tient lieu de faire-part.

32, rue Jouvelet, 75016 Paris.

— La direction et le personnel des établissements Cofitex Carol ont la douleur de faire part du décès de leur PDG,

M. Raphaël LEVY.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 1985.

### Anniversaires

— A l'occasion du troisième anniversaire du décès de

M. Joseph HAJDENBERG,

son épouse, ses enfants et petits-enfants prient que ceux qui l'ont connu aient une pensée à sa mémoire.

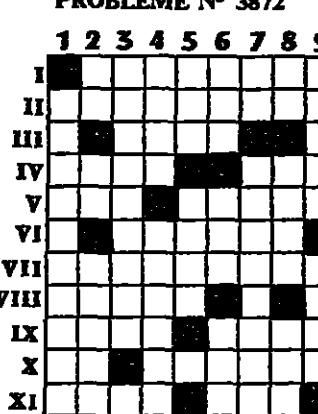
### Communications diverses

— Le Cercle d'études généalogiques et héréditaires de l'Île-de-France organise, le 1<sup>er</sup> janvier à 14 h 30, une réunion dans les nouveaux locaux des archives départementales de Seine-Saint-Denis, 18, avenue Salvador-Allende, à Bobigny. Une visite de ce bâtiment, sous la conduite de M<sup>me</sup> Arnaud, directrice, est prévue à l'issue de la réunion.

Nos abonnés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », soit 10% de la somme des annonces. Une gongole en plastique, ce n'est plus une gongole.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3872



### HORIZONTELEMENT

1. Solide quand on a une bonne mule. — II. Utile pour que le jus ne se répande pas. — III. Pour mettre des gens dans le bain. — IV. Indique la sortie. Peut marquer le coup. — V. Ne trompe personne quand il est blanc. Parfois accompagné de fracas. — VI. Faire des « bi » et des « bo ». — VII. Couchées sur des feuilles. — VIII. Une ville où l'on trouve des huiles. — IX. Mis au courant. Au pied du pape. — X. Démonstratif. Endroit où les montures sont à l'abri. — XI. Dieu gaulois. Direction.

### VERTICALEMENT

1. Qui ne brille donc pas par sa vertu. — 2. Préposition. Grecque.

Grandes quantités. — 3. Rassembler ses forces. — 4. Pour établir le contact. Couvertures d'ombre, par exemple. — 5. Se présente parfois en filets. Qui n'ont pas été baptisés. — 6. Ordre de départ. Prononcé sur la croix. Echange de timbres. — 7. Mère de grands enfants. Risquent d'être refroidis quand il n'y a pas de bouillottes. — 8. Comme un ver. Reste généralement froid en été. Est parfois clos en Bretagne. 9. Crochet pour manier des tissus. Peut être attrapé en courant.

### Solution du problème n° 3871

Horizontalement: I. Remboursement. — II. Odorat. Tatouée. — III. Utié. Ma. Est. — IV. Falsificateur. — V. Ut. Erreurs. Lu. — VI. Assommoir. Sucer. — VII. Q.I. Midou. Erin. — VIII. Urus. Eristale. — IX. Enée. Et. Blé. — X. Dernière. Ré. — XI. Ta. Vite. Epi. — XII. Ebrété. Robinet. — XIII. Su. Eté. Quota. — XIV. Sole. Féru. Est. — XV. Pèse. Carie. Arna.

Verticalement: 1. Roufflaquettes. — 2. Edée. R.N. Abuse. — 3. Mollusques. Os. — 4. Brestoise. Vièle. — 5. Oa. Diète. — 6. Ut. Femellement. — 7. Miroir. Rés. Fa. — 8. Acridien. Mer. — 9. Et. Erreurs. Ri. — 10. Ma. Ta. Ut. Epoque. — 11. Etiers. Abris. — 12. No. Usuelle. Io. — 13. Tuer. Cré. Inter. — 14. Es. Lei. East. — 15. Détournement. Ta.

GUY BROUTY.

## PATRIMOINE

### Gondoles en toc

Les défenseurs de Venise se mobilisent contre ce qu'ils considèrent être la plus grande menace pour les traditions de la cité des Doges: les gondoles en plastique.

Pour éviter une telle décadence qui remplit d'effroi les vieilles Procuraties et le palais Farsetti, l'Association des gondoliers a l'intention d'ouvrir au début de l'année prochaine une école d'apprentissage pour la construction des gondoles sur l'Ile de la Giudecca.

Mais ainsi que le souligne l'Associated Press: « Si des dizaines de jeunes Vénitiens souhaitent devenir gondoliers, il n'y a pratiquement aucun volontaire pour passer de longues heures éreintantes à fabriquer ces bateaux aux formes allongées et minces. » Un travail d'orfèvre. Alors, la solution est-elle la gondole en plastique plus simple à construire? Tourisme oblige. Mais du côté de la place Saint-Marc, on déclare: « Une gondole en plastique, ce n'est plus une gondole. »

Il ne reste plus que quatre fabricants de ces embarcations faites avec huit variétés de bois. Trois d'entre eux bois doivent avoir plus de soixante-dix ans.

Cinq cents seulement

Environ cinq cents gondoles sillonnent aujourd'hui les canaux de la Sérénissime. Au seizième et dix-septième siècles, elles étaient plus de dix mille. Beaucoup d'entre elles sont endommagées à la suite de collisions avec des bateaux à moteur ainsi que par les vagues provoquées par le passage de ces derniers. Oublié donc l'édit de la République, qui proclamait au seizième siècle « quiconque trouble les eaux publiques sera déclaré ennemi de la Patrie. »

Les gondoles en plastique résisteront-elles, mieux au vaporetti? Peut-être. Triste fin pour la « Reine des Mers ».

JEAN PERRIN.



# Le Monde

# culture

## DANSE

### NOUVELLE ÉTOILE À L'OPÉRA DE PARIS

#### L'irrésistible ascension de Sylvie Guillem

A peine promise première danseuse (*Le Monde* du 28 décembre), Sylvie Guillem a été nommée étoile du ballet de l'Opéra de Paris le 29 décembre. Elle a reçu son titre à l'issue de sa prise de rôle dans *Le Lac des cygnes*.

Au milieu de ce ballet de l'Opéra de Paris où les talents se bousculent, on a vu, comme dans un film hollywoodien, une jeune danseuse, Sylvie Guillem, remporter tout le peloton de tête dans une irrésistible ascension.

Lorsqu'elle est primée à Varna en 1983, elle n'est que sujet. En novembre 1984, elle reçoit le prix du Cercle Carpeaux ; au récent concours annuel du ballet, elle est nommée première danseuse, juste le temps de créer, le 29 décembre, le rôle d'Odette-Quilès dans *Le Lac des cygnes*, qui lui vaut sa nomination de danseuse étoile. Elle a dix-neuf ans : c'est la soudaine, la future danseuse de rang international dont rêve chaque génération.

L'idée aurait fait puffer de rire voici encore peu de temps cette fille un peu « braque » aux attitudes de Mickey, passée par hasard de la gymnastique à la danse. La gymnastique d'abord, parce que maman est professeuse et l'entraîne partout avec elle. A onze ans, Sylvie est élève de l'Institut national des sports et d'éducation physique (INSEP) ; élève de Nadia Comaneci, elle se retrouve à l'issue d'un stage chez Claude Bessy, à l'école de danse de l'Opéra. Sa souplesse, la force de ses jambes, y font merveille mais il va falloir travailler l'« en dehors » et les ports de bras. Qu'importe, la vocation s'affirme.

En 1981, Sylvie Guillem entre comme quatrième dans le corps de ballet. Le médaille d'or de Varna précipite tout. Elle est distribuée

dans le rôle de la Reine des dryades de *Don Quichotte*. Un vrai révélateur. Puis, regard intérieur, des jambes qui n'en finissent pas, une cambrure de pied insolite, elle entraîne le public par sa ligne balancée. On cherche des comparaisons : Tancrède Lacroix pour l'amplitude des « dégagés », Suzanne Farrell pour l'harmonie des traits et le rayonnement.

L'année suivante, dans la création du ballet de William Forsythe, *France Danse*, elle bouleverse par sa féminité et son mystère ; elle a ce don, rare, de transcender la technique. Mais elle possède, par rapport aux autres, un atout supplémentaire qui tient du paradoxe : cette douceur calme qui la voue à des rôles épiques comme la Cygne blanc du Lac et son attirance manifeste pour les situations fortes comme le personnage malfaisant du Cygne noir, qu'elle contrôle d'un bout à l'autre en comédienne avertie. 1985 ouvre pour elle, et pour le public, d'agréables perspectives.

MARCELLE MICHEL

La nomination de Sylvie Guillem a libéré un poste à chaque niveau hiérarchique du ballet : Isabelle Guédon devient première danseuse, Sylvie Clémence sujet et Laurence Janot choréliste.

## MUSIQUE

### «NINE BELLS», de Tom Johnson

#### Cérémonie logique pour cloches savantes

Comme le titre l'indique, *Nine Bells* (« Neuf Cloches »), qui vient d'être présenté au Théâtre de la Bastille, se joue avec neuf cloches. Ce ne sont pas de précieuses cloches dérobées à un temple bouddhiste, mais de simples cloches d'alarme, plates et rouges, achetées d'occasion par un compositeur new-yorkais, Tom Johnson (1939), dont l'esprit spéculatif a bientôt trouvé le parti qu'on pouvait en tirer avec un maximum de rigueur.

Il les a donc suspendues à de longues cordelettes descendant du plafond de manière à former un carré : une cloche au centre, la plus grave, huit autour, constituant une sorte de carillon aérien. Armés d'une baguette de vibraphone, le compositeur-interprète circule sans cesse entre ses cloches, frappant tantôt l'une, tantôt l'autre.

Comme tout carillon qui se respecte, celui-ci possède une gamme particulière : de la tonique à la médiane chromatiquement, puis la dominante, la sensible et l'octave de la tonique ; en outre, deux cloches émettent le même son. Mais la disposition dans l'espace autour de la tonique, placée au centre, obéit à une hiérarchie si curieuse qu'il faut un certain temps avant d'en découvrir la logique sous-jacente.

Mais peut-être suffit-il d'écouter et de regarder, car Tom Johnson, efficace, parmi les cloches suspendues, des parcours compliqués dont on saisit peu à peu le régularité, passant et repassant par un point fixe, comme s'il s'agissait d'une danse rituelle dont il sur par quatre (ou sur huit), sur trois (ou sur six), s'accompagne du tintement de la cloche la plus proche.

L'œuvre, qui dure un peu moins d'une heure, est divisée en neuf

séquences, dont chacune prend une cloche particulière pour point de départ, et élabore un parcours particulier jalonné par la résonance des diverses cloches « visitées » en nombre variable et dans un ordre spécifique à cette séquence. La pulsation est fournie par le bruit régulier des pas entre chaque son ; la quantité, la rapidité ou la nuance des pas change d'un mouvement à l'autre, et s'il n'y a jamais qu'une cloche frappée à la fois, elle peut l'être avec le manche dur ou le bout feutré de la baguette, selon une règle qui se superpose à celles présidant aux déplacements dans l'espace ou au choix des cloches.

De cet enchevêtrement de règles naît une partie du plaisir qu'on éprouve à assister à cette cérémonie logique : comme on se rend vite compte que le musicien ne déambule pas au hasard et que si, d'un passage sur l'autre, il choisit de frapper telle cloche plutôt que sa voisine, ce n'est pas pour tromper systématiquement notre attente, mais pour obéir à un ordre plus complexe, on n'a de cesse de le percevoir à jour ; il faut voir rapidement de cette découverte, car, à ce moment, le jeu est près de finir, et l'on passe au suivant.

La question de savoir si cette œuvre, composée en 1979 (et présentée cette année-là à Paris par le Festival d'automne à l'American

Center), s'adresse plutôt à l'esprit par l'intermédiaire des oreilles, ou si on peut l'écouter sans chercher à découvrir ce qui se cache derrière les sons, reste entière. On pourrait imaginer une chorégraphie plus attrayante, utiliser des cloches aux résonances multiples, faire des jeux de lumière, etc., mais Tom Johnson aime pousser l'austérité jusque dans ses ultimes retranchements, et met les choses à nu, il se plaît à démontrer qu'une complexité nouvelle surgit là où l'on croit toucher le fond ; en cela, *Nine Bells* est une illustration assez séduisante du courant qu'on a appelé minimaliste, auquel appartient en partie seulement ce compositeur, puisqu'il déclare : « Mes pièces ne sont pas aussi simples que 1, 2, 3, mais elles sont parfois aussi simples que 1, 2, 3, 3, 3 ou 1, 2, 1, 2, 3 ou, peut-être, 1, 2, 3, 3, 2, 1. »

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il invite les gens curieux à venir « compter ensemble », le 8 janvier 1985, lors d'un concert-conférence du GERM à la Porte de la Suisse (1). D'ici là, on peut tenter de se procurer ses disques : *Nine Bells*, édité par India Navigation, ou *An hour for piano*, édité par Lovely Music.

GÉRARD CONDÉ.

(1) 11 bis, rue Scribe, Paris (9<sup>e</sup>).

### «LAISSE COULER MES LARMES», par Hélène Seydoux

#### Catalogue de la féminité à l'Opéra

L'Opéra, les Compositeurs et la Féminité : le sous-titre du livre *Laisse couler mes larmes* est explicite et la thèse affirmée d'emblée : « L'opéra privilégie les femmes. Il

chante un monde où les femmes sont constamment exaltées et magnifiées ». La conclusion est tout aussi ferme : l'opéra offre pour « l'un de ses aspects le plus émouvant, le plus poétique et le plus réel, un monde qui admet la bisexualité des hommes et des femmes sans craindre qu'elle rejoigne l'ambiguïté sexuelle, c'est-à-dire la transgression amoureuse ».

D'un point à l'autre, Hélène Seydoux convoque pour témoins l'histoire des œuvres et de leurs livrets, la psychologie des compositeurs et des rôles comme celle du public.

Énumérer les rôles féminins de l'art lyrique, détailler leur importance dramatique, musicale et symbolique (le pouvoir « d'utopie et de subversion » qu'assigne Hélène Seydoux au « discours féminin »), leur opposer la faible consistance des personnages masculins, rend compte certes des rapports privilégiés qu'entretiennent la voix, le théâtre lyrique et son imaginaire avec la féminité ; mais il s'agit là d'une œuvre strictement descriptive, d'un catalogue en somme, tel que Leporello l'établir pour son maître.

Autre paratexte à la question de l'ambiguïté fondamentale qui habite et soutient l'art du chant. Laquelle, si elle passe aussi par la distinction du féminin et du masculin, est loin, comme semble le supposer Hélène Seydoux, de s'y épuiser.

Cela dit, l'ouvrage d'Hélène Seydoux s'illustre son champ d'analyse et le force à entrer dans le cadre donné d'avance de sa thèse, apporte de précieuses indications sur cette bâtardise, cette ambivalence qui sont, pour l'opéra, tout à la fois les conditions de son émergence et les fondements de la fascination et du plaisir qu'il procure.

ALAIN ARNAUD.

\* *Laisse couler mes larmes*. L'Opéra, les Compositeurs et la Féminité, par Hélène Seydoux, éditions Ramsay, 354 p., 135 F.

## THÉÂTRE

### «KIDNAPPING», de Catherine Rihoit

#### Les midinettes de la psychanalyse

*Kidnapping* est la première pièce de l'écrivain Catherine Rihoit. Trois actes qui racontent l'histoire de trois femmes, des ratées, des piquées, des folles. Un jour de mois d'août, elles décident d'enlever Edmond, leur analyste, afin de n'être pas privées de son oreille attentive durant les vacances. Elles le conduisent dans une maison de campagne, mais les petits oiseaux et le lait de vache encore chaud ont des effets contraires sur ces déprimées de l'existence. L'analyse ne marche pas.

Catherine Rihoit aime à placer ses personnages en situation de crise. Elle peut ainsi gratter le vernis de son œuvre et décrire leurs états d'âme. Solitude, déraison, désenchantement sont des thèmes qui reviennent fréquemment dans ses romans. On les retrouve dans *Kidnapping*.

Drusilla (Nathalie Courval) et Claudine (Myriam Mézières) traquent sans succès l'amour ; le grand, le bel amour, celui qui leur ferait frémir et se palmer. Leurs misères sont dérisoires, mais, comme elles n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent, elles en font une névrose dont elles recherchent l'origine dans leur passé. Drusilla a mal vécu le départ de son père avec une jeune fille au pair. Claudine n'a aimé qu'un chat dont elle porte la dépouille en toque de fourrure.

Le troisième personnage féminin est plus obscur. Colomba (Claire Fayolle) se tord les mains, suce une mèche de ses cheveux et pleure, tout en boquant une « elle » à des problèmes d'essuie-glace. Sous ses habits de veuve corse, elle porte une guêpière, un porte-jarretelles et des bas à résille noir.

### Vol d'un tableau du Caravage à Malte

Une toile du peintre italien le Caravage, représentant saint Jérôme (1608), a été volée, le 29 décembre, au musée de la cathédrale Saint-Jean de La Valette, capitale de Malte. Les cambrioleurs ont découpé la toile (157 x 117 cm). C'est le dernier en date d'une série de vols qui a affecté les chapelles et les églises de l'île, dont ce *Saint Jérôme*, avec un autre tableau du Caravage, fait l'une des plus belles possessions.

### Les meilleurs ensembles musicaux d'Ile-de-France

Destinés à mettre en lumière quelques-uns des meilleurs ensembles de la région, les Forums musicaux d'Ile-de-France, organisés par le conseil régional et le ministère de la culture, ont décerné leurs grands prix (35 000 F et 40 000 F) à sept chorales ou ensembles vocaux (*Ensembles Stéphane-Caillet*, Gérard-George, Sotto Voce et Audite Nova, Chœurs de Paris-Sorbonne et National, Chœur Vittoria d'Argenteuil) et deux formations de chambre (*Ensembles instrumentaux Jean-Walter-Audoli et Alexandre-Stajic*), ainsi que des prix à dix chanteurs solistes.

Neuf mille professionnels et amateurs (cent cinquante chorales, trente orchestres de chambre, deux cents solistes) avaient participé à ces Forums, dont les lauréats (prix et accessits) sont présentés dans une plaquette détaillée qui sera envoyée aux organisateurs de manifestations musicales de la région.

\* Délégation de la musique en Ile-de-France, 9, rue La Bruyère, 75009 Paris.

### Contrats pour le théâtre en Aquitaine

Huit troupes de théâtre professionnelles doivent signer avec le conseil régional d'Aquitaine des contrats régionaux de création, sur trois ans. Il s'agit en Gironde, de Parvov et Belcher et de Théâtrivore. En Dordogne, de la Vache cruelle et de Temps fort. Dans les Landes, du Théâtre de feu. En Lot-et-Garonne, des Baladins en Agenais. Dans les Pyrénées-Atlantiques, du Théâtre des Chénas et du Théâtre de Cuisine. Chaque troupe recevra chaque année une subvention qui varie entre 100 000 et 350 000 F et qui s'ajoute aux aides versées par le ministère de la culture.

Le contrat comporte un cahier des charges, imposant la création d'un spectacle par an, qui devra être diffusé vers des secteurs privés de théâtre, notamment en milieu rural.

\* BAINS DOUCHES. - Le club de rock parisiens les Bains-Douches change de direction. MM. Jean-Pierre Amar et Hubert Bonkoubou succèdent à M. Fabrice Coat et son équipe, qui continuait à organiser des concerts en gardant le label de la maison.

\* FILM D'ADVENTURES VÉCUES. - Le Grand Prix du meilleur Festival international du film d'aventures reçues de la Plage (Savoie) a été décerné le 15 décembre à la Traversée du Pacifique à la rame, de Peter Bird (Nouvelle-Zélande).

## CINÉMA

### «PARTENAIRES», de Claude d'Anna

#### En un combat d'amour

La voix d'Elisabeth Schwarzkopf, chantant - à ravir - un air d'opéra viennois de Richard Heuberger, accompagne le lent mouvement de caméra explorant, au générique, deux loges contiguës, dans les coulisses d'un théâtre.

Avant même de voir les occupants de ces loges, on a senti, à la décoration, à l'ameublement des meubles, des bibelots, des objets, deux personnalités différentes et antagonistes. Claude d'Anna aime la théâtralité des comportements. Son film précédent, *Le Cercle des passions*, était délibérément placé sous le signe de l'opéra italien. Ici, Elisabeth Schwarzkopf, cantatrice invisible, œuvre et agit par le même motif musical les scènes conjugales de l'actrice Marion Wormser et de son mari et partenaire Gabriel Gallien : elle est la vedette d'une pièce de boulevard à succès où lui ne tient qu'un rôle de second plan.

Pendant les entractes, le couple règle ses comptes, mais on n'a pas, malgré les pauses, le passage rapide d'autres personnages, l'impression de coupures dans cet affrontement. Il s'esquisse, il s'amplifie, il déborde, chacun prenant tour à tour l'avantage. Les dialogues de Laura Bonin s'amuse à l'ironie, au persiflage, puis cinglant, font mal, et laissent éclater le drame intérieur qui, depuis des années, ronge ce couple.

Le théâtre c'est la vie, la vie c'est le théâtre. On a connu cela avec Jean Renoir. Laura Bonin et Claude d'Anna, eux, se réfèrent au théâtre lyrique : véritable pour la situation, précipité viennois conduisant de l'opérette à Arthur Schnitzler et aux ombres de la psychanalyse. La loge de Marion est un rempart de frivolité, un décor de représentation permanente ; celle de Gabriel est un lieu de désordre, de renoncement. Filmer dans ces huis clos a été, pour Claude d'Anna, prendre l'effet de la vérité cachée derrière les artifices, l'habitude de la scène. On attend avec lui le moment où le jeu exacerbé de la parole laissera jaillir la souffrance, l'amertume, la lucidité, le secret qui a déchiré l'amour - pourtant toujours vivant - de Marion et de Gabriel.

*Partenaires* est un film douloureux et tendre dont le metteur en scène agit comme le gémisseur des âmes d'un couple enfermé volontairement dans la névrose. Il est fascinant, émouvant au plus haut point, de voir Nicole Garcia accepter la douleur de Marion, après les détours de l'agression verbale, du faux semblant, en un

combat d'amour meurtri. Elle a bien les agacements et la sensibilité d'une héroïne de Schnitzler. Jean-Pierre Marielle dépense magnifiquement ce que l'alcôve d'un amour et d'une amitié incompatibles.

Jérôme (Christophe Lambert) et Michel (Richard Anconina), musiciens, paroliers et chanteurs vivant et travaillant toujours ensemble vont-ils au moment où le succès leur tend les bras, être séparés, à cause

JACQUES SICIER.

\* Voir les films suivants.

### «PAROLES ET MUSIQUE», d'Elie Chouraqui

#### La chanson des copains

Elie Chouraqui aime les histoires sentimentales et son film, *Paroles et musique*, raconte avec humour et mélancolie l'histoire d'un amour et d'une amitié incompatibles.

Jérôme (Christophe Lambert) et Michel (Richard Anconina), musiciens, paroliers et chanteurs vivant et travaillant toujours ensemble vont-ils au moment où le succès leur tend les bras, être séparés, à cause

### AU THÉÂTRE DE LA BASTILLE

#### Trois chefs-d'œuvre américains pour un réveillon

Revenant, l'espace d'un long réveillon de fin d'année, à sa vocation première de cinéma, le Théâtre de la Bastille propose du lundi 31 décembre, à partir de 20 heures, jusqu'au petit jour, le 1<sup>er</sup> janvier à 7 h 30, un choix de sept films entrecoupés de champagne et couronnés par un petit déjeuner maison, après la projection de la dernière œuvre au programme, *Elle et lui*, de Leo McCarey. Une dizaine d'heures filmées hautement stimulantes, car signées, outre Leo McCarey, par ordre alphabétique, Jacques Demy, Ernst Lubitsch (mais un Lubitsch allemand, des tout débuts, *Le Poupée*, 1919), Max Ophüls, Josef von Sternberg. En revanche, le film américain qui inaugure la manifestation, *Doomed Love*, d'Andrew Horne (1953), est inconnu, et le titre du film de Russ Meyer qui ouvre 1985 sera également une surprise.

*Lola* (1961), de Jacques Demy, appartient à l'histoire du cinéma et à la petite histoire de Nantes. Demy y tourne un peu son *Maris*, une romance de jeunesse sous portée par l'appel du large, avec tel bar à marins depuis lors célèbre à cause d'un long monologue d'Anouk Aimée, mais hélas disparu au gré de la modernisation de la ville. Nous retrouverons Lola, ou son double, bien plus tard, en Californie (toujours Jacques Demy, toujours Anouk Aimée) : *Model Shop*.

Anethan de Sternberg (1952-1953) reste à découvrir. Est-ce le très grand film qu'on célébrait certains ? Sans Hollywood et sa boîte à mirages l'auteur de *l'Impératrice rouge* est-il encore

plus fort ? *Letzte d'une inconnue*, d'Ophüls (1948), est un peu, entre *Liabell* (1932) et *La Ronde* (1950), le second volet d'une trilogie viennoise, une Vienne fin de siècle entièrement recréée à Berlin, Paris ou Hollywood, mais nourrie des mêmes préoccupations fondamentales : fragilité de l'amour, sens de la fuite du temps, un parfum de mort qui va progressivement tout envahir. Après Lang, Sternberg, Stroheim, Ophüls fut le quatrième Viennois illustre du cinéma, resté toujours fidèle à son inspiration, bien que né en Saxe.

*Elle et lui* est le remake, comme on dit, du premier film du même titre paru à la veille de la guerre et déjà signé Leo McCarey. Cary Grant et Deborah Kerr ont succédé à Charles Boyer et Irene Dunne, la couleur et le cinémascope ont révisé, en 1957, le noir et blanc de 1939. Au moment même où le vieil Hollywood agonise, Leo McCarey importable exalte jusqu'aux limites du désir l'émotion pure. Il porte à la perfection le génie hollywoodien du sentimentalisme transcendant qu'illustrèrent, aussi bien, un Frank Borzage, un John Stahl, un Douglas Sirk. Avec une réserve de taille : McCarey a également dirigé les meilleurs Laurel et Hardy, à l'époque muette, et ce chef-d'œuvre absolu de la *comedy*, *Le Chef d'œuvre* (1937). Rien n'arrive par hasard.

LOUIS MARCORELLES.

\* *Nuit d'amour à la Bastille*, Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 75011 Paris. Prix global : 150 F.

مكتبة من الأصل















# TRANSPORTS

En Suisse

## TAXES ROUTIÈRES ET LIMITATIONS DE VITESSE ENTRÉES EN VIGUEUR

Le monde routier suisse a véritablement subi une véritable révolution en 1984. En effet, les taxes routières ont été augmentées de 100 % pour les véhicules de moins de 3,5 tonnes et de 50 % pour ceux de plus de 3,5 tonnes. Ces augmentations ont été compensées par une baisse de 50 % des taxes sur les véhicules de plus de 12 tonnes. En outre, les limitations de vitesse ont été renforcées sur certaines routes. Ces mesures ont été prises pour augmenter les recettes de l'Etat et améliorer la sécurité routière.

Pour lutter contre le déficit des forces productrices, le gouvernement suisse a décidé d'augmenter les taxes routières. Cette mesure a été prise en 1984, en raison des dépenses importantes engagées dans le domaine des transports. Les taxes routières ont été augmentées de 100 % pour les véhicules de moins de 3,5 tonnes et de 50 % pour ceux de plus de 3,5 tonnes. Ces augmentations ont été compensées par une baisse de 50 % des taxes sur les véhicules de plus de 12 tonnes. En outre, les limitations de vitesse ont été renforcées sur certaines routes. Ces mesures ont été prises pour augmenter les recettes de l'Etat et améliorer la sécurité routière.

# ÉTRANGER

## Dissension au sein de l'OPEP

(Suite de la première page.)

Deux pays importants, le Nigeria et l'Algérie ont en effet refusé de ratifier cet accord; le premier, parce qu'il n'était pas assez avantageux, le second car il n'était pas « sérieux » et qu'il allait « diminuer la crédibilité de l'OPEP ». Quant aux autres membres, ils reconnaissent pour la plupart, comme M. Subroto, ministre indonésien et président de la conférence, que cet accord n'était pas « idéal » mais qu'il « valait mieux que pas d'accord du tout ».

Résultat: il y a fort peu de chances que la nouvelle grille de prix officielle soit effectivement appliquée d'ici le 24 janvier, date prévue de la révision de cet accord provisoire.

On va vivre pendant les mois de janvier une dissension extrême dans le domaine des prix », a déclaré M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, assurant que, pour sa part, l'Algérie n'appliquerait pas les nouveaux tarifs.

Les opérateurs pétroliers risquent d'être d'autant moins rassurés par cet accord de forme que, pour la première fois depuis deux mois, certains pays du Golfe, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, ont clairement laissé entendre que toute solution définitive du problème posé passait dans le proche avenir par une diminution du prix de l'Arabian light saoudien, brut de référence de l'Organisation.

Principal responsable du blocage des négociations sur la grille des prix, dans la mesure où elle a refusé catégoriquement de relever de manière plus substantielle le prix de ses pétroles lourds (ce que souhaitaient tous les producteurs de pétrole léger, notamment le Nigeria et l'Algérie), l'Arabie saoudite a en effet affirmé qu'elle ne modifierait pas sa position d'ici la fin janvier.

### Une mascotte

« Les [prix de] bruts lourds n'ont pas eu de succès de ce qu'ils sont », a affirmé le dimanche 30 décembre M. Yamani, ministre saoudien du pétrole. « Les pétroles légers devraient diminuer? Je n'ai pas d'objection. Le problème est la signification qu'on leur donne. Les autres pays au prix de l'Arabian light, en tant que brut de référence. Pourtant, on ne peut pas réduire plus le prix des bruts très légers sans toucher au prix de l'Arabian light », M. Yamani a ajouté que l'Organisation abandonne l'Arabian light comme qualité de référence, estimant qu'un autre brut de qualité plus lourde ou bien la moyenne pondérée de l'ensemble des prix lui paraissait de meilleures solutions, et regrettant l'attachement presque religieux à ce certain pays à l'Arabian light. Il a confirmé qu'une proposition avait été faite dans le cours des débats, qui incluait une diminution de 29 à 28,50 dollars par baril de l'Arabian light et aboutissait à la fin à une baisse de la moyenne pondérée des prix de 0,16 dollar par baril (1).

Ce faisant, le ministre saoudien, soutenu par son homologue koweïtien, et dans une moindre mesure par le ministre nigérien, lequel a qualifié le prix de référence de « mascotte » sans signification en terme de marché et a affirmé qu'il n'avait « pas de position ferme sur ce point », ouvre clairement la voie à

## LA NORVÈGE N'A JAMAIS AUTANT PRODUIT DE PÉTROLE QU'EN 1984

La production de pétrole et de gaz naturel de la Norvège a atteint en 1984 le record de 60,2 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (Tep), a annoncé M. Kristiansen, le ministre de l'énergie, le 29 décembre. La Norvège avait produit 55 millions de Tep en 1983.

Accusé par l'OPEP de trop produire - ce week-end encore, à Genève - M. Yamani, le ministre saoudien de l'énergie, a critiqué la Norvège et la Grande-Bretagne d'être les seuls pays producteurs à « ne pas coopérer avec l'OPEP pour garantir la stabilité des prix ».

M. Kristiansen s'en est défendu en déclarant que son pays n'était pas en mesure de limiter sa production aussi strictement que d'autres. Il a toutefois promis que la production norvégienne baisserait en 1985.

Les revenus que tire l'Etat norvégien des puits de la mer du Nord ont atteint 38,5 milliards de couronnes en 1984 (40 milliards de francs) contre 30 milliards de couronnes en 1983. - (Reuters).

une nouvelle baisse possible du prix de référence. « Ceux qui ont fait circuler cette idée participent à la détérioration du marché », a déclaré en réponse M. Nabi, ministre algérien. « Ils font une erreur fondamentale car ils confondent ce qu'ils veulent faire avec la décision de la majorité des pays de l'OPEP qui veulent conserver le prix de référence de 29 dollars par baril ».

En envisageant ainsi de renoncer à défendre « à tout prix » le prix de référence de 29 dollars par baril, comme elle l'avait fait jusqu'ici, notamment le 31 octobre dernier par la voix même de M. Yamani, l'OPEP reconnaît implicitement l'échec de la stratégie qu'elle avait adoptée il y a deux mois. Mais dans le même temps les treize ministres rassemblés à Genève ont, semble-t-il, tiré les leçons de cet échec, puisqu'ils ont reconnu que le manque de crédibilité de l'Organisation et l'indiscipline de ses membres, étaient à la source de ses difficultés présentes. Et les décisions adoptées à l'unanimité pour résoudre ce problème, pourraient bien marquer, comme l'a souligné M. Nabi, l'histoire de l'OPEP.

En acceptant pour la première fois de créer un organisme de contrôle interne et supranational, chargé de vérifier sur le terrain le volume de la production et des exportations de pétrole brut, et des produits raffinés, ainsi que les prix effectifs de vente de ce pétrole, l'OPEP fait un pas important, qui risque à moyen terme de transformer profondément son caractère de moins son fonctionnement.

« L'OPEP est en train de devenir un cartel. Il n'y a aucun complexe à le dire ou à l'être », a assuré M. Nabi.

A terme ce nouveau système pourrait lui apporter non seulement une plus grande cohésion, mais aussi une meilleure image - quel est l'intérêt? s'est interrogé le ministre algérien, de contrôler étroitement la production sans accepter par exemple de réviser mois par mois les quotas de chaque pays, - voire des possibilités d'intervention concertée sur les marchés au jour le jour ou à terme.

On en est toutefois encore loin. Pour l'heure la mise en place concrète de ce système reste à faire et sa viabilité à prouver. Déjà certains pays ont apporté des restrictions aux contrôles proposés, comme l'Algérie, qui a refusé que les codenautes - pétroles extra légers extraits du gaz et utilisés notamment par la pétrochimie - fassent l'objet de vérifications, ce qui est loin d'être symbolique puisque ces produits représentent pour l'Algérie l'équivalent de la moitié de sa production de pétrole brut.

Par ailleurs on ne voit pas quel contrôle peut être effectivement exercé sur les produits pétroliers, dans la mesure où l'OPEP n'a pas fixé de prix officiels pour ceux-ci, vendus, selon le ministre koweïtien, au prix du marché », alors que ces ventes ont un effet indirect très dépressif sur le marché du brut.

## Les principaux points du communiqué officiel

La conférence a décidé d'établir un système de contrôle et de vérification interne sur la production, les exportations et les prix de vente des pays membres. Dans ce but, elle a décidé de créer un comité exécutif ministériel, présidé par H. E. Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole et des ressources minérales d'Arabie saoudite, et composé de MM. Subroto, ministre des mines et de l'énergie d'Indonésie; Tan David-Wang, ministre du pétrole et de l'énergie du Nigeria; Mans Saeed Al Otaibi, ministre du pétrole et des ressources minérales des Emirats arabes unis; et Arturo Hernandez Grisanti, ministre de l'énergie et des mines du Venezuela. Tout autre chef de délégation peut participer s'il le souhaite aux travaux du conseil. Le conseil ministériel a pourvoir de prendre toutes mesures jugées nécessaires pour remplir sa mission. La conférence a accepté, à l'exception de l'Algérie et du Nigeria, que l'ajustement suivant des différentiels de prix (1) soit appliqué temporairement et révisé au plus tard à la fin de janvier 1985:

- Maintien du brut de référence à son niveau actuel de 29 dollars par baril;
- Ajustement des prix des bruts lourds par une augmentation de 0,50 dollar par baril;
- Ajustement des prix des bruts moyens par une augmentation de 0,25 dollar par baril;
- Ajustement des prix des bruts extra-légers (par une baisse) de 0,25 dollar par baril (2).

La conférence a également décidé d'élargir la composition du comité ministériel sur les différentiels à l'Algérie, au Koweït, au Qatar et au Nigeria (3).

(1) Les différentiels sont les écarts de prix censés refléter les différences de qualité et d'origine des différents bruts.

(2) Les prix des bruts extra-légers sont réduits de façon à diminuer l'écart maximum existant entre les qualités les plus lourdes et les qualités les plus légères. Cet écart passe de 4,5 dollars à 3,75 dollars. L'ensemble de ces modifications aboutissant à une très légère augmentation de la moyenne des prix.

(3) Ce comité comprendra les ministres saoudien, libyen et des Emirats arabes unis. Il doit se réunir dans le courant de janvier pour préparer une nouvelle révision des différentiels avant la fin du mois.

Enfin l'absence de sanctions autres que la « contrainte morale », selon l'expression de M. Yamani, laisse planer des doutes sur l'efficacité réelle du système, ce d'autant qu'il n'est pas prévu, dans l'immédiat de mettre fin aux différentes pratiques - raffinage à façon, troc, etc. - qui ont été à l'origine des multiples entorses commises depuis trois ans.

En tout état de cause ce système ne peut avoir d'impact à court terme que psychologique, sa mise en place devant être longue. La première priorité, a précisé le ministre koweïtien sera que les experts contrôlent les volumes de production. « Je n'espère pas de résultat avant la fin du mois de février », s'est-il ajouré.

Reste à savoir quelles seront les réactions des opérateurs pétroliers et surtout des pays non-membres de l'OPEP à ces décisions. De nouvelles baisses de prix sont en effet attendues, qui pourraient aggraver encore les pressions sur l'OPEP, et la contrainte à procéder d'ici à la fin janvier à des ajustements de prix beaucoup plus importants que prévu.

### Vers une « guerre des prix »

Ainsi l'Union soviétique s'apprêterait-elle, selon les milieux du négoce, à réduire en janvier le prix de vente de son brut de 28 à 27,50 dollars par baril, certaines compagnies européennes ayant déjà obtenu des rabais du même ordre sur leurs contrats. Les compagnies américaines ont amorcé la semaine dernière une nouvelle vague de baisse de leurs prix, Conoco ayant réduit de 1,30 dollar par baril le prix d'achat du brut américain de référence.

Enfin les producteurs de la mer du Nord, Norvège et Grande-Bretagne, ont fait savoir qu'ils envisageaient de fixer à compter de janvier leurs prix officiels en fonction des cours du marché. « Ce serait très sérieux », a répété dimanche M. Yamani, assurant que l'OPEP « a toutes les intentions de déclencher une guerre des prix si elle y est forcée ».

Il est vrai, en sens inverse que, d'une certaine manière le temps joue d'ici fin janvier en faveur de l'OPEP, dans la mesure où les stocks ont été ramené partout dans le monde au niveau le plus bas depuis 1979 et que l'hiver gonfle la consommation. Si l'Organisation respecte strictement, comme elle l'affirme, son plafond de production, un moment viendra où les raffineurs devront accroître leurs achats de brut, ce qui soutiendra les cours. Les réactions des rares professionnels présents à Genève restaient toutefois fortement négatives. « Nous ne croirons au sérieux de l'OPEP que lorsque nous en aurons la preuve », assurait un négociant.

VERONIQUE MAURUS.

(1) Selon l'Agence internationale de l'énergie, la moyenne pondérée des prix de l'OPEP était en novembre de 28,20 dollars par baril.

# CONJONCTURE

PUBLIÉ AU « JOURNAL OFFICIEL »

## Le montant des hausses de loyer pour 1985

Le régime des hausses de loyer applicables en 1985 est désormais officiel. Quatre décrets sont parus au Journal officiel (1) du 29 décembre 1984. Ces décrets, pour ce qui est des secteurs III et IV, ne concernent que les renouvellements de baux et les nouvelles locations, les révisions annuelles restant régies par le texte des contrats de location.

Ces décrets ne s'appliquent pas aux loyers des logements révisés par la loi de 1948, auxquels s'applique une hausse annuelle fixée par décret le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

L'indice trimestriel du coût de la construction à prendre en compte à partir du 1<sup>er</sup> janvier est le dernier connu au moment de la signature du contrat de location. Il s'agit actuellement de l'indice du deuxième trimestre 1984, paru au Journal officiel du 10 octobre 1984, et qui s'établissait à 810, en hausse de 6,58 % par rapport à celui du deuxième trimestre 1983. L'indice du troisième trimestre devrait être connu au cours de la première quinzaine du mois de janvier 1985.

Les loyers des appartements venus à révision, à renouvellement ou à l'acceptation de nouveaux locataires au cours du mois de décembre 2019, sont révisés par les décrets pris en décembre 1983 (Journal officiel du 29 décembre 1983, le Monde du 3 janvier 1984).

SECTEUR I (HLM). - L'augmentation est de 5,25 % au 1<sup>er</sup> janvier, avec une possibilité de modulation par immeuble, la hausse la plus forte pouvant excéder 7,25 % par logement. Une majoration supplémentaire pourra être pratiquée le 1<sup>er</sup> juillet dans les cas de loyers inférieurs aux loyers réglementaires, le montant de cette majoration devant être affecté à des travaux d'entretien. Enfin, en cas de travaux d'amélioration, une majoration peut être pratiquée le premier mois qui suit la fin des travaux, dans la limite de 10 % de leur coût, avec un plafond de 6 000 F par logement + 1 000 F par pièce. Rappelons que, dans le parc HLM, il n'existe pas de renouvellement de baux, le maintien dans les lieux y étant de droit.

SECTEUR II (sociétés d'économie mixte, Caisse des dépôts, etc.). - La règle applicable est celle de la variation de l'indice. En cas de travaux, le système est le même que pour celui du secteur I. En cas de nouvelle location, une modulation particulière est prévue pour les loyers sous-évalués, dans les limites de loyers-plafonds déterminés selon diverses modalités, parmi lesquelles les contraintes du mode de financement de l'immeuble. Les nouveaux barèmes résultant de ces modulations doivent être communiqués à la commission départementale des rapports locatifs (CDRL).

SECTEUR III (sociétés immobilières d'investissement, sociétés d'assurances). - Là encore, c'est l'évolution de l'indice qui sert de base, augmentée de 0,5 % en cas de renouvellement (soit 7,08 % du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la date de publication de l'indice du troisième trimestre 1984). En cas de nouvelle location, en plus de la variation de l'indice, une majoration supplémentaire, ou plus de 5,25 % du dernier loyer, peut être pratiquée.

En cas de travaux d'amélioration, ceux-ci peuvent être pris en compte dans la limite de 2 250 F au mètre carré de surface habitable, lorsqu'il

s'agit d'un renouvellement de bail, et le coût réel des travaux peut être répercuté intégralement en cas de changement de locataire.

SECTEUR IV (propriétaires privés). - En cas de renouvellement de bail, c'est l'évolution de l'indice qui sert de règle. En cas de changement de locataires, et si le loyer est manifestement sous-évalué, le nouveau loyer peut atteindre celui de logements comparables loués à un même locataire depuis au moins trois ans. Le CDRL doit être informé dans un délai d'un mois, et le

propriétaire doit pouvoir justifier auprès de son locataire des loyers de référence choisis.

En cas de travaux d'amélioration, la majoration supplémentaire de loyer ne peut excéder 8 % du coût réel des travaux, dans la limite de 4 000 F par logement plus 1 000 F par pièce principale. En cas de nouvelle location, la prise en compte du coût réel des travaux ne connaît aucune limitation.

(1) Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris.

## Hausse des prix de détail en novembre : + 0,3 %

	des 12 derniers mois (nov. 83/ nov. 84)	des 6 derniers mois (nov. 84/ mai 84)	des 3 derniers mois (nov. 84/ oct. 84)	du dernier mois (nov. 84/ oct. 84)
● ENSEMBLE	+ 6,9	+ 3,2	+ 1,5	+ 0,3
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 6,9	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,1
Produits à base de céréales	+ 6,5	+ 3,1	+ 1,8	+ 0,3
Vianes de boucherie	+ 2,2	+ 1,3	+ 0,1	- 0,1
Porc et charcuterie	+ 6,9	+ 5,7	+ 0,4	- 1,3
Végétales, légumes, fruits, produits à base de viande	+ 4,8	+ 1,6	+ 2,5	+ 0,7
Produits de la pêche	+ 9,4	+ 4,4	+ 2,1	+ 0,8
Lait, fromages	+ 7,6	+ 3,8	+ 1,5	+ 0,3
Œufs	+ 3,4	+ 1,6	+ 4,2	- 1,4
Corps gras et beurres	+ 8,7	+ 3,9	+ 1,4	- 0,3
Légumes et fruits	+ 10,1	+ 2,3	+ 1,8	+ 0,9
Autres produits alimentaires	+ 8,2	+ 3,8	+ 1,8	+ 0,5
Boissons alcoolisées	+ 4,5	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,4
Boissons non alcoolisées	+ 12,6	+ 4,8	+ 2,2	+ 0,6
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 7,2	+ 3,3	+ 1,9	+ 0,6
1) Habillement et textiles	+ 9,3	+ 4,5	+ 3,3	+ 1,3
Vêtements de dessus	+ 8,7	+ 4,0	+ 3,2	+ 1,5
Autres vêtements et accessoires	+ 10,2	+ 5,1	+ 3,7	+ 1,3
Articles chaussants	+ 8,8	+ 4,4	+ 3,4	+ 1,1
Autres articles textiles	+ 9,8	+ 4,4	+ 2,7	+ 0,9
2) Autres produits manufacturés	+ 6,7	+ 3,0	+ 1,6	+ 0,5
Mobilier et tapis	+ 5,5	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,4
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 3,9	+ 2,0	+ 1,2	+ 0,3
Autres articles d'équipement du ménage	+ 8,1	+ 3,6	+ 1,8	+ 0,3
Services de ménage, produits d'entretien et produits d'entretien	+ 5,8	+ 3,0	+ 1,3	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 5,4	+ 2,2	+ 1,2	+ 0,3
Véhicules	+ 6,9	+ 2,2	+ 0,3	0,0
Photocopie, optique, électro-ménager	+ 7,5	+ 2,7	+ 1,4	+ 0,4
Photocopie, optique, électro-ménager	+ 7,5	+ 2,7	+ 1,4	+ 0,4
Autres articles de loisir	+ 6,0	+ 2,2	+ 1,0	+ 0,3
Combustibles, énergie	+ 10,1	+ 6,8	+ 3,3	+ 1,1
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 3,0	- 1,8	+ 1,0	+ 0,2
● SERVICES	+ 6,3	+ 3,2	+ 1,0	+ 0,3
Services relatifs au logement	+ 7,1	+ 3,1	+ 1,5	+ 0,1
Aut : loyers	+ 6,9	+ 3,2	+ 1,6	+ 0,0
Soins personnels, soins d'habillement (1)	+ 5,8	+ 2,9	+ 1,5	+ 0,2
Services de culture, de loisir, de transport public	+ 6,1	+ 1,6	+ 0,8	0,0
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 5,8	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,2
Hôtels, cafés, restaurants, caennos	+ 6,2	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,2
Autres services (3)	+ 8,5	+ 4,9	+ 1,1	+ 0,3

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en novembre 1984 à 152,8 contre 152,3 en octobre.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 6 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de blanchissage, de nettoyage, de teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-école, spectacles, vacances, sports, camping, location d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance TV, etc.

Dans le cadre de sa collection

## « ANALYSES DE SECTEURS »

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :

## L'INDUSTRIE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Depuis la fin des années 70, des changements technologiques profonds touchent les différents domaines des télécommunications :

- communication, avec le passage à l'électronique et le développement des centraux privés;
- transmission, avec les fibres optiques, les réseaux câblés de vidéocommunications, les satellites;
- matériel d'abonné, avec la vague télématique.

Cette mutation technologique a eu trois conséquences majeures :

- une croissance rapide du marché mondial des télécommunications (60 milliards de dollars en 1983, près de 90 milliards de dollars en 1988), entraînée surtout par le développement des communications d'entreprises et l'expansion des réseaux « à valeur ajoutée »;
- une modification des structures industrielles, l'implémentation des technologies ayant incité les grands groupes mondiaux de la communication à s'engager dans des secteurs communs de leurs activités traditionnelles;
- la « dénationalisation » des marchés des services (notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon) qui a elle-même entraîné l'arrivée de nouveaux concurrents et accentué l'internationalisation du marché des matériels.

Ces évolutions ont profondément modifié l'environnement concurrentiel et entraîné de nouvelles orientations stratégiques chez les principaux groupes mondiaux de l'électronique, de l'informatique et de la télématique.

Face à la puissance américaine (près de 40 % du marché mondial, hors économies planifiées) et aux ambitions japonaises, l'industrie européenne tente de répondre :

- en créant des réseaux et des services nouveaux à l'échelle européenne;
- en adoptant des normes communes pour certains matériels (téléphonie sans fil, télécopieurs, modems).

L'évolution technologique a également modifié les caractéristiques du secteur : les effectifs diminuent rapidement dans la plupart des pays industriels tandis que s'accroît l'intensité capitaliste.

L'examen des comptes d'une vingtaine d'entreprises a permis de mettre en relief :

- l'importance des efforts d'investissement et de recherche-développement, en particulier dans les entreprises japonaises et nord-américaines;
- l'écart qui se creuse (même chez les plus grandes sociétés : Nec Corp, Northern Telecom) entre le taux d'investissement et la capacité d'autofinancement rendant de plus en plus nécessaire le recours aux capitaux extérieurs.

Le prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 F TTC.

Cette étude est disponible à DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : 233-21-23.

هكذا من الأصل



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### COMMENTAIRES

2. La crise de l'UNESCO : des lettres de M<sup>me</sup> Jean Gerard (Etats-Unis), M. Henri Lopes, et les nouvelles prévisions du Monde.

### ÉTRANGER

3. ASIE  
- Inde : M. Rajiv Gandhi veut former un gouvernement placé sous le signe de l'efficacité.
4. EUROPE  
- RFA : la police soupçonne la fraction armée rouge d'être à l'origine d'une série d'attentats.
4. DIPLOMATIE  
- L'assassinat à Amman de M. Fahd Khasseleh.
7. Les opérations de maintien de l'ordre continuent en Nouvelle-Calédonie.
8. PROCHES-ORIENT  
- Point de vue : « La PCF et ses fantasmes », par Lily Marcou.

### POLITIQUE

13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.

### SOCIÉTÉ

8. SPORTS : le VII<sup>e</sup> Paris-Alger-Dakar.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 9 à 12. LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1984.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.
13. ÉCUEILLAGE : les lauriers de 1984.

### CULTURE

15. CINÉMA : trois chefs-d'œuvre américains pour un réveil au Théâtre de la Bastille.
17. COMMUNICATION.
17. COMMUNICATION.

### 89 FM

à Paris

Allé « le Monde »

232-14-14

lundi 31, 19 h 25 :

L'année

littéraire

Bertrand Poirot-Delpech

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé par François Koch

### ÉCONOMIE

18. ÉTRANGER : le budget japonais.
19. CONJONCTURE : les hausses de loyer pour 1985.
19. CONJONCTURE : les hausses de loyer pour 1985.

### RADIO-TÉLÉVISION (17)

- INFORMATIONS « SERVICES » (14) :
- Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.
- Annouces classées (18) ;
- Carnet (14) ; Programmes des spectacles (16).

### Au Soudan

## L'ARMÉE AFFIRME AVOIR TUÉ 83 REBELLES SUDISTES

Khartoum (AFP). — Les troupes gouvernementales ont tué 83 rebelles et en ont blessé un nombre indéterminé d'autres, selon un communiqué publié dimanche 30 décembre par le commandement général des forces armées.

Une unité gouvernementale, indiquée le communiqué, a pris d'assaut vendredi dernier un camp de « hors-la-loi » dans la région pétrolière de Bentin (Haut-Nil) dans le sud du pays, tuant 83 rebelles et blessant nombre d'autres que les forces de Khartoum « n'ont pas encore eu le temps de compter ».

Trois soldats gouvernementaux ont été tués et cinq autres blessés au cours des combats « qui se poursuivirent pour nettoyer la région des hors-la-loi ».

Toujours selon le communiqué, les unités régulières ont saisi dix fusils automatiques, une mitrailleuse, deux lance-roquettes, deux émetteurs radio, des munitions et des équipements militaires.

Dans un précédent communiqué, le commandement général avait indiqué qu'une unité gouvernementale avait lancé mardi dernier une attaque contre les rebelles du sud à Fariak, dans la province de Jonglei, à quelque 185 kilomètres au nord de Juba, et tué 600 rebelles. L'armée a enregistré dix-huit morts et huit blessés.

A B C D E F G

## LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

### Le budget de 1985 est conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel a statué, samedi 29 décembre (le Monde daté 30-31 décembre), sur plusieurs recours présentés par des députés et des sénateurs de l'opposition à propos du budget 1985 et du collectif budgétaire pour 1984. Le Conseil a déclaré ces deux lois de finances conformes à la Constitution, sauf une disposition non financière contenue dans le budget de 1985, ce qui n'impose pas de nouvelle délibération et n'entraîne pas la promulgation du budget.

Le cas de figure du budget de 1985 reste donc, pour le moment, unique dans les annales de la V<sup>e</sup> République. La loi de finances de 1980 avait été déclarée non conforme à la Constitution à cause d'un vice de forme dans la procédure suivie. Le Parlement avait dû, à la fin de 1979, voter une loi autorisant le gouvernement à prélever les impôts et les taxes, avant de voter de nouveau le budget, au début de l'année 1980.

La disposition annulée par le Conseil dans le budget de 1985 précisait : « L'Etat peut créer exceptionnellement des établissements d'enseignement public dont il transfère la propriété à la collectivité territoriale compétente (...) ». Le montant des crédits affectés à ces créations est déterminé chaque année par une loi de finances. » Il

s'agissait en fait d'une des dispositions prévues par M. Chevènement à propos de l'enseignement privé. M. Chevènement avait prévu que l'Etat pourrait créer des écoles publiques dans les communes qui, n'en disposant pas, en feraient l'ouverture.

Le Conseil n'a pas fait d'observation sur le fond de cette décision, qui donnait satisfaction à une des revendications du camp laïque. Il s'est borné à estimer qu'une telle disposition n'avait pas sa place dans une loi de finances.

Les relations entre le budget annexe des PTT et le budget général constituaient les principales dispositions contestées par les parlementaires de l'opposition, qui remettaient notamment en cause le financement par le budget annexe des PTT de la filière électronique. Le Conseil a estimé, à ce propos, que, « compte tenu de l'importance de l'incidence que le développement de la filière électronique est susceptible d'avoir sur l'avenir des télécommunications, le soutien apporté sous diverses formes par le budget annexe à ce développement n'est pas étranger à la mission de l'administration des PTT ».

De même, précise le Conseil, « le recours aux technologies spatiales

constitue pour les télécommunications un atout essentiel de leur développement et justifie (...) que soit prévue une participation financière du budget annexe à ces programmes civils d'investissement ».

Un autre point d'inconstitutionnalité soulevé par l'opposition était la possibilité pour les agents de procéder à des enquêtes sur la fraude fiscale. Une telle disposition existait déjà dans le budget de 1984 et avait été annulée par le Conseil, à la suite de recours déposés par des parlementaires de l'opposition. Les neuf « sages » avaient pris soin de préciser que l'annulation n'était pas motivée par la mesure elle-même mais par son caractère de « mesure de police fiscale ». Une telle disposition existait déjà dans le budget de 1984 et avait été annulée par le Conseil, à la suite de recours déposés par des parlementaires de l'opposition. Les neuf « sages » avaient pris soin de préciser que l'annulation n'était pas motivée par la mesure elle-même mais par son caractère de « mesure de police fiscale ».

Cette disposition a été réintroduite dans la loi de finances de 1985 en tenant compte des observations du Conseil, qui, cette fois, n'a rien trouvé à redire, puisqu'il estime que, dans sa nouvelle rédaction, cette disposition « ne méconnaît pas les exigences constitutionnelles assurant la conciliation du principe de la liberté individuelle et les nécessités de la lutte contre la fraude fiscale ».

## Une « banalisation du dualisme scolaire »

Parmi les mesures « simples et pratiques » proposées à l'automne par le ministre de l'éducation nationale pour sortir de la longue querelle de l'enseignement privé, les dispositions prévoyant la création d'écoles publiques dans les communes n'en comportant pas étaient surtout destinées à rassurer les laïques. Le clan des défenseurs de l'enseignement public, malmené pendant plusieurs mois par des manifestations de rue et surtout les diverses concessions faites par le gouvernement aux partisans du privé, attendait un geste. Alors que la perspective de grand service public unifié, laïc, de l'éducation nationale, revêt depuis des années, l'estampille de plus en plus du nouveau ministre, M. Chevènement accordait un peu de baume aux fidèles laïques.

Dans les communes de France où n'existent pas d'écoles publiques — en particulier dans l'Ouest — des municipalités refusent de répondre à la demande des parents. L'Etat, proposait M. Chevènement, prendra l'initiative de créer un tel établissement. « Il les transférera ensuite aux collectivités locales concernées ».

Cette disposition était jugée « importante » par Michel Bouchareix, secrétaire général du Comité national d'action laïque, qui nous déclarait (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre) : « Il s'agit de prendre en compte enfin une situation scandaleuse du point de vue de la morale sociale que connaissent malheureusement trop de départements de l'Ouest ». Il citait l'exemple de la commune d'Andréz dans le Maine-et-Loire, où « les militants laïques exigent depuis des années l'ouverture d'une école publique que le maire refuse ».

M. Bouchareix expliquait à l'époque que les dispositions de M. Chevènement devaient permi-

tre de changer cette situation. Il parlait de « symboles » chers aux laïques. La décision du Conseil constitutionnel est pour lui et pour ses amis ressentie comme une nouvelle défaite. « Rien qu'il prétende juger sur la forme, le Conseil constitutionnel se prononce bel et bien sur le fond », précise-t-il. Selon lui, la démarche du Conseil a pour effet de renforcer « la banalisation du dualisme scolaire, et elle donne qu'il y a ceux qui projettent aujourd'hui, ouvertement, d'abandonner l'école nationale gratuite obligatoire et laïque pour lui substituer des écoles privées sous tutelle idéologique ».

Le ministre de l'éducation nationale demeure plus modéré et estime que les « neuf sages » lui ont adressé non pas une critique de fond, « mais une critique de pure forme ». Le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), M. Jean Andrieu, attend, lui, que le ministre « reprenne cet article de loi d'une autre façon et qu'il l'inscrive soit dans un nouveau projet de loi, soit dans un complément à apporter aux dispositions non budgétaires du plan Chevènement ».

Chez les défenseurs de l'enseignement privé, cette décision du Conseil constitutionnel est saluée par certains comme une victoire. M. Guy Guernier se demande même si le Conseil n'a pas voulu « réaffirmer le principe fondamental et constitutionnel de la liberté d'enseignement ».

Plus mesuré, M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé (UNAPEL), affirme que pour sa part « il n'a jamais eu d'opposition à ce qu'on crée des écoles publiques, du moment qu'il y a une demande en ce sens des parents ». « C'est un des éléments de la liberté de l'enseignement », ajoute-t-il. Pour nous, c'est la même chose : il n'y a pas de raison que l'on nous refuse des classes sous contrat s'il y a une demande des parents ».

L'année qui commence risque de voir s'affronter à nouveau les deux clans des partisans du privé et du public. M. Bouchareix a déjà prévenu le gouvernement. « Le Comité national d'action laïque et ses organisations combattent sans trêve les effets de ce verrouillage sur le terrain ».

## Vive polémique entre M. M'Bow et l'ambassadeur américain à l'UNESCO



A la suite du retrait des États-Unis de l'UNESCO, effectif ce lundi 31 décembre, une vive polémique a opposé M. M'Bow, directeur général, à M<sup>me</sup> Jean Gerard, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Organisation internationale.

Invité d'Antenne 2 au journal télévisé du samedi 29 décembre, M. M'Bow avait dit à propos des accusations de « gaspillage » lancées par M<sup>me</sup> Gerard à la direction de l'UNESCO : « C'est absolument faux. M<sup>me</sup> Gerard ignore totalement ce qui se passe à l'UNESCO. Elle est politicienne, elle fait de la politique ». Le directeur général avait précisé que « ni le gouvernement des États-Unis, ni le gouvernement d'aucun Etat membre » ne l'avait « mis en cause en ce qui concerne la gestion de l'Organisation ».

S'exprimant vis-à-vis « personnellement » par le directeur général de l'UNESCO, M<sup>me</sup> Gerard déclare, dans un communiqué publié dimanche 30 décembre, que « les États-Unis refusent effectivement de supporter la gestion budgétaire d'une agence spécialisée dans la raison d'être n'est pas d'entretenir ses propres services ». L'ambassadeur des États-Unis ajoute que « la dérive politique des services de l'UNESCO est illustrée par les déclarations mêmes de M. M'Bow » et conclut : « En manquant ainsi au devoir de réserve et d'impartialité que prescrit le statut du secrétaire général de l'UNESCO, son directeur général justifie, s'il en était besoin, le retrait des États-Unis ».

(Voir page 2 notre dossier sur la crise de l'UNESCO.)

## Le Monde

présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour l'année 1985

## APRÈS LE REPORT DE LA VISITE DE M<sup>me</sup> CRESSON

### Séoul redoute que les « gestes intempestifs » de la France n'interfèrent dans les négociations avec Pyongyang

De notre correspondant

Tokyo. — On ignore jusqu'où ira le gouvernement sud-coréen dans ses « représailles », après la décision qu'il a prise pour protester contre la transformation de la mission commerciale nord-coréenne à Paris, en « délégation générale » (le Monde daté 30-31 décembre), de reporter la visite de M<sup>me</sup> Edith Cresson prévue en janvier à Séoul. On peut cependant rappeler le contexte diplomatique et émotionnel dans lequel intervient cette mesure, initialement présentée à Séoul comme une décision technique due à la tenue d'élections générales au sud en février.

Sur une toile de fond tendue et internationale nouvelle, la décision de Séoul doit être considérée comme le dernier périple en date dans des relations périodiquement affectées par la politique de rapprochement entre Paris et Pyongyang. C'est une politique voulue par le président Mitterrand, qui entend faire jouer à la France un rôle dans l'équilibre d'une ère de défiance entre le Nord communiste et le Sud pro-américain. D'une part, en incitant Pyongyang à sortir de son isolement politique et économique. D'autre part, en s'efforçant de promouvoir une reconnaissance croisée (un pays du camp socialiste reconnaissant le Sud en échange d'une reconnaissance du Nord par un pays du camp occiden-

tal). Les Sud-Coréens affirment fort bien comprendre le principe de cette politique, mais, dans les faits, ils l'ont plutôt mal acceptée depuis l'arrivée des socialistes français au pouvoir. Les malentendus et les gestes d'humeur n'ont pas manqué.

La situation est encore plus délicate aujourd'hui, alors que Séoul et Pyongyang reprennent, du bout des lèvres et en conservant chacun un doigt sur la gâchette, un dialogue interrompu depuis dix ans. Les « sudistes » redoutent surtout de voir leur main affaiblie dans la négociation par des « gestes intempestifs » de pays amis au profit du Nord. Certains pensent même que l'acceptation des pourparlers, couplée à des propositions « nordistes » d'ouverture économique, a pour but d'amaigrir l'Occident plutôt que de pacifier formellement avec le Sud. C'est pour cela que les « sudistes » avaient mis en garde les Japonais, apparemment pressés de reprendre avec Pyongyang des relations commerciales suspendues après l'attentat meurtrier de Rangoun (octobre 1983), contre des agents « nordistes ». C'est pour cela également qu'ils s'étaient inquiétés de l'éventualité d'une promotion de la représentation commerciale nord-coréenne à Paris.

R.-P. PARINGAUX

### En Bolivie

## Le président Zuazo impose la destitution du commandant de l'armée de terre

La Paz (AFP). — Une crise a éclaté samedi 29 décembre au sein des forces armées boliviennes, après que le commandant de l'armée de terre, le général José Luis Arias Chavez, ait refusé sa destitution, décidée par le président de la République, M. Hernán Siles Zuazo. Elle s'est dénouée vingt-quatre heures plus tard, avec l'acceptation de sa mutation par le général, mais les risques restent toujours grands de voir dégénérer cet affrontement entre le pouvoir civil et les militaires.

La destitution du général Arias, que la Centrale ouvrière bolivienne (COB) avait accusé de menées putschistes, a été prononcée après qu'il eut rejeté la liste de nouvelles affectations élaborée par le commandant en chef des forces armées, le général Simon Sesias Tordeya, considéré comme le militaire le plus proche du chef de l'Etat. Cette liste prévoyait notamment le remplacement du général Arias par le général Hugo Girón Flores, chef d'état-major de l'armée de terre. Celui-ci a également refusé de se soumettre et s'est déclaré solidaire du général Arias.

Peu après l'annonce de sa destitution, ce dernier a déclaré au micro d'une radio de la capitale bolivienne que le président Siles Zuazo avait violé la loi organique régissant le fonctionnement des forces armées en décidant son remplacement. Cette loi prévoit que les officiers sont nommés pour deux ans, et le général Arias avait été nommé il y a deux mois et demi.

Le général a ajouté qu'il était appuyé par plusieurs garnisons de l'intérieur du pays et affirme que de nombreux officiers étaient solidaires de sa position, tout en soulignant que ses propos ne devaient pas être interprétés comme une menace de coup d'Etat.

Après plusieurs heures de réunion avec le ministre de la défense, le colonel Manuel Cardenas Mallo, le président Hernán Siles Zuazo a nommé le général Raúl Lopez Leyton au poste de commandant de l'armée de terre, tandis que le ministre de l'Intérieur, M. Federico Alvarez Plata déclarait à la presse qu'il ne s'agissait pas d'« un putsch militaire, mais d'un problème interne aux forces armées boliviennes ».

Antérieurement, la COB avait, de son côté, réitéré dans un communiqué son « total appui » au président Siles Zuazo, condamnant l'« insubordination » du général Arias Chavez et décrétant la « mobilisation générale » de ses militants.

[Les pouvoirs depuis octobre 1982, le président Siles Zuazo apparaît de plus en plus comme un président en surréalisme. Son élection avait pourtant été fort bien accueillie par les Boliviens, qui s'attendaient d'une vingtaine d'années de régimes autoritaires où les militaires ont pratiquement toujours joué un rôle. Menacé en permanence d'un coup d'Etat, le président doit aussi tenir compte des revendications de la Centrale ouvrière, qui lui reproche sa politique d'austérité inspirée des directives de l'FML. Pour tenter de calmer le jeu, le président Zuazo a annoncé en novembre dernier que les élections législatives prévues pour mai 1986 auraient lieu un an plus tôt.]

## J.M. WESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme auront lieu les mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 janvier. en ses magasins.

114, Avenue des Champs-Élysées 98, Boulevard de Courcelles. 97, Avenue Victor-Hugo

Les soldes de chaussures pour femme auront lieu exclusivement les mardi 8, mercredi 9 janvier. 98 Boulevard de Courcelles.